

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



SOMMAIRE

La situation mondiale après le 11 septembre (éléments de préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV ^e Internationale)	p. 3
Rapport présenté au secrétariat international élargi (novembre 2000 - extraits) et extraits des notes préparatoires.	
Dossier : le soulèvement des travailleurs et du peuple d'Argentine	p. 13
Note d'information de la IV ^e Internationale	
Chronique des événements mondiaux	p. 29
Etats-Unis : interview d'Alan Benjamin sur le combat des travailleurs américains après le 11 septembre	p. 49
Allemagne : " <i>Non à la guerre ! Défense des emplois et des acquis sociaux !</i> "	p. 57
Une lettre de la section allemande de la IV ^e Internationale.	
Après l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	p. 63
(Par Olivier Doriane)	
Economie : regard sur le trimestre écoulé. Chronique économique après le 11 septembre	p. 73
Le combat de la jeunesse révolutionnaire après le 11 septembre	p. 87
(Par Dominique Vincenot)	
Pourquoi, aujourd'hui, une campagne de calomnies contre la IV ^e Internationale ?	p. 95
(Par Jean-Pierre Raffi)	
<i>Lutte des classes et mondialisation</i>	p. 103
(présentation par Daniel Gluckstein, à Madrid, de l'édition espagnole)	
Notes de lecture : <i>Staline</i> , de Jean-Jacques Marie	p. 109
(Par Lucien Gauthier)	

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VERITE

REVUE THEORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

**La situation mondiale après le 11 septembre
(éléments de préparation
du Cinquième Congrès mondial
de la IV^e Internationale) p. 3**

– Rapport présenté
au secrétariat international élargi
(novembre 2001 - extraits)
– Extraits des notes préparatoires
à la réunion du secrétariat international élargi

**Dossier : le soulèvement des travailleurs
et du peuple d'Argentine p. 13**
– Note d'information de la IV^e Internationale

Chronique des événements mondiaux p. 29
(Palestine, Balkans, Ukraine, Mexique, Suisse)

**Etats-Unis :
interview d'Alan Benjamin
sur le combat des travailleurs américains
après le 11 septembre p. 49**

**Allemagne :
“Non à la guerre ! Défense des emplois
et des acquis sociaux !” p. 57**
Une lettre de Internationale Sozialistische Arbeiter
Organisation, section allemande de la IV^e Internationale.

**Après l'entrée de la Chine
dans l'Organisation mondiale
du commerce (OMC) p. 63**
(Par Olivier Doriane)

**Economie : regard sur le trimestre écoulé.
Chronique économique
après le 11 septembre p. 73**

**Le combat
de la jeunesse révolutionnaire
après le 11 septembre p. 87**
(Par Dominique Vincenot)

**Pourquoi, aujourd'hui,
une campagne de calomnies
contre la IV^e Internationale ? p. 95**
(Par Jean-Pierre Raffi)

***Lutte des classes et mondialisation*
(présentation par Daniel Gluckstein,
à Madrid, de l'édition espagnole) p. 103**

**Notes de lecture :
Staline, de Jean-Jacques Marie p. 109**
(Par Lucien Gauthier)

La situation mondiale après le 11 septembre

(éléments de préparation du Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale)

Protectorat américain ou révolution prolétarienne

(rapport présenté au secrétariat international élargi de la IV^e Internationale, novembre 2001 - extraits)

Nous publions ci-dessous des extraits du rapport présenté afin d'ouvrir la discussion lors du secrétariat international élargi (novembre 2001). Ils sont accompagnés d'extraits des "notes" qui avaient été rédigées pour préparer cette réunion.

Trois éléments doivent être soulignés.

- Premièrement, dans ce qui a conduit au 11 septembre, s'inscrit la poursuite de la décomposition du régime social fondé sur la propriété privée des moyens de production. Nous avons analysé, au Quatrième Congrès mondial, les conditions de cette décomposition. Depuis, on a vu comment s'exprime le fait que, pour sa survie, le régime fondé sur la propriété

privée des moyens de production est tenu de recourir de plus en plus à la destruction massive de la force de travail.

- Le deuxième élément contenu dans la situation conduisant au 11 septembre, ce sont les processus de la révolution prolétarienne, et tout particulièrement la place de la révolution palestinienne. On doit avoir à l'esprit que la situation dans laquelle nous sommes entrés il y a un peu

plus de dix ans avec la chute du Mur de Berlin était elle-même un résultat de l'irruption du mouvement des masses, qui, se combinant avec la crise de décomposition de la bureaucratie, a remis en cause l'ordre mondial fondé à Yalta et à Potsdam au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et créé les conditions actuelles.

Mais, dans le prolongement de ce qui s'est passé en 1989, la place de la révolution palestinienne s'est exprimée en particulier dans le fait que la deuxième Intifada a fait voler en éclats le cadre des accords d'Oslo. Et c'est de nouveau la place du mouvement des masses et le fait qu'il pose la question de la révolution prolétarienne qui fait obstacle à toute stabilisation du "nouvel ordre mondial" que Bush père avait appelé de ses vœux.

• Enfin, dans les éléments de la situation qui ont conduit au 11 septembre, il y a le fait que rien de tout ce qui avait été mis en œuvre ces dernières années n'aurait été rendu possible sans la politique des appareils ; cela est particulièrement flagrant et mesurable dans le rôle des gouvernements européens "de gauche" en Grande-Bretagne, en Allemagne, en France, ces gouvernements exprimant la fonction des appareils de l'Internationale socialiste et de ceux issus du stalinisme dans la mise en œuvre des plans de l'impérialisme.

Mais, en même temps, cette politique mise en œuvre par les appareils n'a pas, jusqu'au 11 septembre, été capable de surmonter tous les obstacles dressés devant elle. Et en particulier ceux constitués par la résistance de la classe ouvrière et la préservation de l'indépendance ou de segments d'indépendance de ses organisations.

De sorte qu'avant le 11 septembre, nous étions dans une situation où l'on peut dire que, sur tous les terrains, l'impérialisme se montrait incapable de dégager les moyens à la hauteur de sa politique et des besoins de la préservation de son système social. Il fallait donc passer à une autre étape. Il fallait trouver les moyens de surmonter par de nouvelles méthodes les obstacles qui se dressaient devant les besoins politiques de l'impérialisme. Et le

11 septembre, au-delà même des circonstances du 11 septembre proprement dites, a fourni ou été saisi comme étant cette possibilité de réordonner toute la politique de l'impérialisme sur cette formule de Bush : "*Une guerre totale, économique, sociale, politique, militaire*", une guerre, a dit le vice-président américain Dick Cheney, "*qui se poursuivra au-delà de l'espérance de vie de ceux qui dirigent le monde aujourd'hui*".

Je pense que cette façon qu'a eu l'impérialisme d'annoncer en quelque sorte ce qu'il visait doit être prise extrêmement au sérieux. Et ce ne sont pas les péripéties de la chute annoncée de Kaboul aujourd'hui qui vont mettre un terme à cette phase dans laquelle l'humanité est entrée. Il va y avoir d'autres phases, en Afghanistan, en Irak, en Afrique, en Europe...

Il nous faut donc essayer de réfléchir à ce qui caractérise cette phase nouvelle.

On a dit : protectorat américain. Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie tout d'abord que, pour l'impérialisme le plus puissant du monde, qui a sur ce point beaucoup hésité et tergiversé avant le 11 septembre, il y a désormais la conviction qu'il n'a pas d'autre choix, pour pouvoir préserver ses intérêts d'impérialisme dominant sur tous les continents, dans tous les pays, et pour pouvoir préserver son droit imprescriptible au pillage et à la surexploitation, que de prendre en charge directement les conditions militaires, économiques et politiques de la préservation du système d'exploitation basé sur la propriété privée des moyens de production dans le monde entier.

Directement ne veut pas dire qu'il ne va pas chercher à faire jouer à tous les impérialismes secondaires et à tous les gouvernements un rôle subsidiaire. Cela veut dire qu'il ne s'arrêtera pas aux risques soupesés d'une intervention militaire supplémentaire ou pas. Et qu'il ne s'arrêtera pas davantage au besoin préalable d'aboutir à un accord avec les autres impérialismes. Il ne faut pas s'y tromper.

L'affirmation répétée par Bush dans tous ses discours — "*ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous*" —, en apparence, concerne la lutte contre le terrorisme. En réalité, il s'agit tout à fait

d'autre chose. Par exemple, à Doha, au Qatar, se tient la séance de conclusion des discussions sur l'OMC. Au moment où ce rapport est présenté, il n'y a aucun accord signé. Et les ministres de l'Union européenne viennent de faire une déclaration qu'on peut qualifier de pleurnicharde, pour dire : *“Nous ne comprenons pas, toutes les mesures proposées sont contraires à nos demandes. On cherche en particulier à détruire l'agriculture européenne.”* Ils ne sont pas vraiment surpris. Ils savent bien que c'est ça qui est à l'ordre du jour. Mais ce qui est nouveau, c'est que l'impérialisme américain ne va même pas chercher à camoufler cela sous l'apparence d'un compromis. *“Ou bien vous êtes avec nous, ou bien vous êtes contre nous.”* Cela doit s'appliquer dans tous les domaines.

Cette brutalité, qui a d'ailleurs un coût pour l'impérialisme le plus puissant lui-même, exprime et confirme qu'aujourd'hui, la source principale de dégageant de nouvelles marges de profit, c'est la destruction de la force de travail. A la fois les plans de destruction des sites industriels et des emplois, et la destruction des régimes de protection sociale, des Codes du travail et de tout ce qui fait la valeur de la force de travail.

Il faut mesurer les choses. En six semaines, depuis le 11 septembre, officiellement, 700 000 emplois ont été supprimés aux Etats-Unis. Des compagnies aériennes, en Europe, comme Swissair, Sabena, etc., ont été liquidées. Ce sont des pans entiers de l'économie capitaliste qui sont ainsi réduits en poussière. Dans le même temps, des conquêtes sociales fondamentales, comme la Sécurité sociale en France ou d'autres, se voient précipitées vers le démantèlement. Tout cela était déjà à l'ordre du jour avant le 11 septembre, comme expression de la crise de décomposition du système capitaliste. Mais il s'agit maintenant d'utiliser la situation ouverte après le 11 septembre pour régler cela à la hache.

On nous avait expliqué que la “nouvelle économie” était fondée sur le développement impétueux des nouvelles technologies, de la formation, de la communication, etc. Camarades, l'indice des valeurs technologiques à New York a perdu plus

de 80 % de sa valeur dans les dix-huit derniers mois. Et il s'est brûlé sur la seule table du Nasdaq, aux Etats-Unis, l'équivalent de cinq fois le produit intérieur brut d'un pays comme la France.

Aujourd'hui, tous les efforts de l'impérialisme dominant et des gouvernements qui y sont reliés, notamment les gouvernements d'Europe, se concentrent sur une entreprise de désagrégation des nations, et ce qu'on a vu dans la dernière période se dérouler par étapes successives dans les Balkans, c'est ce qu'on voit s'opérer aujourd'hui sous nos yeux à travers l'offensive de désagrégation de la nation afghane. Si vous tirez un trait entre les Balkans et l'Afghanistan, cela dessine une ligne indiquant ce qui est l'orientation générale de l'impérialisme, et dans laquelle on doit intégrer la responsabilité particulière, centrale, des gouvernements dirigés par les partis de l'Internationale socialiste et les gouvernements auxquels participent les PC “ex-staliniens”, dans laquelle on doit intégrer la responsabilité de ce que nous définissons comme “centrisme réactionnaire”, et en particulier le “Secrétariat unifié” de Krivine, Bensaïd et Livio Maitan, la fonction des ONG, et en particulier d'ATTAC.

N'oubliez pas, par exemple, que le SU a apporté son appui à l'UCK au Kosovo. Tout cela débouche sur ce qui est dit à la fin de la note :

« La nécessité pour nous, comme tâche centrale, de montrer la relation générale existant entre le combat contre la destruction des nations et la lutte de classe, comme la nécessité de montrer la relation entre l'occupation militaire du Kosovo par les troupes de l'OTAN sous contrôle américain et l'occupation militaire de l'Afghanistan par la “coalition” instituant un gouvernement inter-ethnique fantoche. »

Entreprise qui, à mon avis, va déboucher dans des délais extrêmement rapprochés sur des affrontements “interethniques” sanglants.

Il est clair que, dans cette situation où la survie du régime de la propriété privée des moyens de production conduit l'humanité non seulement à l'impasse, mais à un désastre généralisé, il nous faut

revenir sur les conditions mêmes de la lutte de classe. On a publié, il y a un peu moins de trois ans, un livre qui s'appelle *Lutte des classes et mondialisation*, qui vient d'être publié en langue espagnole par la section de la IV^e Internationale en Espagne (1) et qui, si vous le relisez aujourd'hui, est peut-être encore plus adapté à la situation actuelle qu'il ne l'était au moment où il a été écrit. Parmi les idées que nous développons dans ce livre, qui n'étaient pas précisément nouvelles, mais qu'on confrontait à la réalité actuelle, il y avait celle qu'il ne peut pas y avoir de super-impérialisme. En d'autres termes, qu'aussi puissant que soit l'impérialisme dominant, et il l'est chaque jour davantage, aussi importante que puisse être la tendance à l'écrasement des autres impérialismes par l'impérialisme dominant, l'impérialisme par lui-même ne peut pas résoudre sa propre crise, parce que les ressorts de cette crise renvoient au caractère historiquement condamné de la propriété privée des moyens de production, son impuissance à donner un nouvel essor au développement des forces productives, et, par conséquent, le fait que la survie du régime capitaliste dans ces conditions de décomposition met à l'ordre du jour de façon immédiate l'alternative "socialisme ou barbarie".

Quelles formes cela prend-il aujourd'hui ? Le fait qu'il n'y ait pas de super-impérialisme s'exprime dans le fait que, même après le 11 septembre, l'impérialisme américain reste en proie à ses propres contradictions et à sa propre crise institutionnelle. Les Etats-Unis mêmes ont un pays où, certes, il y a une classe capitaliste extrêmement puissante, mais il y a aussi une classe ouvrière. Et la contradiction à laquelle est confrontée la classe capitaliste américaine s'exprime internationalement, mais elle s'exprime d'abord nationalement, y compris dans ses rapports avec sa propre classe ouvrière.

Il est clair qu'il y a aux Etats-Unis, comme partout, une classe ouvrière, des organisations, des appareils, et des sommets des appareils. Si l'on considère ce qui s'est passé au lendemain du 11 septembre, la direction de la centrale syndicale AFL-CIO a d'abord approuvé l'intervention militaire en Afghanistan et

apporté son soutien à Bush. Mais, dans les semaines qui ont suivi, la suppression de 700 000 emplois industriels a amené cette même direction à dénoncer la politique de Bush subventionnant les grandes firmes et abandonnant les centaines de milliers de licenciés à leur sort. Il y a eu, dans les semaines qui ont suivi le 11 septembre, aux Etats-Unis, plus de fédérations d'Etat de l'AFL-CIO qui ont pris position contre la guerre qu'il n'y en avait eu au moment le plus élevé de la lutte contre la guerre du Vietnam.

Ce n'est pas un hasard si la première de ces résolutions est celle de l'AFL-CIO de San Francisco et il faut remarquer que, fréquemment, cette position a été reprise par des instances syndicales donnant leur appui au Labor Party. Dans l'Etat de New York, celui qui est le plus soumis à la pression de l'Union sacrée, le syndicat des personnels hospitaliers de l'AFL-CIO, qui syndique 130 000 employés dans cet Etat, a adopté la résolution contre la guerre du conseil syndical de San Francisco. Cela veut dire qu'en dépit de l'offensive pour le protectorat américain, qui, aux Etats-Unis mêmes, prend la forme de la tentative d'intégration corporatiste de la centrale syndicale AFL-CIO, cette offensive se heurte aux contradictions mêmes qui sont celles de l'existence d'une centrale syndicale réformatrice.

Il est évident que si les engagements financiers pris sont tenus, il y aura à Berlin une très importante délégation nord-américaine, entre 25 et 30 délégués, pour beaucoup mandatés par les organisations ouvrières, dont des militantes qui détiennent d'importantes responsabilités.

Ces problèmes, on les rencontre bien évidemment dans d'autres pays. Les tentatives d'intégration des organisations syndicales, et donc de leur destruction comme organisations indépendantes, sont partout à l'ordre du jour, et pourtant se heurtent à des contradictions. Dans le cas de l'Europe, cela prend notamment la forme de la subordination aux exigences de la monnaie unique, de l'euro, qui concentre les décisions de l'Organisation

(1) *Mundialización y lucha de clases*, POSI, Madrid, 2001.

mondiale du commerce (OMC) et de l'Union européenne.

Ces processus sont en relation directe avec la situation nouvelle née après le 11 septembre. Et en même temps, vous avez dans la lutte de classe, mais y compris dans l'organisation syndicale, toute une série de cadres, de militants, notamment des cadres réformistes, qui n'acceptent pas. Et pour qui, y compris, la conférence de Berlin apparaît comme un point d'appui dans cette résistance pour sauver une organisation syndicale qui est menacée.

Donc, camarades, il faut réfléchir sur la place de la conférence de Berlin. Elle n'intervient pas à n'importe quel moment. Il se trouve que sa convocation a été faite dans la phase antérieure. Mais aujourd'hui, quelle est sa place ? C'est le regroupement, dans un cadre de large front unique, de tous ceux qui n'acceptent pas de voir transformer les organisations ouvrières en instrument de destruction des réformes arrachées par la classe ouvrière. C'est ça, la place de la conférence de Berlin. C'est ça, la ligne de démarcation.

Il faut être clair, camarades. La conférence de Berlin n'est pas une conférence de la IV^e Internationale. Ce n'est pas une conférence de la "gauche" du syndicalisme ou du mouvement ouvrier. La ligne de démarcation n'est pas celle-là. Elle recoupe d'une certaine manière le discours de Bush : "*Avec nous ou contre nous.*" Ou bien l'alignement sur l'impérialisme à travers l'alignement sur l'OMC et la "société civile", ou bien l'indépendance et la préservation des conquêtes.

Pourquoi est-ce que cela se concentre sur la question de la société civile, camarades ? Il est clair qu'aujourd'hui, l'offensive corporatiste, l'offensive de destruction des organisations ouvrières et de la démocratie prend une forme très particulière. Tout doit être intégré dans le cadre de ce qu'on appelle la société civile. L'expression même de la société civile, c'est l'OMC. Quelle est la signification de la fusion OIT-OMC ? Je dis fusion, bien qu'officiellement, ce ne soit pas le cas. Il est question que l'OIT soit intégrée dans l'OMC, et qu'en sens inverse, l'OMC, le FMI, la Banque mondiale, etc.,

soient intégrés dans l'OIT. Mais en réalité, de quoi s'agit-il ? A l'heure actuelle, l'OIT est une organisation tripartite, gouvernements-syndicats-patrons. Quand il y a une négociation dans le cadre de l'OIT, les organisations syndicales, comme dans n'importe quelle négociation, restent libres d'accepter le cadre ou de ne pas l'accepter. L'intégration de l'OIT dans l'OMC signifie autre chose. Cela signifie que tout est déterminé par les besoins du commerce mondial et que c'est l'accord sur le commerce qui fixe le cadre dans lequel les composantes de l'OIT peuvent s'exprimer. Il n'est plus question, alors, de négociations. Il est simplement question que les organisations syndicales introduisent la petite touche de "social" qui sera présente dans l'accord commercial. C'est très concret.

La Chine vient d'entrer dans l'OMC. Cela veut dire que va être facilité à l'extrême le recours, par les multinationales et les gouvernements des grandes puissances, à la main-d'œuvre bon marché chinoise. Ça, c'est le cadre de l'OMC. L'intégration de l'OIT dans l'OMC veut dire que, dans tous les accords qui vont permettre la surexploitation de la classe ouvrière chinoise, on ajoutera une ligne, dans laquelle il sera indiqué : à la demande des organisations syndicales membres de l'OIT, il est recommandé au gouvernement chinois de ne pas exploiter dans des conditions épouvantables la force de travail des enfants, et il est recommandé aux multinationales de veiller à ce qu'on ne fasse pas trop appel à l'exploitation des enfants.

Ça n'a plus rien à voir avec une organisation syndicale négociant une convention de l'OIT. L'organisation syndicale elle-même devient à ce moment-là un instrument de l'OMC. C'est cela qui est en cause.

Et, bien sûr, pour aboutir à cette dilution des organisations syndicales dans la société civile, il y a des instruments privilégiés, qui sont les ONG en général, et ATTAC en particulier. Il est clair que nous avons, comme Internationale, accumulé pendant des années un retard considérable dans la claire compréhension de ce qu'est ATTAC. Et ça s'est traduit dans le retard à analyser, à proposer aux cama-

rades des documents pour comprendre, etc.

Mais il y a quelque chose qui est saisissant, et je le dis ici parce qu'il ne faut pas avoir d'illusions : ce qui s'est passé en France se passera partout. Aujourd'hui, ATTAC est l'instrument par lequel on cherche à assujettir toutes les organisations syndicales à l'OMC. Toutes.

C'est normal : tous les syndicats sont contre la mondialisation, la seule organisation qui est contre la mondialisation, c'est ATTAC, donc tout le monde est avec ATTAC.

Mais, camarades, quelle est la conséquence ? C'est que les organisations syndicales, dans leur place particulière de défense des intérêts matériels et moraux des salariés, qui constituent la classe comme classe, se voient de ce fait dissoutes dans cet ensemble plus vaste qui s'appelle la "société civile", dans laquelle vous avez à la fois les syndicats ouvriers, des patrons, des ONG, des Eglises, l'Union européenne, qui finance énormément ATTAC, et même les ministres du gouvernement. Et, bien évidemment, c'est un instrument privilégié pour amener les organisations ouvrières dans le giron de l'OMC.

Maintenant, ATTAC existe, et bien, et c'est normal. Par exemple, ATTAC a tenu en Allemagne un congrès de plusieurs milliers de participants, et c'est en rapport avec Ver.di (2), et c'est en rapport à l'échelle internationale avec la constitution de l'UNI, c'est-à-dire que c'est vraiment un système d'ensemble visant à détruire les organisations ouvrières comme organisations indépendantes. Dans le cadre de l'Allemagne, à détruire à la fois le DGB et à dissoudre les secteurs de la social-démocratie qui résistent à la politique de Schröder.

Donc, camarades, c'est dans ce cadre qu'il faut que nous puissions discuter à la fois sur la situation politique nouvelle et sur nos tâches, et aussi sur nos propres difficultés ou nos désaccords, de manière à pouvoir avancer. Il est clair que les questions d'organisation, les questions de direction concentrent aujourd'hui pour la IV^e Internationale tous les problèmes d'orientation. On pourrait, je crois, en

donner la preuve pour chaque pays. Ce serait trop long, bien sûr ; je voudrais donner quelques indications.

La première ne concerne pas un pays, elle concerne le secrétariat international en tant que tel. J'ai parlé des carences du secrétariat international par rapport à ATTAC. Il faut comprendre que cela a des conséquences, camarades. D'ailleurs, les carences concernant ATTAC, au secrétariat international, rejoignent la discussion qu'on a eue pendant longtemps avec la section de la IV^e Internationale au Brésil sur la sous-estimation de Porto Alegre. Deux formes différentes du même problème. Quelle est la signification de cela, camarades ? Il faut comprendre : il ne s'agit pas pour nous de régler des comptes avec le Secrétariat unifié. Il ne s'agit pas pour nous de seulement dire que lorsqu'il se réclame du trotskysme, c'est une forfaiture, et qu'il nous faut rétablir la vérité des faits. Certes, il faut le faire. Mais ce qui est essentiel, c'est que ces gens-là utilisent la référence au trotskysme, qui est une référence valorisante, une référence apparaissant pour beaucoup de travailleurs et de jeunes, au Brésil ou ailleurs, comme l'expression d'une indépendance à l'égard des appareils ; et ils l'utilisent pour agir comme la pointe avancée de la destruction du mouvement ouvrier et de la démocratie.

La fonction du pablisme s'est modifiée. A l'époque de l'URSS, ils étaient à la remorque de la bureaucratie stalinienne. Mais la bureaucratie stalinienne, même totalement décomposée et dégénérée, gardait un lien avec les bases sociales issues d'Octobre 1917. Ce lien s'est dissous le jour où l'URSS s'est effondrée. A partir de cela, la bureaucratie stalinienne a éclaté en une série de bandes mafieuses au service direct de l'impérialisme. Mais, dans ces conditions, le pablisme ne pouvait pas être simplement un courant suiviste des bandes mafieuses. Il avait et il a une autre place à occuper. Et cette autre place, il l'a trouvée en étant la pointe

(2) Ver.di est un syndicat "de type nouveau", constitué à partir de la fusion de plusieurs syndicats nationaux, notamment celui des banques, sur le "modèle" de l'UNI, donc en rupture avec les bases traditionnelles des syndicats de classe.

avancée de la destruction du mouvement ouvrier et de la démocratie. Parce que ATTAC, Porto Alegre, la société civile, l'élément commun de tout cela, camarades, c'est que les organisations ouvrières doivent se dissoudre et, au bout du compte, devenir des appendices de l'OMC. Et sur un autre plan, c'est que les formes traditionnelles de la démocratie politique, à la fois la démocratie de représentation et l'existence de partis politiques et de syndicats ouvriers, doivent disparaître ; et c'est pour cela que le retard mis par le secrétariat international à qualifier et à mener une politique continue visant à éclairer les travailleurs et les jeunes sur ces questions, c'est quelque chose qui a des conséquences négatives, néfastes, pas simplement pour nous, comme IV^e Internationale, mais pour le mouvement ouvrier.

Derrière cette question, ce qui n'est pas compris politiquement, c'est que la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. Et que, donc, en pre-

mière comme en dernière analyse, tout dépend de nous. Il y aurait eu de toute façon ATTAC, c'est certain. Mais nous aurions pu très largement contenir ce développement, le combattre avec efficacité. Il y aurait eu Porto Alegre, mais nous aurions pu largement dissiper les illusions au Brésil et dans le monde entier sur Porto Alegre si on l'avait fait en temps et en heure, et si on s'était donné les moyens de le traiter sur le fond. Ça, c'est notre responsabilité. C'est le contenu de la préparation du Cinquième Congrès et de sa tenue.

Ces questions et celles de la responsabilité et de la place de la IV^e Internationale, celle de l'assimilation concrète, en relation avec les développements à l'échelle internationale de la lutte des classes, du fait que la crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire, sont centrales. Nous les avons évoquées à propos du rôle du centrisme réactionnaire. On les retrouve dans beaucoup de situations que nous ne pouvons évoquer ici.

Notes préparatoires (extraits)

I

En quoi tous les éléments de la situation mondiale conduisaient-ils au tournant du 11 septembre ?

1. — Les développements de la situation économique mondiale, la récession, l'effondrement de la nouvelle économie, etc., avant le 11 septembre.

2. — Les processus et la signification de la deuxième Intifada concentrent l'incapacité de l'impérialisme à stabiliser le nouvel ordre mondial promis par Bush en 1991.

3. — Malgré la montée en première ligne des appareils qui participent dans le cadre des gouvernements de type "gauche plurielle" en Europe et dans différents pays, insuffisance des coups portés à la classe ouvrière, due au fait que le processus d'intégration corporatiste des organisations reste inachevé. Résistance de la classe. En France : voir les déclarations de Guigou par rapport au retard pris sur la Sécurité sociale en conséquence de novembre-décembre 1995. En Allemagne : conséquences du processus de la révolution de 1989. Y compris en Russie, l'incapacité à stabiliser le régime tient à l'incapacité du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production à déboucher sur un quelconque essor en Russie. Il faut intégrer dans cette partie les contradictions de la bureaucratie chinoise, la crise autour de l'accord avec l'OMC et

l'incapacité à aller jusqu'au bout de la destruction de la propriété sociale.

Y inclure la résistance en Amérique latine, malgré la crise d'effondrement en Argentine, malgré les coups portés contre la souveraineté nationale, par exemple au Brésil. Dans cet ensemble, s'inscrit la crise politique et institutionnelle du système de domination de l'impérialisme lui-même : au plan international, crise du Fonds monétaire international, de l'ONU, de la Banque mondiale, échec de l'Organisation mondiale du commerce. Au plan intérieur, crise politique et institutionnelle au moment de l'élection du président Bush, impuissance et paralysie de la politique internationale (voir l'article de William Pfaff, *Los Angeles Times*, 11 septembre 2001).

II

En quoi est-ce que le tournant du 11 septembre modifie radicalement les conditions de la domination impérialiste ? Indépendamment des conditions, qui restent à élucider, des attentats du 11 septembre, il est évident que ceux-ci interviennent à point nommé pour modifier radicalement les conditions dans lesquelles l'impérialisme cherche à surmonter sa crise de décomposition. Pourquoi peut-on parler à cette occasion de la mise en place effective du protectorat américain à l'échelle internationale ? Nous avons déjà utilisé cette expression de "protectorat américain", mais dans un sens alors tendanciel.

Après le 11 septembre, cela devient une caractérisation immédiate de l'ensemble de la politique de l'impérialisme. Il faudra, dans la discussion préparatoire au Cinquième Congrès mondial, revenir sur les questions fondamentales du mode de production et des forces productives, et sur la définition donnée par Marx du processus d'ensemble du développement des forces productives, qui a en son centre le développement de la classe des producteurs comme le cœur du processus de développement des forces productives mêmes.

Examiner la succession des procédés par lesquels l'impérialisme a cherché, depuis la Seconde Guerre mondiale, à surmonter l'impuissance grandissante à mettre le capital en valeur dans le cadre du procès de production dans les limites fixées par l'étouffement des forces productives par les rapports de production (rapports de propriété) entrés dans la phase de décomposition : la guerre, l'économie d'armement, la déréglementation financière dont découle la déréglementation sociale, économique, politique. Mais chacune de ces formes parasitaires contient, à plus ou moins court terme, les conditions de son propre épuisement.

C'est en ce sens que se vérifie une nouvelle fois le caractère totalement révisionniste de la position de Mandel sur le "*troisième âge du capitalisme*". Il n'y a ni troisième âge, ni quatrième, ni cinquième, ni sixième, il y a une décomposition d'un régime incapable de s'ouvrir de nouvelles perspectives et qui ne se survit qu'au prix de volants d'entraînement parasitaires successifs, qui à chaque fois précipitent de nouveaux effondrements. Revenir, pour tout ce passage, sur ce qui est écrit dans *Lutte des classes et mondialisation*.

Dans ces conditions, les avatars de ce qui était appelé la phase de la nouvelle économie, se traduisant par une récession généralisée dans les conditions qui étaient prévisibles déjà deux ans avant (voir *Lutte des classes et mondialisation*), aboutissent à ce que, aujourd'hui, les conditions de la mise en valeur coûte que coûte du capital passent par une modification des relations, non seulement avec la classe ouvrière américaine et les classes ouvrières du monde entier, mais y compris et peut-être prioritairement une modification des relations entre la classe capitaliste américaine et les classes capitalistes du monde entier.

Dans la phase antérieure, celle qui conduisait jusqu'en 1970-1980, il s'agissait de réguler les relations entre différents impérialismes, en assurant la primauté des intérêts américains. A partir de 1970-1980, jusqu'en 2000, l'offensive de l'impérialisme américain pour préserver coûte que coûte ses positions passait nécessairement par un affaiblissement systématique des impérialismes concurrents, voire par leur déstabilisation, tandis qu'il mettait en cause les structures mêmes des États et des nations dans le reste du monde. Cependant, formellement, cela restait dans le cadre d'un système qui était celui de l'ONU née après guerre.

Le tournant en cours de la situation mondiale est un élément supplémentaire de dislocation de l'impérialisme dans le monde entier, à commencer par les États-Unis eux-mêmes. Certes, il comprend la volonté de déséquilibrer encore plus dans le sens de l'impérialisme dominant les relations entre différents impérialismes. Cependant, le tournant du 11 septembre accentue toutes

situation qui échappe au contrôle de tous. Le meilleur exemple en est donné par ce qui s'est passé depuis le 11 septembre au Moyen-Orient. Sur la ligne générale commune à l'impérialisme américain et aux dirigeants israéliens — à savoir écraser la révolution palestinienne —, l'impérialisme américain cherchait momentanément une solution incluant Arafat. Sharon, lui, considérant l'Autorité palestinienne comme insuffisamment fiable, a saisi l'occasion pour une offensive généralisée. Il en a résulté une situation échappant au contrôle de tous, et où la crise des institutions comme le soulèvement des masses restent un facteur clé. Cela est vrai pour l'Europe, pour l'Asie, pour l'Afrique, pour l'Amérique, etc.

III

Avec le 11 septembre 2001, ce qui était contenu dans les phases antérieures, en particulier dans la guerre du Golfe, dans les guerres de Yougoslavie, franchit une étape décisive. C'est ouvertement la mise en place du protectorat américain, dont le contenu social est le droit absolu du capital financier américain de s'approprier toutes les parts nécessaires de plus-value extorquée aux quatre coins du monde, par quelque moyen que ce soit. Et cela, en contournant le processus d'élargissement de l'investissement du capital dans la production.

Il faut étudier à ce sujet la signification d'un certain nombre de mesures annoncées récemment. Par exemple, les neuf baisses successives des taux directeurs de la Réserve fédérale, saluées par la "gauche plurielle" en France comme l'exemple même d'une politique keynésienne de relance, dont il est avéré qu'elle ne sont aucunement orientées vers la relance : il suffit de comparer les 400 points de baisse d'indice des taux directeurs de la Réserve fédérale avec la baisse de seulement 80 points d'indice du taux directeur des cartes de crédit américaines. Il s'agit tout simplement de la reconstitution des réserves largement écornées des grands groupes spéculateurs et des institutions internationales, dans le but, non pas de réinvestir dans le secteur de la production, mais de reconstituer des marges pour pouvoir aller ensuite réinvestir le capital dans des conditions de mise en valeur acceptables, par exemple dans des fonds de pension à ouvrir en Europe.

Il en est de même si l'on examine rétrospectivement les crises successives des sommets de Seattle et de Gênes. Les gauchistes divers ont trop tôt crié victoire sur la mise en échec de ces sommets. Cette "mise en échec" toute relative traduit l'impossibilité d'aboutir à un système ordonné, régulé, de déréglementation mondiale. Tout simplement parce que le système tel qu'il existe institutionnellement, celui de l'Organisation mondiale du commerce, celui de l'ONU, ont comme caractéristique de devoir, au moins formellement, être accompagnés de l'accord des Etats. Il s'agit, avec le protectorat américain, de passer par-dessus cette contingence. D'ailleurs, le secrétaire d'Etat américain au Commerce, dans les années 1997-1998, avait dit : pour nous, l'OMC n'est pas un but, c'est un moyen ; si l'on peut passer avec l'OMC, c'est une bonne chose, si l'on ne peut pas, on passera autrement.

La mise en œuvre de cette orientation, c'est le protectorat américain. Le protectorat américain signifie le droit absolu pour le capital financier américain de pénétrer partout où il le décide dans le monde. La forme de sa politique est la militarisation absolue des rapports politiques entre différents impérialismes, entre l'impérialisme et les pays dominés, et la substitution des rapports militaires aux rapports apparemment diplomatiques, politiques et commerciaux.

D'une certaine manière, on peut dire que toutes les formes antérieures visant à réguler l'ordre mondial, l'ONU, l'OMC, le Fonds monétaire international, toutes les variantes, etc., ne disparaissent pas, mais s'intègrent et se subordonnent au commandement militaire américain et, plus précisément d'ailleurs, au commandement de la CIA. (On a vu, d'ailleurs, le rôle de la CIA dans les tentatives de rapprochement israélo-palestinien, on va le voir maintenant de plus en plus.)

Ce droit absolu du capital financier de s'approprier de larges parts de plus-value prend comme première forme évidente la participation de tous les Etats aux efforts de guerre. D'une certaine manière, le protectorat américain signifie la mise en place de ce que *Les Echos* appellent une "économie de guerre d'un type nouveau". Dans une période antérieure, l'économie de guerre constituait un volant d'entraînement artificiel de l'économie capitaliste en crise, mais à l'échelle de chaque pays : même s'il y avait interaction, c'était un volant d'entraînement parasitaire au service de la classe capitaliste dominante dans chaque pays.

L'économie de guerre prend aujourd'hui une forme nouvelle : c'est la subordination de l'économie mondiale et de chaque pays aux besoins de l'impérialisme américain, c'est la subordina-

tion, le pillage et la dislocation de l'ensemble des structures économiques et politiques pour les besoins du volant d'entraînement de l'économie américaine en crise.

Cela va avoir des conséquences en chaîne, en particulier une déstabilisation accélérée sur le continent européen, car c'est là que l'impérialisme dispose encore de vastes réserves de capitaux et de secteurs de mise en œuvre de la plus-value, qui, pour l'instant, sont obérés par l'ensemble des réglementations issues de la lutte de classe, qui protègent la force de travail.

En ce sens, le cœur de l'offensive du protectorat américain, c'est — et on revient aux questions fondamentales du marxisme — l'offensive contre la force de travail. Il s'agit de faire sauter toutes les barrières à l'exploitation de la force de travail qui subsistent encore, et en particulier, en Europe, cela va se concentrer sur la France et sur l'Allemagne, sur les régimes de protection sociale, sur les retraites, sur l'assurance maladie, sur les Codes du travail, etc.

Cela va prendre, bien sûr, sur le plan politique et diplomatique, la forme de transformer tous les gouvernements en place, à quelque niveau que ce soit, non plus seulement en "gouvernements compradores", mais en simples agents subordonnés ou sous-agences de la CIA (on voit d'ailleurs, dans la tension entre les gouvernements européens, d'une part, et la Banque centrale européenne, d'autre part, le rôle de cheval de Troie de l'impérialisme américain rempli par les institutions européennes). On le voit très clairement avec le rôle d'Arafat réprimant les manifestations à Gaza, mais on va le voir en France avec le gouvernement "plurriel", ou quelque combinaison qui lui succède, on va le voir à l'échelle internationale.

L'autre conséquence concerne les organisations ouvrières, visant à une subordination de plus en plus étroite aux besoins directs de l'impérialisme et utilisant la situation actuelle pour accélérer la marche à l'intégration. Plus que jamais, dans la période qui s'ouvre, les appareils — et, singulièrement, l'appareil issu du stalinisme — iront jusqu'au bout dans l'offensive de destruction de la force de travail.

IV

De cette appréciation du tournant de la situation mondiale qui ouvre une longue période, il faut dégager quelques pistes pour les conséquences immédiates.

La première, c'est qu'il s'agit, une nouvelle fois, d'une tentative du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production de surmonter les contradictions de sa crise de décomposition par des moyens artificiels et parasitaires. Mais on notera la vérification de l'appréciation, portée d'ailleurs déjà par Marx dans *Le Capital*, reprise par Trotsky dans le *Programme de transition* : à savoir qu'à chaque étape, les moyens utilisés par la bourgeoisie pour tenter de surmonter les conditions de sa crise ne font qu'en aggraver la portée, en approfondir les conséquences et précipiter les conditions de son effondrement.

Rien n'est réglé. Le combat politique ne peut être que le combat pour la révolution prolétarienne, dont l'un des premiers actes est le combat pour la préservation de l'indépendance des organisations et de l'ensemble des conquêtes. Plus que jamais, la formule de Trotsky suivant laquelle celui qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles est totalement d'actualité.

Donc, plus que jamais, la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat. Une politique révolutionnaire indépendante se concentre dans la capacité à apporter une réponse à la crise de direction.

La déclinaison de cette orientation, pour la IV^e Internationale, est multiple. C'est, d'abord et avant tout, le combat pour la défense des segments de la propriété sociale en Russie, en Chine et au cœur des processus de la révolution allemande. C'est, bien évidemment, au cœur de tous les processus de la révolution mondiale, la révolution palestinienne et les tâches qui sont les nôtres, en particulier dans le regroupement politique en cours qui, au-delà de la Palestine, concerne l'ensemble des pays de langue arabe. C'est, en France, en Allemagne, dans l'ensemble de l'Europe, le combat pour la défense de l'indépendance des organisations, centré sur le refus de l'intégration corporatiste.

Dossier

Le soulèvement des travailleurs et du peuple d'Argentine

Note d'information du secrétariat international de la IV^e Internationale (26 décembre 2001)

C'est un véritable soulèvement révolutionnaire qui a amené à la démission du président de la République d'Argentine. Qu'est-ce qui a créé cette situation ?

Depuis trois décennies, la “dette externe” est utilisée par les grands groupes capitalistes, dirigés en particulier par le capital financier nord-américain et par les institutions internationales, pour piller l'économie et les richesses qui sont celles de la nation argentine. Cette dette a été contractée à l'époque de la dictature militaire pour ses besoins propres, contrairement à ceux du peuple travailleur d'Argentine. D'année en année, et de plans de “restruc-

turation” de la dette en nouveaux plans de restructuration, chaque fois imposés par le FMI et la Banque mondiale, la dette n'a cessé d'enfler, doublant littéralement dans les dix dernières années, et cela en dépit des remboursements effectués. Elle représente aujourd'hui plus de 155 milliards de dollars, soit cinq fois la valeur des exportations de l'Argentine en une année.

Ce sont les émeutes de la faim qui ont chassé le gouvernement De la Rúa. L'immense majorité des morts (29 officiellement) et des blessés sont des jeunes, et même des enfants, morts d'avoir essayé d'obtenir un peu de nourriture dans un

pays où l'agro-alimentaire a toujours constitué historiquement une des principales ressources. Voilà à quoi ont abouti dix années rigoureuses de plans du FMI, incluant des plans de privatisation des entreprises et d'ouverture de la nation argentine aux multinationales (sous couvert de la mise en place de Mercosul), dix ans de déréglementation économique, sociale, dix ans de pillage à travers l'économie de la dette, dix ans de corruption gouvernementale sans précédent.

C'est ainsi que, comme nous l'avons analysé lors du Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale, la survie du régime décomposé fondé sur la propriété privée des moyens de production, non seulement fait obstacle à l'essor des forces productives, mais s'appuie de plus en plus sur la destruction de ces forces productives — et la principale d'entre elles : la force de travail — comme source de surprofit immédiat. De ce fait, les conditions de cette survie sapent les bases d'un système où la source de tout profit renvoie à la possibilité d'extorquer de la plus-value par l'exploitation de la force de travail !

C'est une véritable révolution ouvrière et populaire qui s'est dressée ces derniers jours dans les rues de Buenos Aires et des autres villes d'Argentine, dressant l'exigence de survie d'une population ouvrière menacée dans son existence physique. Une révolution qui pose tout le problème de la crise de la direction. Comme le dit Hebe de Bonafini, animatrice des célèbres Mères de la place de Mai (ce sont les mères des 30 000 "disparus" sous la dictature militaire des années 1970, qui ne cessent de réclamer la réapparition en vie et, à défaut, que la vérité soit faite sur le sort des disparus) :

"Je vis tout cela avec une profonde tristesse parce que, aujourd'hui, il n'y a pas d'organisation politique qui puisse se faire l'expression de la révolte et des nécessités du peuple. Tous ceux (qui constituent la représentation politique) sont des assassins et des voleurs."

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'annonce par le gouvernement De la Rúa d'un projet de budget pour 2002 qui comprenait des coupes dans les budgets publics en augmentation de 19 %

par rapport aux coupes du budget 2001, qui, lui-même, avait déjà conduit non seulement les couches ouvrières et populaires, mais aussi les classes moyennes, à une situation totale de pauvreté. Il s'agissait de dégager 9,2 milliards supplémentaires pour rembourser la dette : telle était l'exigence du FMI. Cela devait se traduire par de nouvelles amputations dans les salaires des fonctionnaires et dans les retraites.

Le peuple, poussé par la faim et la révolte devant tant d'injustice, a répondu de manière directe : dans la rue et dans l'invasion des grandes surfaces pour pouvoir survivre, tout simplement. Le gouvernement a répondu par la répression. Cela n'a pas suffi. De la Rúa a dû démissionner (1).

Il importe de mesurer en quoi les développements en Argentine portent la marque de la situation nouvelle créée par les événements du 11 septembre. L'attitude de l'impérialisme américain depuis le début de cette crise peut se résumer de la manière suivante : nous avons le droit de piller comme nous l'entendons toutes les économies nationales et nous avons le droit d'imposer notre "protectorat" destructeur à tous les peuples du monde, sans pouvoir être tenus pour responsables des conséquences.

Richard Armay, leader de la majorité républicaine à la Chambre des représentants des États-Unis, l'a dit clairement :

"La résistance du département du Trésor (autrement dit, du ministère de l'Économie des États-Unis — NDLR) à tout nouvel emprunt de l'Argentine au FMI a adressé au monde entier un signal clair : les choses ont changé."

C'est un fait : depuis le 11 septembre, "les choses ont changé", pour l'Afghanistan comme pour l'Argentine, la Palestine et le reste du monde.

Pris à la gorge par l'accélération de la crise, le gouvernement De la Rúa avait

(1) Depuis, le soulèvement révolutionnaire du peuple argentin s'est poursuivi et, le 2 janvier 2002, on apprenait la nomination d'Eduardo Duhalde, cinquième président argentin depuis le début de la crise (NDLR).

cherché à obtenir que l'état soit desserré auprès du FMI. L'administration Bush s'y est systématiquement opposée. Réaffirmant que *“les Etats-Unis ont besoin d'une Argentine forte et en croissance”*, le secrétaire au Trésor, O'Neill, a écarté *“toute assistance directe”* à l'Argentine, se contentant d'affirmer qu'il *“espère que le FMI pourra aider l'Argentine”* (cité dans *O Estado de Sao Paulo*, 20 décembre 2001).

Mais, jusqu'au bout, l'administration Bush a fait pression sur le FMI pour que celui-ci refuse toute aide au gouvernement De la Rúa. Et lorsque De la Rúa a démissionné, Bush s'est empressé de se prononcer pour une *“aide du FMI”* (...), à condition que le nouveau gouvernement adopte *“les mesures d'austérité nécessaires”*. Bush l'a dit aussi crûment que cela :

“J'espère que le nouveau président prendra les mesures d'austérité nécessaires pour protéger les créanciers, y compris le FMI, qui sont prêts, si j'ai bien compris, à accorder des prêts supplémentaires si les actions d'austérité sont effectivement mises en pratique” (cité dans *La Folha de Sao Paulo*, 22 décembre).

Jusqu'au bout !

Non pas que l'impérialisme américain ait à lui seul toute la puissance d'imposer un nouvel ordre qui soit le sien, mais parce qu'il n'a pas le choix. Il n'y a pas de super-impérialisme. En dictant sa loi avec la brutalité que l'on vient de voir, l'impérialisme américain exacerbe et concentre sur lui, en dernière analyse, toutes les contradictions du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

Alors qu'au même moment, les gouvernements d'Italie, d'Espagne, de France (qui ont des investissements importants en Argentine et craignent pour leurs intérêts) demandaient au FMI de desserrer l'état, l'impérialisme américain remettait les pendules à l'heure : nous n'aiderons pas à la survie du gouvernement De la Rúa ; quant au nouveau gouvernement, sa seule mission est de mettre en œuvre tout ce pourquoi le précédent gouvernement a été chassé.

Il est trop tôt, aujourd'hui, pour prévoir ce qui va se passer les prochaines semaines. L'effort désespéré du nouveau président, Rodriguez Saa, pour trouver un consensus politique avec toutes les forces et arriver à un pacte social avec les syndicats — conseillé par l'ex-Premier ministre espagnol Felipe Gonzalez (envoyé spécial de l'Internationale socialiste) — montre en même temps que ce nouveau gouvernement est disposé à poursuivre la même politique, avec un répit (moratoire du paiement de la dette, pour renégocier son paiement), dans l'objectif de se doter d'une base sociale plus large, sur la base de la *“concertation”*. Evidemment, le peuple argentin n'a pas dit son dernier mot.

Quant aux conséquences du point de vue de la dislocation de la nation et de la misère du peuple, l'impérialisme dégage ses responsabilités :

“Je ne pense pas que la violence découle de ce que fait le FMI en bien ou en mal, la violence exprime la frustration du peuple vis-à-vis de son propre gouvernement”,

a déclaré cyniquement O'Neill (*O Estado de Sao Paulo*, 22 décembre).

Ce à quoi, tirant les leçons à partir du Brésil voisin, le dirigeant du Parti des travailleurs du Brésil, Lula, est amené à opposer l'appréciation suivante :

“Il est important de garder en mémoire que si le peuple est amené à piller pour pouvoir manger, c'est parce que, durant dix ans, le FMI a pillé l'Argentine, tandis que les banquiers, de leur côté, pillaient également le pays, et cela sans que quiconque ne dise quoi que ce soit (...). Cela fait peser une lourde menace sur une cause sacrée à nos yeux : celle de la démocratie.”

A travers ces développements révolutionnaires en Argentine s'expriment des tendances majeures de toute la situation mondiale au lendemain du 11 septembre.

1. — Désormais, l'impérialisme américain — pris à la gorge par la crise de décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production — n'accepte et n'acceptera aucun obstacle, d'où qu'il vienne — d'autres gouverne-

ments ou d'organismes internationaux quels qu'ils soient —, qui serait dressé devant son exigence de s'assurer le contrôle direct des richesses des peuples, et plus généralement de la situation mondiale. Il a délibérément provoqué la marche à la dislocation de la nation argentine et l'effondrement de son Etat.

La forme diffère de la guerre menée en Afghanistan, mais le fond est rigoureusement le même. Et quelles qu'en soient les conséquences, l'impérialisme entend poursuivre, en Argentine et ailleurs, sur la même ligne, comme il menace de poursuivre en Somalie, au Yémen ou en Irak l'intervention militaire entamée en Afghanistan. Comme il entend poursuivre en Palestine sur une voie qui impose terreur et répression pour tous les peuples de la région, une voie qui ne peut déboucher sur aucune issue, sinon de s'enfoncer chaque jour davantage dans une sanglante spirale.

2. — Pas question davantage, pour l'impérialisme américain, de laisser son action entravée par les timides tentatives des autres impérialismes de préserver les intérêts qui leur seraient propres. Encore une fois, rien ne doit s'opposer à l'imposition du protectorat américain. Il est significatif que le gouvernement De la Rúa ait été un gouvernement de "gauche plurielle" à l'argentine. En novembre 1999, quelques semaines après son élection, De la Rúa — président de l'UCR, adhérente à la II^e Internationale — était invité d'honneur au congrès de l'Internationale socialiste à Paris, où son succès fut acclamé. En deux ans de temps, la coalition qu'il dirigeait (et qui comprenait des courants issus du PC et même de la crise du morénisme) s'est soumise à toutes les exigences du FMI pour précipiter le peuple dans la misère et préparer les conditions de sa propre liquidation politique. N'est-ce pas là, finalement, le sort qui menace tous ceux qui acceptent de se mettre au service du régime moribond de la propriété privée des moyens de production, du FMI et de l'OMC ?

3. — Il est significatif que la politique dite de "parité fixe" entre le peso argentin et le dollar ait précipité la marche à la dislocation de la nation. Comme nous l'expliquons de manière anticipée voilà

trente ans, lorsque Nixon décida la non-convertibilité du dollar (*voir la déclaration de l'OCI d'août 1971*), toutes les manipulations et distorsions imposées par la déréglementation monétaire et financière ne peuvent qu'aboutir à couper le lien entre la monnaie et la valeur qu'elle est censée représenter, laquelle valeur ne peut à son tour être coupée du rapport social qui dégage la valeur nouvelle par l'exploitation de la force de travail. L'économie réelle finit toujours par réapparaître.

La "nouvelle économie", portée aux nues hier, s'est effondrée dans le marasme économique de l'année 2001. Il est important de souligner le fait suivant : le 14 décembre, Cavallo, ministre du gouvernement De la Rúa, s'est rendu à Washington pour tenter de trouver une solution face à l'échéance de remboursement de la dette de 1,3 milliard de dollars. A Washington, il lui fut répondu : aucune souplesse ne vous sera accordée, aucun délai. C'est alors que le gouvernement De la Rúa décida de puiser 900 millions de dollars dans les réserves des fonds de pension, pour rembourser la dette du FMI (c'est à cela que prépare, dans tous les pays où elle est à l'ordre du jour, la transformation des retraites par répartition en régime de capitalisation). C'est un fait : la parité forcée peso-dollar a conduit à l'apparition de "monnaie de singe" dans plusieurs provinces argentines, expression de la dislocation de la nation et instrument d'appauvrissement du peuple travailleur.

Cela préfigure l'avenir de toutes les constructions artificielles du type "euro", dont la fonction a été une fois pour toutes définie ainsi par les responsables de la Banque centrale allemande :

"Avec l'euro, la seule variable d'ajustement sera désormais le coût du travail."

Quant à la nouvelle monnaie — *el argentino* —, elle a pour fonction d'introduire, à côté de la monnaie officielle, une "monnaie de singe" officielle, basée sur une parité flottante avec le dollar. Une des premières mesures annoncées par le gouvernement, c'est le paiement des salaires des fonctionnaires pour 70 % en peso et pour 30 % en *argentino*. Il est significatif

que les premières mesures annoncées par le nouveau gouvernement aient été : d'une part, la suspension de la dette, décision prise en accord avec le FMI, et présentée officiellement par les dirigeants du FMI comme le moyen approprié pour définir des conditions nouvelles (...) permettant de garantir le remboursement de la dette, c'est-à-dire la continuation du pillage du pays ; d'autre part, la tenue d'une rencontre, dès le 26 décembre, entre le nouveau président et les dirigeants des organisations ouvrières, les responsables de la principale centrale, la CGT, ayant, selon la presse, déclaré au nouveau président :

"Nous sommes à votre service, Monsieur le Président."

C'est ainsi qu'entre le gouvernement chassé par les masses et le nouveau gouvernement, la continuité politique est totale dans la soumission à l'impérialisme, le second gouvernement ayant pour mission d'accrocher fermement les organisations syndicales à la mise en œuvre des décisions du FMI.

4. — Usant jusqu'à la corde des instruments politiques de l'Internationale socialiste et aussi de ceux issus de la décomposition de l'appareil international du stalinisme, l'impérialisme a besoin également de pouvoir compter sur ceux qui, sous la référence abusive et usurpée au trotskysme, occupent dans son dispositif une place de choix. A quelques centaines de kilomètres de Buenos Aires, la métropole du sud du Brésil, Porto Alegre, est appréciée du FMI et de la Banque mondiale parce que, depuis dix ans, avec une régularité de métronome, elle rembourse toute sa dette à l'Etat fédéral brésilien, afin que celui-ci puisse sur cette base rembourser le FMI. Après avoir remboursé sa dette, la municipalité de Porto Alegre invite *"la population"* à *"participer"* aux choix budgétaires portant sur... 17 % des ressources ! Moyennant quoi, des représentants auto-désignés de la population participent... à l'élimination de l'essentiel des demandes du peuple. Cela s'appelle *"budget participatif"* ou encore *"démocratie participative"*.

Ces formules, mises au point par le Secrétariat unifié (dont les représentants

dirigent la municipalité de Porto Alegre), sont portées aux nues par le FMI. Celui-ci soutient officiellement et envoie ses représentants au deuxième Forum social mondial de Porto Alegre (janvier-février 2002). Il est vrai qu'au moment où le peuple argentin se soulève et chasse le gouvernement qui veut imposer le paiement de la dette du FMI, le gouvernement local de Porto Alegre apparaît comme le contre-exemple, capable *"d'associer"* les représentants de la population au règlement de la dette.

La IV^e Internationale, fidèle en cela aux enseignements de Léon Trotsky, est du côté du peuple argentin et de ses exigences : annulation de la dette, nationalisation ou renationalisation de toutes les entreprises et grandes surfaces qui ferment leurs portes ou menacent de le faire, interdiction des suppressions d'emplois, rétablissement de la souveraineté nationale dans toutes ses prérogatives, à commencer par sa rupture avec l'ALCA et le FMI. La IV^e Internationale n'a rien à voir avec les usurpateurs qui sont les meilleurs instruments du paiement de la dette dans cette même région du monde (usurpateurs dont la duplicité s'exprime, par exemple, dans le fait que, dans un même communiqué, l'association ATTAC publie un communiqué d'ATTAC-Argentine se prononçant pour *"la suspension de la dette"* — qui est la première décision du nouveau président argentin en accord avec le FMI — et un communiqué d'ATTAC-France appelant à soutenir les précédents sous le mot d'ordre d'*"annulation de la dette"*).

5. — Le tournant de la situation après le 11 septembre s'exprime dans la manière dont l'impérialisme se doit de ne s'arrêter à aucun obstacle, aucune considération, quand il s'agit de préserver coûte que coûte ou de restaurer les conditions mêmes de la mise en valeur du capital financier américain. Tout doit être sacrifié à cet impératif (on notera au passage les chiffres donnés ce 26 décembre : alors que la récession a démarré très gravement aux Etats-Unis, au total de l'année 2001, le Dow Jones n'a perdu que 2 %, tandis que le CAC-40 de la Bourse de Paris et ses équivalents italien et allemand ont perdu en moyenne 25 %).

Cependant, nous ne pouvons pas perdre de vue l'enseignement du *Programme de transition* :

“L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est bien entendu le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques.”

Ces lois de l'histoire, ce sont elles qui s'expriment aujourd'hui — dans des conditions extrêmement difficiles, malgré les obstacles, notamment ceux dressés par la politique des appareils, grands et petits — aussi bien dans le soulèvement révolutionnaire du peuple argentin que dans la révolution palestinienne, dans la résistance de la classe ouvrière cherchant la voie de la résistance indépendante en Europe ou aux Etats-Unis, dans la grève générale contre les privatisations en Afrique du Sud, ou encore dans le mouvement par lequel les travailleurs cherchent à “s'accrocher” aux segments de propriété sociale en ex-URSS ou en Chine. Tout le problème est bien celui de la direction, celui de la construction de la IV^e Internationale et de ses sections dans le combat sur une ligne de front unique.

6. — Dans ces conditions, la responsabilité de la IV^e Internationale doit être clairement posée.

En Argentine, où les conditions subjectives sont rendues difficiles du fait de la faillite du morénisme (courant décomposé issu de la crise de la IV^e Internationale), le soulèvement des masses met à l'ordre du jour le regroupement sur une politique ouvrière authentiquement indépendante, qui inclut les exigences : annulation inconditionnelle de la dette, plan d'urgence de sauvegarde du peuple incluant la confiscation de tous les profits spéculatifs et l'arrêt des privatisations, souveraineté de la nation par la rupture avec le cadre de l'ALCA et l'élection d'une Assemblée constituante souveraine, et d'abord et

avant tout la préservation de l'indépendance des organisations syndicales, le refus de leur intégration dans quelque pacte social que ce soit.

A l'échelle internationale, notre responsabilité est d'abord et avant tout engagée dans l'aide à la réalisation de la conférence de Berlin, dans le cadre fixé par ses organisateurs : l'indépendance des organisations ouvrières, condition de la lutte contre les privatisations et la déréglementation, qui inclut la lutte pour l'annulation inconditionnelle de la dette et l'arrêt des plans d'ajustement structurel.

Pour nous, comme IV^e Internationale, cette orientation se combine à la lutte contre la guerre, dont l'impérialisme américain a lui-même indiqué qu'elle serait totale : militaire, économique, sociale et politique, ce qui se vérifie aujourd'hui de Kaboul à Buenos Aires.

Répetons-le, la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire. Il en découle que, pour nous, l'ensemble de ces activités s'insèrent dans la construction et le renforcement des sections de la IV^e Internationale, dans le cadre du combat pour le front unique. Lequel suppose que, par-delà les formes nationales nécessairement différentes — et qui vont du combat pour construire des partis ouvriers indépendants nouveaux au combat pour aider à préserver des partis existants que la classe continue à considérer comme la représentant —, l'axe commun est le combat pour une politique ouvrière indépendante et une organisation politique qui en soit porteuse.

C'est toute l'importance du Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale qui est ici mise en évidence. Les délégués des sections au V^e Congrès auront en effet pour responsabilité d'insérer les derniers développements en Argentine dans le cadre d'une analyse d'ensemble de la nouvelle situation mondiale créée après le 11 septembre, afin d'en déduire les tâches et les responsabilités de la IV^e Internationale et de chacune de ses sections.

DOSSIER

La Vérité n'étant pas un journal, il ne saurait être question d'y publier des chroniques des événements courants. Les journées de fin décembre en Argentine, qui ont vu le déclenchement du mouvement révolutionnaire, sont devenues — quelles qu'en soient les suites — un repère de cette période historique. C'est à ce titre que nous reproduisons ci-après, tel quel, le reportage qu'a publié *Informations ouvrières*, journal du Parti des travailleurs de France, sous forme de supplément international.

Revue de presse

“Quand les Argentins sont sortis dans la rue, ils ont décrété la fin du gouvernement” (O Estado)

Au moment où nous écrivons ces lignes, lundi 31 décembre 2001, la crise révolutionnaire qui s'est ouverte il y a une semaine en Argentine connaît un nouveau rebondissement.

A peine nommé en plein soulèvement populaire, le président “temporaire”, Adolfo Rodriguez Saa, vient de démissionner à son tour.

Retour sur quinze jours qui ont bouleversé l'Argentine.

À L'ÉTAT DE SIÈGE, LES MASSES RÉPONDENT EN DESCENDANT DANS LA RUE

Dans la nuit du mercredi 19 décembre, face à un soulèvement populaire, le gouvernement De la Rúa décrétait l'état d'urgence. Les masses répondaient en descendant encore plus massivement dans la rue.

De tous les quartiers de Buenos Aires, les masses, y compris les classes moyennes, affluaient sur la place de Mai, face au palais présidentiel, la Casa Rosada, et au Congrès des députés. La répression policière était brutale. On compte aujourd'hui 29 morts, notamment des jeunes.

Les événements se précipitaient. La démission du président De la Rúa était suivie par celle du ministre de l'Économie, Domingo Cavallo. Le 22 décembre, l'Assemblée législative (séance conjointe du Congrès des députés et du Sénat) élisait,

“à titre provisoire”, un nouveau président, Adolfo Rodriguez Saa, gouverneur de la province de San Luis.

L'éditorial du journal brésilien *O Estado*, daté du 22 décembre, explique :

“Quand les Argentins sont sortis dans la rue, ils ont décrété la fin du gouvernement De la Rúa, mais aussi la faillite de toutes les structures politiques et celle de l'Etat. La rébellion populaire a été spontanée. L'establishment politique a perdu toute légitimité aux yeux du peuple. C'est ce qui soulève des doutes quant aux conditions dans lesquelles vont gouverner les prochains dirigeants argentins. Ils vont être choisis parmi des politiciens désavoués. Comment peut-on sortir le pays de la crise de cette façon ?”

La première tâche confiée au président provisoire était alors d'organiser, d'ici au 3 mars, une élection présidentielle. Entre-temps, il lui était demandé de mettre en place un plan économique appelé “plan de sauvetage national”. Son objectif, selon un conseiller du nouveau président, était d'“éteindre le feu”.

TENTER D'“ÉTEINDRE LE FEU” EN POURSUIVANT LA POLITIQUE QUI MÈNE À L'ABÎME...

Aussitôt élu, le président Rodriguez Saa annonçait un “plan de salut national”.

Clarín (quotidien de Buenos Aires) commentait :

“Le plan de Rodriguez Saa, pour sortir du gouffre dans les prochains soixante-dix jours, inclut la suspension du paiement de la dette, la création d’une allocation de chômage de 200 pesos (payés dans une nouvelle monnaie qui vient d’être créée, el argentino, NDLR), un plan de logement et de travaux publics, la réduction de la taille des ministères et de diverses ambassades. Et tout cela, sans abandonner la convertibilité peso-dollar et sans dévaluer.”

Le lundi 24, Rodriguez Saa annonçait la création d’une nouvelle monnaie, *el argentino*. Monnaie flottante, non convertible en dollars ou en pesos, et seulement utilisable pour payer les salaires et les frais divers des États et gouvernements de province. Rodriguez Saa créait ainsi une véritable monnaie de singe, qui serait en fait un instrument de réduction brutale du pouvoir d’achat. C’est ce qui s’était déjà passé avec la monnaie “inventée” par le gouverneur de la province de Buenos Aires, le *patacon* (ironie de l’histoire, c’était le nom de l’ancienne monnaie de l’époque coloniale). Vingt-quatre heures après son apparition, le *patacon* était déjà “négocié” pour être converti en pesos à 86 % de sa valeur nominale.

“SUSPENSION DE LA DETTE” : LE DÉLAI NÉCESSAIRE POUR PARVENIR AU “CONSENSUS”...

Le principal problème du président intérimaire était de trouver un consensus “politique et social” pour mener à terme ses plans. Felipe Gonzalez — envoyé spécial de l’Internationale socialiste — lui conseillait de parvenir à un accord avec les syndicats sous la forme d’un pacte social.

Rodriguez Saa voulait aller très vite. Mercredi 26, il s’était rendu au siège de la CGT. Il a organisé un meeting avec tous les responsables syndicaux, notamment les dirigeants de la CGT argentine, Rodolfo Daer et Hugo Moyano. Ces derniers déclaraient :

“C’est une journée historique. Cela fait de longues années que nous n’avons pas accueilli un président péroniste dans la Maison des travailleurs.”

Moyano, dirigeant de la fédération des transports, considéré comme l’aile la plus combative des syndicats, en rajoutait :

“Monsieur le Président, le mouvement ouvrier est à votre service” (*El Pais*, 27 décembre 2001).

SOUS LA TUTELLE DU FMI

C’est dans ce cadre qu’il fallait comprendre la suspension du paiement de la dette. Son objectif était de donner au président intérimaire le délai nécessaire pour parvenir à ce consensus, condition pour lui permettre de poursuivre la même politique et tenter une renégociation des modalités de paiement.

A Washington, Anne Krueger, directeur adjoint du FMI, présentait cela comme un modèle à suivre.

“Il y a toute une série de pays qui sont dans une situation analogue”,

expliquait-elle, proposant un processus de suspension des paiements, comme on en applique aux entreprises.

“Les pays débiteurs doivent demander au FMI l’autorisation de déclarer la suspension des paiements, comme le font les entreprises face à un juge. Une fois que le FMI a donné l’autorisation, ces pays renégocieront leur dette sous la tutelle du Fonds” (*El Pais*, 27 décembre 2001).

Les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, qui, par centaines de milliers, descendant dans la rue, ont jeté à bas le gouvernement en place, rejettent toute tentative de leur imposer la même politique sous une autre étiquette. Après De la Rúa, c’est au tour du président “temporaire” Rodriguez Saa...

“La crise institutionnelle argentine devient chaque jour plus vertigineuse” (*Clarín*, 31 décembre 2001).

Andreu Camps

**“Un signe clair pour tout le monde
que les choses ont changé”
(Richard Armay, leader de la majorité républicaine
à la Chambre des députés américaine)**

Plusieurs éléments interviennent dans le déclenchement de la crise révolutionnaire qui vient de secouer l'Argentine, désorganisant l'Etat et provoquant un véritable sursaut de la majorité de la nation.

Le soulèvement ouvrier et populaire des 19 et 20 décembre a été la réponse à des dizaines d'années de pillage de la nation argentine, de dislocation de son unité, de décomposition de ses institutions, de perte de souveraineté de ses pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif.

Il y a d'abord eu la dictature du général Videla de 1975 à 1983, responsable de plusieurs milliers d'assassinats et de disparitions. La défaite militaire, en 1982, face à la Grande-Bretagne, au moment des Malouines, a été l'une des causes de la chute de ce régime honni. Ensuite, le premier gouvernement élu, celui d'Alfonsín, de 1983 à 1989, a déçu toutes les aspirations populaires en amnistiant, en particulier, les militaires responsables des massacres, de la torture et de la répression. Ensuite, le gouvernement Menem, de 1989 à 1999, a vendu littéralement le pays aux multinationales. 90 % du système bancaire argentin sont passés aux mains des banques étrangères, 40 % de l'industrie (le reste étant purement et simplement liquidé), la presque totalité du grand commerce, les transports et les communications... Tout a été bradé (*lire la chronique pages suivantes*).

**DES DIZAINES
D'ANNÉES DE PILLAGE
DE LA NATION ARGENTINE**

Aujourd'hui, la brutalité de l'impérialisme et du FMI atteint un degré sans précédent. Le 18 décembre, alors que le pays s'effondrait, Kenneth Rogoff, économiste

en chef du FMI, se permettait de déclarer, poussant au pire :

“La politique fiscale et celle des changes de l'Argentine sont insoutenables.”

Au même moment, Bush et son secrétaire au Trésor, Paul O'Neil, déclaraient haut et fort qu'ils ne feraient rien tout, bien au contraire, pour aider l'Argentine si son gouvernement ne mettait pas en place un nouveau “plan d'austérité”.

C'est la “nouvelle politique” nord-américaine après le 11 septembre. Elle vient d'être ainsi formulée par Richard Armay, leader de la majorité républicaine à la Chambre des députés des Etats-Unis :

“La résistance du département du Trésor américain à tout nouveau crédit du FMI à l'Argentine est un signe clair pour tout le monde, indiquant que les choses ont changé.”

**AVEC LA MÊME BRUTALITÉ
QU'ILS ONT DÉTRUIT
L'AFGHANISTAN...**

Avec la même brutalité qu'ils ont détruit et bombardé l'Afghanistan, ils saignent les nations, pillent les peuples et poussent l'Argentine, qui est l'une de leurs premières victimes, au démantèlement.

Le soulèvement des travailleurs et de la nation, l'“*argentino*”, en est la conséquence.

Il fait suite à celui qui, il y a quelques mois, chassait le président péruvien Fujimori. Il suit également le soulèvement de janvier 2000 en Equateur, qui en a fini avec le président Jamid Mahoud. Il s'inscrit dans l'ensemble des processus de résistance, à l'échelle du continent tout entier, contre la politique de privatisation

et de déréglementation mise en place par les traités de libre commerce.

Rappelons qu'il y a trois semaines, Bush obtenait ce qu'on appelle la procédure de "fast-track" (voie rapide), lui permettant d'imposer l'Accord de libre commerce des Amériques (ALCA), à marche forcée, à tout le continent américain. C'est la réponse aux exigences des multinationales, qui veulent être libres de piller sans contrainte toutes les richesses du continent, afin de sauver le système capitaliste en crise, et son fief majeur : la métropole américaine. La "nouvelle" politique amé-

ricaine montre la totale incompatibilité entre la survie de ce régime et les besoins les plus élémentaires des peuples, des travailleurs, l'existence même des nations.

Tirer les leçons de l'explosion sociale et de la crise argentine est un élément majeur pour aider, partout dans le monde, le combat de résistance des travailleurs et des organisations.

C'est aussi un moyen d'aider à organiser le soutien à l'action des travailleurs argentins, pour leurs aspirations sociales et le rétablissement de la souveraineté nationale.

Retour sur l'histoire récente de l'Argentine

- **1976** : Les militaires prennent le pouvoir par un coup d'Etat. Une junte s'installe, présidée par le général Videla. Une répression atroce s'abat sur le pays. Il y aura des dizaines de milliers de morts et de disparus. Pendant la dictature, les premiers accords avec le FMI sont signés, et commence l'endettement du pays. En juillet 2000, la Cour fédérale argentine déclarera illégitime cette dette contractée par le régime militaire. A cette époque, déjà, le ministère de l'Economie comptait parmi ses conseillers le dénommé Domingo Cavallo.

- **1982** : Le régime militaire, aux abois face à la résistance des masses, envoie ses troupes envahir les Malouines, territoire argentin occupé par les Britanniques. L'impérialisme britannique écrase, avec le feu vert des Etats-Unis, l'armée argentine. La défaite militaire accélère la chute du régime.

- **1983** : Chute de la dictature. Les élections législatives donnent la majorité à l'Union civique radicale (UCR). Alfonsín préside la République, il promet le châtiement des coupables, mais il amnistie les militaires. Le gouvernement Alfonsín poursuit la même politique économique que les militaires, mais est incapable de contrôler la situation : l'hyperinflation l'emporte, Alfonsín tombe en 1989.

- **1989** : Carlos Menem, dirigeant du Parti justicialiste (péroniste), prend alors le pouvoir et impose une politique économique directement soumise aux exigences du FMI. Cavallo est nommé ministre de l'Economie. En mars 1991, il établit la parité du peso avec le dollar. C'est une démolition systématique de l'économie argentine qui commence, accélérant le processus de privatisation de l'ensemble des entreprises publiques du pays et un endettement croissant.

- **24 octobre 1999** : Une coalition est formée par l'UCR et le FREPASO (Front pour un pays solidaire, intégrant une fraction dissidente du péronisme, quelques groupes venant du PC et même de l'extrême gauche). De la Rúa poursuit la politique de Menem en accroissant encore plus la dette du pays. A la fin décembre 2000, le pays est au bord de la suspension de paiement. Le FMI octroie par tranches un nouveau crédit de 39,7 milliards de dollars. C'est la dernière tranche, qui devait être versée en décembre 2001 pour un montant de près de 1 300 millions, que le FMI a refusé d'accorder parce que le budget que De la Rúa proposait pour l'année 2002 n'allait pas suffisamment dans le sens de l'austérité exigée par le FMI. C'est l'un des éléments qui a déclenché la crise actuelle.

- **20 mars 2001** : Cavallo est nommé ministre de l'Economie. Il met en place un plan d'austérité brutal, qui conduit à une baisse de 13 % des salaires des travailleurs de la fonction publique, ainsi que des retraites dépassant 500 dollars par mois.

Chronique d'un effondrement

Pour comprendre l'explosion révolutionnaire qui a secoué l'Argentine, fin décembre, il faut revenir sur ce qui s'est passé au cours de ce mois. Nous allons nous efforcer de montrer la continuité d'une politique qui a conduit la nation argentine à l'abîme. La simple relation des événements montre que l'effondrement a été véritablement programmé avec le concours direct du FMI et de l'administration Bush, la complicité active des gouvernements européens et du gouvernement argentin lui-même.

Le 6 décembre, alors que la crise s'annonçait, Domingo Cavallo, ministre de l'Economie, s'est rendu à Washington, pour obtenir de nouveaux crédits. Sa démarche est restée vaine. Les responsables du FMI ne voulaient même pas le recevoir. Le président De la Rúa a dû téléphoner personnellement au directeur du FMI, Horst Köhler, pour que Cavallo soit finalement reçu. Mais c'était pour s'entendre dire par le directeur du FMI et son numéro deux, Anne Krueger, qui dirigeait la réunion, qu'aucun nouveau crédit ne serait accordé à l'Argentine tant qu'il n'y aurait pas un nouveau plan d'ajustement, une nouvelle baisse des salaires et une dévaluation du peso.

“LE MALADE EST DÉJÀ EN PHASE TERMINALE...”

Rappelons qu'une tranche de 1 300 millions de dollars restait pourtant à verser sur le précédent crédit. Le quotidien espagnol *El Pais*, daté du 9 décembre, titre :

“Le FMI exige un plan d'ajustement encore plus strict en Argentine”,

et précise que

“l'exigence du FMI, c'est que l'Argentine présente un plan d'ajustement 2002-2005. Le budget 2002 doit réduire les dépenses de 6 000 millions de dollars et arriver à un déficit nul. Et il faut une loi

sur la participation des gouvernements de province à l'effort national.”

Aucun accord n'est alors signé, et Cavallo rentre en Argentine les mains vides.

Un porte-parole officieux du FMI déclare, cynique :

“Le malade est déjà en phase terminale. La seule chose qui reste à connaître, c'est la date du décès.”

Cavallo reviendra plus tard sur cet épisode, dans une interview à *El Pais*, le 28 décembre, en expliquant :

“Depuis un an environ, l'opinion majoritaire aux Etats-Unis est que, lorsqu'un pays est en crise, c'est ce pays et les investisseurs qui doivent payer.

Les organismes internationaux ne doivent ni intervenir ni donner de l'argent. L'administration Bush n'était ni pour ni contre nous.

J'ai eu l'impression qu'il y a eu une discussion au sein du FMI. Nous avons été attaqués de manière permanente.”

De fait, le FMI annonce publiquement, dès le 9 septembre, que tout crédit est suspendu.

En plus des 1 300 milliards de dollars qui n'arrivent pas, ce sont 800 autres millions qui devaient être octroyés par la Banque mondiale, par la Banque inter-américaine de développement et par le gouvernement espagnol qui sont bloqués.

Le gouvernement De la Rúa essaie, face à cette situation, d'aboutir à un accord d'union nationale avec l'opposition péroniste, qui gouverne 14 des 23 provinces. Celle-ci refuse.

Or le 14 décembre est le dernier délai pour payer une tranche importante des intérêts de la dette, 2 300 millions de dollars. L'Argentine est au bord de la cessation de paiement.

Le gouvernement cherche de l'argent de tous les côtés, vide les caisses et, par décret, détourne 900 millions de dollars des fonds de retraite.

De plus, il annonce qu'il ne paiera pas le treizième mois à Noël et qu'il va réduire

encore plus les salaires de la fonction publique, de 13 % à 21 %.

LES ÉVÉNEMENTS SE PRÉCIPITENT

Le 13 décembre, à l'appel de tous les syndicats, notamment de la CGT et de la CTA, la septième grève générale depuis deux ans secoue le pays. Les mots d'ordre centraux sont la suspension de toutes les mesures économiques du gouvernement De la Rúa et la démission de Cavallo. Cette grève est suivie à plus de 90 %.

Les événements se précipitent. Les occupations de supermarchés par la population affamée se multiplient dans le pays. Et c'est un soulèvement révolutionnaire qui se produit, le mercredi 19 et le jeudi 20 décembre. Ce ne sont plus les quartiers déshérités, mais toutes les couches de la population, y compris les couches moyennes, à Buenos Aires en particulier, qui descendent dans la rue. La police, dans la plupart des cas, est incapable de réagir et laisse faire.

La situation de tension est telle que l'Etat et la police commencent à perdre le contrôle de la rue. A 20 h 40, mardi 18 décembre, la télévision et la radio annoncent l'état de siège décrété par De la Rúa. C'est un véritable défi pour la population de Buenos Aires et de toutes les grandes villes du pays, Rosario, Cordoba, Mar del Plata, Neuquen, qui envahit aussitôt les rues. A Buenos Aires, les gens manifestent toute la nuit devant la Casa Rosada, le palais présidentiel, sur la place de Mai, devant le Parlement. Les syndicats appellent à la grève le mercredi 19. La grève est totale.

LE JEUDI 20, DE LA RUA PREND LA FUITE EN HÉLICOPTÈRE

Le jeudi 20, De la Rúa prend la fuite en hélicoptère. Il démissionne de ses fonctions.

La dernière fois que l'hélicoptère présidentiel avait été utilisé, c'était en 1976, quand la présidente en exercice, Maria Estela Peron, qui avait succédé à son mari, assiégée par un coup d'Etat militaire, avait dû prendre la fuite. Mais les conditions ne sont pas identiques.

Dans toute cette crise, les grands chefs militaires sont restés silencieux. Après la dictature récente, et ses dizaines de milliers de morts et de disparus, la hiérarchie militaire est haïe par la majorité de la population argentine. De plus, la crise économique touche de plein fouet les milliers de sous-officiers qui ont vu leurs salaires amputés. La plupart d'entre eux, trop jeunes pour avoir participé à la dictature, épousent les aspirations de la majorité de la nation.

Pour réprimer les manifestants, le gouvernement est obligé d'utiliser le corps spécial de la gendarmerie, qui intervient avec une brutalité inouïe, faisant officiellement 29 morts.

L'une des caractéristiques des manifestations des 19 et 20 décembre, c'est l'absence de tout encadrement politique.

"Argentine, Argentine !", "A bas De la Rúa, à bas Cavallo, mais nous ne voulons pas de Menem non plus, ni d'Alfonsín, et surtout pas des militaires !"

sont les mots d'ordre le plus souvent repris.

En plein soulèvement, la presse argentine publie un sondage : 80 % de la population restent attachés à la démocratie, mais plus de 70 % considèrent que tous les dirigeants politiques, et même les dirigeants syndicaux, sont des corrompus et des voleurs.

Un mot d'ordre fait rage :

"Nous n'avons pas de dirigeants, mais le peuple argentin a des cojones."

Tel est le caractère de ce soulèvement national de toutes les couches de la population contre tous les hommes et les institutions politiques, accusés de vendre la patrie à l'impérialisme et aux multinationales.

Voyons comment la presse brésilienne considère ces journées. L'éditorial de la *Folha de Sao Paulo*, du 22 décembre, souligne que

“la crise a coïncidé également avec l'adoption à Washington de politiques encore plus dures, notamment après l'adoption du fast track (1) par lequel Bush prétend étendre l'ALCA (2). Une Argentine humiliée et écrasée, sans source propre de croissance, devra s'asseoir à la table pour renégocier sa politique extérieure. En effet, l'effondrement a été provoqué en grande mesure par l'administration Bush, qui en même temps ne s'attendait pas au soulèvement que cela a provoqué.”

“L'ANGOISSE DE VIVRE AU BORD DE L'ABÎME”

L'état de décomposition du gouvernement et des institutions de l'Etat a atteint un tel stade que même les appels désespérés au consensus n'ont pas reçu de réponse positive, en particulier de la part de l'opposition péroniste, qui ne voulait pas passer un accord avec le gouvernement, déjà considéré par elle comme un cadavre politique.

Le ministre de la Sécurité sociale, Patricia Bullrich, a résumé très clairement la position du gouvernement :

“C'était l'angoisse de vivre au bord de l'abîme que partageaient tous les membres du gouvernement du président De la Rúa” (El Pais, 22 décembre 2001).

Quand, l'année dernière, au mois de décembre, l'Argentine se trouvant au bord de la suspension de paiement, le FMI avait octroyé un maigre crédit de 39,7 milliards de dollars, en faisant participer plusieurs institutions et gouvernements, notamment européens, une véritable campagne avait été orchestrée par la presse espagnole pour demander au gouvernement De la Rúa d'arriver à un consensus politique et social avec toutes les forces de la nation, notamment le parti péroniste et les syndicats. L'Eglise catholique argentine s'est proposée à plusieurs reprises comme médiatrice. Felipe Gonzalez, ex-Premier ministre espagnol, ex-

président de l'Internationale socialiste, dont il est le chargé de mission spécial pour l'Amérique latine, a expliqué, dans plusieurs forums, que la différence entre l'Argentine et le Chili, c'était qu'au Chili, la transition de la dictature à la “démocratie” a été organisée par un pacte de concertation entre le PS, la Démocratie chrétienne et l'appareil militaire de Pinochet, avec le silence tolérant du PC.

“C'est ce qui a permis la stabilité au Chili et la croissance économique.”

Felipe Gonzalez ne parle pas du prix que la classe ouvrière chilienne a payé et paie encore : démantèlement de la Sécurité sociale, travail précaire généralisé, privatisation de tous les fonds de retraite et leur transformation en fonds de pension, grands acheteurs des “bons du Trésor américain”, donc soumis à tous les aléas de la spéculation.

Mais une chose est certaine : l'absence en Argentine d'un pacte comme le pacte de la Moncloa en Espagne, méthode promue par Felipe Gonzalez, a interdit au gouvernement d'avoir le consensus social et politique pour appliquer le plan d'austérité qu'exige le FMI.

Rappelons le sens du pacte de la Moncloa, signé en septembre 1977 en Espagne entre les partis politiques nouvellement légalisés et l'appareil franquiste, avec l'accord des syndicats : c'était un pacte social et un pacte politique pour restaurer la monarchie. Selon la Banque mondiale, c'était le premier “pacte de l'époque moderne”.

Selon *El Pais* (20 décembre), Felipe Gonzalez a été appelé d'urgence par De la Rúa. Un avion est allé le chercher au Mexique. Il est arrivé en Argentine, jeudi 20 décembre. Il a tout de suite rendu visite à tous les responsables politiques du parti de De la Rúa, du parti péroniste et aux représentants des multinationales. Il a même rencontré Carlos Menem, actuellement en détention à domicile, sous le

(1) Littéralement : la voie rapide. Procédure qui permet au président américain de ratifier un traité international sans le vote du Congrès.

(2) Zone de libre-échange des Amériques.

coup d'une inculpation de trafic d'armes durant son mandat présidentiel. Toute la presse a publié la photo de cette rencontre. Gonzalez a déclaré :

"Je suis disposé à rester le temps qu'il faudra."

Les dernières informations semblent indiquer que le nouveau président, Rodriguez Saa, suit les conseils de Gonzalez.

Tous les observateurs politiques essaient de tirer les enseignements de l'explosion révolutionnaire en Argentine et du "danger" que cela représente pour d'autres pays, notamment les pays limitrophes, comme le Brésil, première puissance économique en Amérique latine. En cette année 2002, une élection présidentielle va avoir lieu au Brésil. La question de la dette et du traité de libre commerce que veut imposer Bush sera au centre de la campagne électorale. Lula, candidat du Parti des travailleurs du Brésil à la présidence de la République, a déclaré à propos de l'Argentine :

"Il est important de garder en mémoire que si le peuple est amené à piller pour pouvoir manger, c'est parce que durant dix ans, le FMI a pillé l'Argentine, tandis que les banquiers pillaient également le pays, et cela, sans que quiconque ne dise quoi que ce soit (...). Cela fait peser une lourde menace sur une cause sacrée à nos yeux : celle de la démocratie" (Folha de Sao Paulo, 22 décembre).

Lula a aussi déclaré que la politique du Parti des travailleurs ne pouvait pas être identifiée à la politique suivie par le gouvernement De la Rua.

LA SEPTIÈME GRÈVE GÉNÉRALE DEPUIS DEUX ANS

Personne ne peut accuser le peuple argentin de supporter passivement les plans d'austérité successifs du gouvernement De la Rua. Rappelons-le une fois encore : sept grèves générales, dont la dernière était un soulèvement populaire, ont

secoué le pays durant ces deux dernières années.

Les travailleurs des villes et des campagnes, les couches les plus opprimées des quartiers déshérités de Buenos Aires jusqu'aux couches moyennes des grandes villes, sont entrés en lutte pour défendre leurs salaires, leurs retraites, combattre les privatisations, exiger à nouveau le châtiement des responsables des milliers d'assassinats et de disparitions sous la dictature. En bref, pour rétablir la souveraineté nationale.

Mais on doit souligner l'énorme faiblesse de ce mouvement : l'absence d'une quelconque organisation politique capable de rassembler et représenter les intérêts et les exigences de la population.

Un éditorialiste de la *Folha de Sao Paulo*, le principal journal brésilien, résume, le 21 décembre, cette question de la façon suivante :

"Il est vraiment symptomatique que, lors des nombreuses manifestations de ces derniers jours, aucun homme politique n'ait été applaudi, acclamé ou même cité. Sauf de manière fort peu élogieuse pour faire référence à la mère de chacun d'entre eux.

(...) Si on voit les choses du point de vue de la rue, l'Argentine a sombré dans l'anarchie totale. Les manifestants, de toute origine sociale, ont donné la sensation claire à plusieurs reprises qu'ils se dirigeaient vers la Casa Rosada, siège du gouvernement, comme si c'était le Palais d'Hiver de Saint-Petersbourg. C'est-à-dire comme point d'arrivée d'une révolution populaire (...).

Il y a cependant une différence très nette, c'est que dans la Russie du début du XX^e siècle, il y avait, derrière la révolution, un parti organisé. Ici, rien n'est organisé. Ni le gouvernement, ni l'opposition, ni le syndicalisme, ni la masse des manifestants."

ET CHACUN DE S'INTERROGER : JUSQU'À QUAND ?

C'est cette absence de représentation politique du soulèvement qui offre au nouveau gouvernement la chance d'obtenir un répit et de chercher une "concerta-

tion” pour appliquer la même politique que ses prédécesseurs.

Quelle est l'ambiance aujourd'hui à Buenos Aires ? Le correspondant d'*El Pais* la résume de la façon suivante :

“Il semble que toute l'histoire de l'Argentine se concentre aujourd'hui à la Casa Rosada, siège de l'exécutif. Il y a

tellement de problèmes et de blessures ouvertes.

Les Mères de la place de Mai, les anciens militaires putschistes, les militants des piquets de grève, les chômeurs, les entrepreneurs désespérés, les syndicalistes combattifs, les représentants des organisations sociales, les dirigeants politiques, les ex-fonctionnaires, tous sont là.

Les principaux partis politiques et syndicats argentins

Le principal parti est le **Parti justicialiste**, fondé en 1945 par un militaire nationaliste, Juan Domingo Peron.

Parti bourgeois, il a pris appui sur les couches moyennes de la société et, via la bureaucratie syndicale, sur des secteurs de la classe ouvrière. C'est sous Peron qu'a été reconstituée l'actuelle CGT, liée au Parti justicialiste.

Peron a instauré un régime de type corporatiste. Sous son gouvernement, les principales entreprises ont été nationalisées et la classe ouvrière a connu d'importantes améliorations de ses conditions sociales. Le nouveau péronisme, sous la direction de Carlos Menem, a entamé la privatisation de l'économie, jusqu'à l'actuel bradage du pays. Depuis les élections du 14 octobre 2001, grâce à une abstention et aux votes nuls de presque la moitié de l'électorat, le Parti justicialiste a remporté la majorité au Congrès des députés et au Sénat, ainsi que dans 14 des 23 provinces.

L'Union civique radicale : parti de la bourgeoisie des villes qui se considère de centre gauche, l'UCR est membre sympathisante de l'Internationale socialiste. De la Rua, dirigeant de l'UCR, a été la vedette du dernier congrès de l'Internationale socialiste, début novembre 1999, à Paris. Son gouvernement d'alliance avec le **FREPASO** était montré comme l'exemple à suivre, à l'image de la “gauche plurielle” en France.

Le PC argentin est entré doublement en crise, du fait notamment de son soutien à la dictature, présentée comme un moindre mal. Il a refait surface grâce à la constitution d'une alliance électorale, Izquierda Unida, avec une organisation qui se réclamait de la IV^e Internationale (le MAS, fondé par Moreno).

Le MAS : en 1990, c'était une organisation de plusieurs milliers de militants. Le 1^{er} mai 1990, par exemple, il organisait, à Buenos Aires, un meeting auquel participaient plus de 20 000 personnes. Mais la décision de s'allier électoralement avec le PC argentin, compromis avec la dictature, l'éloigna du combat pour ouvrir la voie à un parti ouvrier de masse, sur la base notamment de la rupture de la CGT avec le parti bourgeois justicialiste. Le résultat est qu'aujourd'hui cette organisation a éclaté en plusieurs dizaines de petits groupes.

La CGT est le syndicat majoritaire, la plupart des travailleurs argentins y adhèrent. Sa direction reste sous l'influence du Parti justicialiste. Il existe plusieurs fractions, notamment la fraction Azopardo et la fraction Moyano (du nom du secrétaire des syndicats des transports ; on l'appelle aussi la “CGT combattante”).

La CTA (Centrale des travailleurs argentins), issue aussi de la CGT, regroupe notamment l'ancienne fédération des travailleurs de l'enseignement et se situe à gauche de la fraction Azopardo.

Le Mouvement des piqueteros (membres des piquets). Depuis quelques années, se sont constitués, avec notamment des chômeurs et jeunes, des groupes organisés, qui dressent des barrages sur les routes, conduisent les assauts des supermarchés et autres actions. Il est structuré au niveau national et rassemble des dizaines de milliers de militants.

Parmi d'autres organisations significatives, distinguons encore le mouvement des **Mères de la place de Mai**, constitué à l'époque de la dictature militaire sur le mot d'ordre de “*Retour des disparus, châtiment des coupables*”.

L'Argentine en chiffres

L'Argentine est un pays de 36 millions d'habitants, pour une surface équivalant à trois fois la péninsule Ibérique. L'Argentine est devenue indépendante de l'Espagne en 1810. Situé au sud-ouest de l'Amérique latine, le pays est divisé en 23 provinces, qui ont de larges pouvoirs... dont la possibilité de contracter une dette extérieure. L'Argentine est la troisième puissance économique d'Amérique latine, après le Brésil et le Mexique. 18,3 % de la population active sont actuellement au chômage. 50 % des travailleurs travaillent dans l'économie informelle. 14 millions d'Argentins vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Le salaire moyen est tombé à la moitié de sa valeur de 1974. Le PIB est en chute libre depuis quatre ans. Cette année encore, on prévoit une chute de 4,9 %.

Quelques repères sur la situation actuelle

La dette extérieure du pays est aujourd'hui de 155 milliards de dollars, qui se décomposent de la manière suivante : 132 milliards de dettes du gouvernement central et 23 milliards de dettes des provinces. Le montant de cette dette représente cinq fois la valeur des exportations du pays et 40 % du PIB. La dette extérieure du pays a été multipliée par quatre entre 1983 et 2000.

Après dix années de privatisation, 90 % du système bancaire sont aux mains des banques étrangères, ainsi que 40 % des industries. La majorité de la grande distribution a été achetée par Carrefour. La plupart des transports et des télécommunications ont été également privatisés.

Investissements étrangers (1990-1999) en Argentine

Etats-Unis =	37,4 %	Espagne =	25,2 %
France =	8,1 %	Chili =	6,7 %
Italie =	5 %	Royaume-Uni =	4,2 %
Canada =	2,5 %	Brésil =	1,7 %

Reste du monde = 9,4 %.

Chronique des événements mondiaux

Cette chronique réunit des éléments divers, mais unis par le contenu de la situation mondiale qui s'est développée après le 11 septembre, et qui est analysée dans le rapport présenté au secrétariat international élargi.

- Ecraser la deuxième Intifada était un besoin pressant de l'impérialisme avant le 11 septembre, parce qu'il s'agit d'écraser les secteurs qui sont à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire des travailleurs. Il essaie donc de le réaliser maintenant, dans le cadre de la guerre contre les peuples. On lira à ce propos des notes rédigées début novembre.

- Si l'intervention américaine contre le peuple Afghan a un précédent proche, sous bien des aspects, c'est celui des Balkans. Seulement, la guerre impérialiste contre les peuples balkaniques n'est pas quelque chose appartenant au passé. L'aide au combat des travailleurs de ces pays a fait l'objet d'une discussion lors de la réunion du secrétariat international élargi. Nous en donnons le compte rendu.

- En ce qui concerne l'Ukraine, nous présentons aux lecteurs la contribution sur laquelle le secrétariat international élargi a eu l'occasion de discuter. Le sort des travailleurs et des peuples de l'ex-URSS est toujours, dix ans après l'effondrement de celle-ci, un enjeu central de la lutte des classes mondiale, et il est loin d'être réglé. Si la participation de Poutine et des autres gouvernements nomenklaturistes reconvertis aux côtés de Bush ne peut surprendre personne, le combat des travailleurs de ces pays, prenant appui sur des segments de la propriété sociale, est une composante essentielle de la résistance des travailleurs du monde et, pour la IV^e Internationale, l'intervention pour s'y insérer reste centrale.

- Le Mexique est au centre du projet de destruction que constitue la mise en place de la zone de libre-échange des Amériques (ALCA). Mais le Mexique est aussi la nation qui est allée le plus loin dans son combat émancipateur. La classe ouvrière mexicaine, avec ses conquêtes, est une force clé, en relation avec le prolétariat américain et ses organisations. Au moment où Bush et les autres gouvernements impérialistes s'engagent dans la voie du plan Puebla-Panama, dans le cadre de la guerre globale, les éléments de préparation du congrès de la section mexicaine de la IV^e Internationale sont également des éléments importants de la préparation du Cinquième Congrès mondial.

- Enfin, la Suisse est un pays qui a une place particulière, liée au rôle des banques suisses dans le capitalisme mondial. L'offensive contre cet état de fait est menée sous un angle très différent de celui des autres pays évoqués, mais non moins significatif. Car si tous les pays sont visés par la guerre destructrice de Bush et de ses supplétifs, les travailleurs de tous les pays participent à la résistance préparant une issue à l'humanité sur la base du renversement du capitalisme. Les extraits du document préparatoire du congrès de la section suisse de la IV^e Internationale aident à avoir une compréhension d'ensemble de ce combat.

Palestine : le système de la partition a totalement échoué

Le système de la partition appliqué en Palestine par l'impérialisme, et après plus de cinquante ans de mise en œuvre de cette politique, a échoué totalement, notamment avec le déclenchement de la deuxième Intifada, il y a maintenant un peu plus d'un an.

Celle-ci a chamboulé complètement les données, dans la mesure où elle a mis l'impérialisme américain dans une impasse réelle et mis à bas tous les plans opportunistes. Les choses échappent d'ailleurs totalement au contrôle de l'impérialisme américain. Ce qui s'est produit cet été à Durban, ainsi que la tournure que prend la guerre en Afghanistan en sont deux exemples.

L'Intifada palestinienne a ouvert de nouveaux horizons et jeté de nouvelles bases, elle a donné un nouvel espoir au peuple palestinien, en balayant d'un revers de main tous les accords de capitulation, qui visent à dépecer la Palestine.

Des militants palestiniens ont réalisé cet état de fait et ont commencé à modifier plus ou moins rapidement leurs positions, et cela en relation avec l'exigence populaire palestinienne, qui s'exprime de façon massive.

Nous avons alors pu constater que dans de nombreux endroits, on s'est mis à parler de la libération de toute la Palestine, de tous les territoires de la Palestine.

Bien évidemment, les opportunistes ne manquent pas, et on le voit, par exemple, dans la déclaration récente d'un responsable palestinien, qui estime qu'il n'est pas nécessaire que les réfugiés retournent chez eux. Or lui-même sait très bien, et l'occupant israélien aussi, quelle sera la réponse du peuple palestinien.

Nous avons vu aussi qu'après la déclaration des organisations palestiniennes concernant la libération de la Palestine,

Tony Blair s'est rendu au Moyen-Orient pour discuter avec Bachar el Hassad, le président syrien. Il lui a dit que ces organisations palestiniennes étaient des organisations terroristes.

Ce qui a surpris, c'est que la réponse a été inattendue, dure, et qu'elle n'a pas plu à Tony Blair. Bachar el Hassad a en effet répondu que ces organisations étaient légitimes et qu'elles œuvraient pour la libération de leurs territoires de l'occupation exercée par Israël et le gouvernement américain.

Un jour après que Tony Blair eut quitté la région pour se rendre aux Etats-Unis afin de discuter avec l'administration américaine, ces mêmes organisations palestiniennes, ainsi que le Hezbollah, ont été rajoutées à la liste des organisations terroristes du gouvernement américain.

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE, TENTER DE REJOINDRE SON LIEU DE TRAVAIL DEVIENT IMPOSSIBLE

Il faut d'ailleurs revenir à la situation ouverte par les attentats du 11 septembre. Le gouvernement israélien a engagé une campagne enragée contre le peuple palestinien inconnue depuis cinquante ans, avec, par exemple, ce qui s'est passé à Beït Rîma, envahie à 2 heures du matin. L'armée israélienne est restée là-bas quarante-huit heures, alors qu'il y avait des dizaines de blessés, des martyrs, sans que les secours et les journalistes ne puissent entrer dans la ville.

Plus de 15 personnes sont mortes et, jusqu'à aujourd'hui, il y a encore des disparus. Sans compter, bien sûr, les emprisonnés et les destructions massives d'habita-

tion, la coupure du téléphone et de l'électricité, le manque terrible de médicaments, ce qui augmente encore le nombre de morts, en particulier sur les points de passage, l'armée empêchant les voitures de secours d'emmener les blessés dans les hôpitaux. Beaucoup de femmes ont dû accoucher sur les points de passage.

Le nombre de martyrs s'élève à plus de 800 en un an et le nombre de blessés à plus de 35 000, 5 000 personnes souffrent de handicaps à vie. Toutes les composantes de la société sont touchées. Le chômage a dépassé les 70 % et les travailleurs sont la catégorie de la population la plus affectée. Depuis plusieurs mois, ils n'ont plus ni abri ni aucun moyen de survie.

Le nombre de travailleurs qui ont perdu leur emploi s'élève à 360 000. Sans oublier, bien sûr, les milliers d'autres qui sont en prison et les dizaines de travailleurs tués en tentant de rejoindre leur lieu de travail. Le fait de tenter de rejoindre son lieu de travail est aujourd'hui synonyme de terrorisme. Si l'on met en regard les 360 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi et la population palestinienne, la proportion est énorme. Mais plus l'oppression s'accroît pour le peuple palestinien et plus ce peuple s'accroche encore à sa résistance et à ses aspirations démocratiques nationales.

AU BOUT DE PLUS D'UN AN D'INTIFADA

Si l'on compare la situation des travailleurs avant l'Intifada et après, sur le fond, ça ne change pas beaucoup, mais elle a mis à nu tous les éléments de la situation et tous les complots ourdis.

Il est vrai que de nombreux travailleurs palestiniens pouvaient avoir un travail

dans les territoires occupés en 1948, mais, depuis toujours, s'est exercée une discrimination, et ces travailleurs n'avaient droit qu'aux tâches les plus dangereuses.

De même, ils ont toujours été privés de toute forme de protection sociale et d'une quelconque indemnisation en cas de perte de leur emploi. En comparaison avec le salarié israélien, qui, lui, bénéficie de droits et d'une couverture sociale, le travailleur palestinien ne dispose de rien de tout ça.

A partir de là, on se pose la question de l'égalité. Où est donc l'égalité dans les salaires et les rémunérations ? Depuis l'Intifada, bien sûr, les souffrances se sont accrues, les travailleurs ont perdu leur unique moyen de survie, c'est-à-dire l'emploi qu'ils avaient trouvé dans les régions occupées en 1948, et y compris dans celles occupées depuis 1967, là où, maintenant, il est impossible de se déplacer entre les villes et les villages.

Voilà un aperçu très concentré de la souffrance des travailleurs palestiniens. A la lumière de cette dégradation terrible de la situation et en partant de la nécessité de préserver la classe ouvrière palestinienne, dans la mesure où elle est le fondement de toute société et qu'elle est la seule classe révolutionnaire qui peut arracher l'émancipation nationale, il est donc très important pour nous, et c'est une priorité entre toutes, d'aider la classe ouvrière palestinienne par tous les moyens possibles.

Bien sûr, nous nous situons dans la perspective d'un avenir meilleur pour la classe ouvrière, parce que c'est elle qui nous guidera vers l'indépendance nationale, pour que se réalise l'aspiration palestinienne de construire l'Etat palestinien sur l'ensemble des territoires de la Palestine.

Novembre 2001

Guerre et déréglementation dans les Balkans

Lors du secrétariat international élargi, dans la discussion générale sur la situation mondiale depuis le tournant du 11 septembre, a été abordée la question des Balkans. Une note soumise à la discussion soulignait que

“les événements qui ont eu lieu dans les Balkans et en Afghanistan constituent la pointe à peine avancée de la politique mondiale du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production (...). Les événements qui ont eu lieu dans les Balkans, et plus particulièrement parmi les peuples qui constituaient l'ex-Yougoslavie, et en Afghanistan expriment la ligne désagrégatrice des nations impulsée sous l'égide des Etats-Unis par l'OTAN et l'ONU.”

En effet, dix ans après l'explosion de la Yougoslavie et six ans après les accords de Dayton, on peut constater que la Bosnie demeure divisée en cantons ethniques sous occupation militaire, que le Kosovo est dans la même situation, que la situation menace maintenant la Macédoine, bref, que l'intervention des grandes puissances sous l'égide des Etats-Unis, loin de ramener la paix, ne fait qu'amplifier et développer la marche au chaos.

Une commission du secrétariat international élargi, avec les camarades des sections balkaniques de la IV^e Internationale, a établi sur les Balkans le relevé ci-dessous :

« Comment aborder nos tâches dans la situation mondiale depuis le 11 septembre dans le cadre de la préparation de la conférence de Berlin ?

L'offensive contre les travailleurs, contre les peuples, dans les Balkans, connaît aujourd'hui une phase sans précédent. Si la guerre est le moyen central d'attaques contre les peuples et les nations, l'offensive contre la classe ouvrière prend la forme la plus visible de

la déréglementation généralisée et des privatisations-liquidations.

En Yougoslavie, le gouvernement Milosevic a profité de la guerre pour tenter d'imposer la modification de la législation du travail, qui aurait provoqué, si elle avait été appliquée, la liquidation d'un million d'emplois. Pourtant, jusqu'à son éviction, Milosevic n'a pu mettre en pratique cette réforme. Il a fallu pour cela l'arrivée au pouvoir de Kostunica avec sa nouvelle “légitimité” pour tenter une nouvelle fois de le faire, provoquant de nouveau des mobilisations de travailleurs.

En Grèce, sous les ordres de l'Union européenne, les mesures de déréglementation se suivent l'une après l'autre.

En Roumanie, le parti au gouvernement, le PSD, profitant de la majorité écrasante par laquelle il a gagné les élections, a décidé enfin de liquider les dernières traces de garanties et de droits ouvriers. En conséquence, le ministre du Travail et de la Solidarité sociale, l'ancien syndicaliste Ilie Sarbu, propose le projet d'un nouveau Code du travail, par lequel la déréglementation et la flexibilité deviendraient les maîtres absolus.

Toutes ces mesures-là sont accompagnées d'un pillage général de la fortune publique, surtout dans les anciens pays prétendument socialistes. Là, les privatisations ont eu un double rôle : premièrement, renforcer la domination impérialiste par l'installation d'investisseurs étrangers et par l'enrichissement des nomenklaturistes moyennant ce bradage ; et, deuxièmement, liquider l'un des éléments constitutifs de la classe ouvrière, à savoir la propriété sociale.

Mais en détruisant la propriété sociale sous toutes ses formes (coopérative et étatique) et en s'attaquant sévèrement aux droits sociaux des travailleurs, l'impérialisme a ébranlé les bases mêmes des nations dans la région. Ce qui est en

cause, c'est la dislocation des nations. Et quand la politique antisociale s'est trouvée insuffisante, la guerre a été déclenchée. Par exemple, ce ne fut que par la guerre que la résistance organisée des classes ouvrières yougoslaves fut brisée.

Les conséquences ont été tragiques. Les guerres en Yougoslavie, qui se poursuivent aujourd'hui avec la Macédoine, l'intervention étrangère sous l'égide américaine et, plus directement, les bombardements sauvages de l'OTAN ont fait des dizaines de milliers de morts, des millions de réfugiés, ont détruit une bonne part de l'économie des pays concernés et ont sérieusement affecté les économies des pays voisins. De nouveaux Etats se créent, d'anciens disparaissent, des régions entières se transforment en bases militaires géantes, qui menacent l'existence de toutes les nations de la région, y compris la Roumanie. Telle est la réalité de la politique de cantonisation.

Pourtant, des forces qui résistent à la liquidation sociale se dégagent au sein de la classe ouvrière. Une résistance défensive, cherchant à préserver les segments de la propriété sociale. Le seul pôle capable d'ouvrir une issue politique réelle est la IV^e Internationale sur la ligne de la transition.

Il faudra que la IV^e Internationale accomplisse sa tâche historique, tant dans chacun des pays qu'au niveau de la région. Elle doit regrouper toutes les forces qui se dégagent de la crise du mouvement ouvrier soumis aux pressions

de l'impérialisme, sans pour autant renoncer à son indépendance. Elle doit reprendre chaque revendication de la classe ouvrière, sans pour autant perdre de vue ses objectifs stratégiques. Elle doit organiser la défense de chaque droit social et national, sans pour autant tomber dans le piège du nationalisme.

La manière dont tout cela doit être fait nécessite une large discussion. Pas une discussion théorique, mais un vrai échange, qui doit nous emmener à un développement concret de notre activité à la hauteur de nos tâches. A cet échange, devraient donc participer des travailleurs et des responsables qui ne sont pas forcément d'accord avec nous sur toute la ligne, mais qui partagent avec nous la crainte que, demain, s'il n'y a plus de droits et de garanties, il n'y aura plus de classe ouvrière et, en conséquence, la voie vers la barbarie sera pleinement ouverte.

Donc, un tel échange ne pourra avoir lieu que dans le cadre d'une conférence qui s'axe sur les problèmes les plus pesants du moment : la déréglementation, la guerre et la nécessité de la résistance et de la reconstruction du mouvement ouvrier. Sous des formes et en proportions différentes, cet ensemble de problèmes est au cœur du combat ouvrier dans chacun de nos pays.

Une telle conférence pourrait se tenir sur la base d'un appel, lors de la conférence de Berlin, adopté par les délégations balkaniques comme proposition commune à Berlin. »

Le combat pour l'indépendance du mouvement ouvrier en Ukraine

“UN COURS DE PRIVATISATION TOTALE”

Ces derniers temps, en Ukraine, on observe une fusion entre le pouvoir d'Etat et le capital. C'est ce que confirme le fait que le président de la confédération du patronat d'Ukraine, Anatole Kinar, est devenu Premier ministre.

Kinar est l'homme de main des monopoles ukrainiens et de la bourgeoisie compradore. Le gouvernement d'Ukraine a déclaré nettement qu'il avait l'intention de suivre un cours de privatisation totale et de déréglementation. Le cabinet des ministres suit aveuglement les exigences du FMI, de la Banque mondiale et de la BERD (1).

Un coup important porté aux travailleurs d'Ukraine a été l'augmentation des tarifs de l'électricité. D'une façon mensongère, les dirigeants de la BERD avaient déclaré que la privatisation de ce secteur n'entraînerait pas de hausse des prix. Mais maintenant, les dirigeants des organisations financières internationales exigent directement l'augmentation des prix sur l'énergie électrique et la lient à la privatisation des compagnies régionales d'électricité.

Maintenant, doivent être à leur tour privatisées les stations de production d'énergie électrique.

Et nous avons eu l'expérience de nos camarades de Géorgie et de Moldavie, quand les nouvelles compagnies qui dispensent l'électricité non seulement ont augmenté les tarifs, mais, lorsque l'électricité n'était pas payée, ont coupé l'électricité aux jardins d'enfants, aux hôpitaux, aux écoles.

SIGNIFICATION DE LA PRIVATISATION DE LA TERRE

Le deuxième point sur la voie la dilapidation de la propriété sociale est la législation qui donne à la terre le statut de marchandise. Au début, on a liquidé les kolkhozes et le pouvoir à la campagne a été confisqué par les anciens bureaucrates du parti et de l'appareil économique. On a donné aux paysans des certificats assurant qu'ils avaient des parts de terre. Mais il est bientôt apparu que les anciens bureaucrates avaient acheté ces certificats aux paysans. Et donc, rapidement, des entreprises collectives ont été organisées et contrôlées pour l'essentiel par ces bureaucrates locaux. Non seulement les paysans n'ont pas reçu la terre qu'on leur avait promise, mais ils ont reçu leur salaire, pendant des années, en nature, c'est-à-dire en grain, en farine, etc.

Les fermiers indépendants sont peu nombreux en Ukraine et ils ne produisent que 12 % environ de la production agricole. La plupart des paysans n'ont tout simplement pas les moyens de devenir fermiers indépendants. Ils n'ont pas de moyens, de technique, ils ne connaissent pas les conditions du marché, etc. Et puis, après des années d'existence des kolkhozes, les paysans préfèrent cette forme de travail. Donc, avec la transformation de la terre en marchandise, tout simplement, on va acheter leur part aux paysans, qui vont devenir des ouvriers qui se louent et rester sans moyens d'existence. La sphère sociale à la campagne, c'est-à-dire les hôpitaux, les écoles, les jardins d'enfants, etc., va elle aussi se retrouver sans financement.

(1) Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

LA DÉFENSE DES TRAVAILLEURS MIGRANTS

Un autre problème que je voudrais soulever, c'est celui de l'émigration des travailleurs ukrainiens. A l'heure actuelle, environ 400 000 ouvriers ukrainiens travaillent au Portugal, en Allemagne, en Tchéquie, en Pologne, en Russie, et même en France. Beaucoup sont dans ces pays illégalement. Leur principal problème, c'est celui de la défense juridique et sociale contre l'arbitraire patronal. Les consulats ukrainiens se détournent d'eux, les patrons les exploitent et ils n'ont pas le soutien des syndicats locaux et des organisations politiques.

Donc, nous, Union de la jeunesse d'Ukraine, nous nous adressons à toutes les forces progressistes, et en premier lieu à la IV^e Internationale, avec la proposition de poser le problème de la défense des travailleurs migrants à la conférence de Berlin. L'émigration ouvrière, ce n'est pas le problème d'un seul pays, c'est un problème international.

En Occident, il y a beaucoup d'émigrés qui travaillent, de tous les pays du monde, et eux aussi sont sans droits et exploités, comme le sont les travailleurs ukrainiens. Nous vous appelons à soutenir notre initiative sur cette question.

LE COMBAT CONTRE LA PRIVATISATION DES CHEMINS DE FER

Un problème particulier, qui mérite l'attention, c'est celui de la privatisation des chemins de fer en Ukraine. Dès l'an 2000, le gouvernement ukrainien a élaboré un plan de privatisation par étapes des chemins de fer. En mai 2001, l'organisation qui avait le monopole des chemins de fer, et qui regroupait non seulement les chemins de fer, mais les usines de réparation, de matériel, etc., a été divisée en plusieurs sociétés par actions, qui vont être à court terme privatisées. Cela signifie qu'environ 20 000 travailleurs vont se retrouver à la rue, que les lignes dites non

rentables vont fermer, en particulier les lignes de banlieue dans les petites villes, dont celles qui rejoignent Donetz et les cités de mineurs, que les prix vont doubler ou tripler pour les passagers.

Et cela dans une situation où la grève est interdite aux cheminots ukrainiens et où les syndicats sont totalement dépendants de l'administration, qui les finance et nomme les dirigeants.

On affirme aux travailleurs que la privatisation va permettre d'augmenter les salaires, puisqu'il y aura des investissements privés et étrangers. Naturellement, c'est faux.

Les chemins de fer, en Ukraine, ont besoin d'être modernisés et totalement reconstruits. Le matériel est vieilli, il faut le changer. Tout cela exige d'énormes moyens, et si ces moyens allaient après la privatisation à la modernisation, ce serait la solution encore la plus favorable. Mais en fait, on n'est même pas sûr que cet argent servira à cela, comme l'a montré l'expérience de la privatisation en Estonie : l'argent peut tout simplement disparaître, être volé. Et les travailleurs continueront à être payés d'une façon misérable. Et encore, certains seulement toucheront ce salaire de misère, les autres se retrouveront à la rue, puisque le plan du gouvernement prévoit que, sur 140 000 travailleurs qui sont actuellement dans ce secteur, 20 000 doivent être licenciés, et ce n'est que la première étape.

La sphère sociale des chemins de fer est en cours de démantèlement, on vend les camps de pionniers, on vend les maisons de repos, où les prix étaient accessibles pour les travailleurs des chemins de fer et leurs enfants. On leur ôte ces "privilèges" de la façon la plus ouverte et avec l'accord des dirigeants syndicaux. Déjà, des maisons de repos, sur les rives de la mer d'Azof et de la mer Noire, ont été privatisées par les efforts communs de l'administration des entreprises et des bureaucrates syndicaux. Les maisons, les appartements et les foyers qui appartiennent aux chemins de fer sont également privatisés. Pour les seules villes de Kiev et de Donetz, on a fermé prétendument pour réparation, pour une durée indéterminée, environ dix maisons et foyers où

vivaient les travailleurs des chemins de fer. On les a relogés dans des bâtiments désaffectés, inhabitables, et quand les réparations seront finies, ils ne retrouveront pas leurs appartements, puisque ces maisons doivent être les premières privatisées.

LES ORGANISATIONS À L'ÉPREUVE

De ce point de vue, il est intéressant d'analyser la position des syndicats ukrainiens et des partis dits "de gauche". Le PC a émis une protestation contre la privatisation des chemins de fer, mais ne fait aucun pas pour l'empêcher. Plus encore, c'est précisément le PC qui a soutenu des chefs syndicaux sur la privatisation des maisons de repos en Crimée. Les socialistes considèrent que ce n'est pas du tout un problème, et ils expriment leur position dans l'Internationale socialiste avec l'aide des mandélistes (2). Le représentant des mandélistes en Ukraine, Vladimir Kisima, a déclaré que la lutte de classe était un "anachronisme criminel", et il a proposé comme idéologie du Parti socialiste une "neutralité active" et ce qu'il appelle le "libertisme", néologisme apparu dans la langue russe et qui recouvre une notion à mi-chemin entre le libéralisme et l'anarchisme.

Donc, les socialistes ukrainiens se déclarent totalement neutres dans les rapports de lutte entre les travailleurs se battant pour leurs droits et les patrons.

Les autres partis dits de gauche en Ukraine ne sont de gauche que de nom. Leur contenu est bourgeois : ils sont tous pour la privatisation.

En ce qui concerne les syndicats officiels, la fédération des syndicats d'Ukraine, c'est-à-dire les héritiers des syndicats soviétiques, soutient totalement le cours de privatisation du gouvernement et a réalisé une coalition avec l'ex-Premier ministre d'Ukraine, Viktor Youchenko, qui s'est fait connaître comme le combattant idéologique contre les conquêtes sociales des travailleurs et l'auteur de la loi d'interdiction de la grève dans les chemins de fer.

Les syndicats indépendants, c'est-à-dire la Confédération des syndicats libres d'Ukraine, sont plus mesurés dans leur appréciation de la privatisation et ne soutiennent pas totalement les initiatives du gouvernement, mais leur direction n'est pas contre le fait de participer au moins partiellement à la privatisation, et ils l'ont répété plusieurs fois. Il n'y a pas d'autres syndicats.

Il y a, bien entendu, des protestations ici et là, mais elles ont un caractère individuel. Pour développer la résistance à la privatisation, il faudrait développer une large activité d'agitation et de propagande. Cela exigerait des ressources matérielles que nous ne possédons pas. En premier lieu, la possibilité d'imprimer du matériel explicatif, des tracts d'agitation, et nous avons des possibilités très limitées de tirage. C'est pourquoi nous nous adressons également au secrétariat international de la IV^e Internationale avec la demande d'examiner la possibilité d'une aide matérielle, donc technique, à l'Union de la jeunesse d'Ukraine.

ORGANISER LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DES TRAVAILLEURS

Malgré ce manque de moyens, nous avons néanmoins réussi à constituer un groupe sur la question de la privatisation des chemins de fer en Ukraine. Le premier pas a été l'organisation d'un comité de locataires de deux maisons, à Kiev, que la direction des chemins de fer avait décidé de fermer pour réparation, afin de les privatiser ensuite. Dans ces maisons, vivaient essentiellement des travailleurs des chemins de fer. Le président du comité de défense des locataires a été le député du quartier de Kiev appelé Quartier des chemins de fer, qui est membre de l'Union de la jeunesse, qui s'appelle Nicolas Babi, et un militant cheminot, Vadim Malichi. Ce comité de locataires a tenu trois meetings et a recueilli des signatures contre les décisions de l'admi-

(2) Du nom d'Ernest Mandel, dirigeant du Secrétariat unifié.

nistration. Avec l'aide de trois autres députés de ce quartier, qui nous ont soutenus, nous avons réussi à faire repousser la fermeture de ces maisons et l'expulsion des habitants. Néanmoins, il n'y a plus d'eau chaude et, de temps à autre, plus de chauffage. Cet exemple de privatisation a poussé d'autres militants du syndicat des cheminots à s'attaquer au problème de la privatisation. Nous avons pu commencer un travail de propagande dans ce milieu. Mais ce ne sont que de premiers pas.

Le syndicat a une grande influence parmi les cheminots et cette influence ne peut être brisée que par un travail d'explication de masse.

Dans le cadre du comité ouvrier, nous avons réussi également à constituer un regroupement militant assez important dans le métro de Kiev. Grâce à leur activité dans le syndicat des constructeurs du métro, nous avons réussi à empêcher des licenciements. Nous avons constitué également un groupe dans une usine de fabrication de béton armé. Il y a eu récemment une grève des travailleurs dans cette usine pour exiger qu'on paye les retards de salaires. Nous avons aussi un groupe d'ouvriers dans une usine, à Soumi. Nous avons de bons contacts avec des militants mineurs de la région de Lougansk et du Donetz. Nous mettons l'accent sur le refus de la fermeture des mines, d'une part, et sur le respect des règles de sécurité, d'autre part.

Le comité étudiant a également une activité importante. Après cinq ans d'interruption, après que tous les syndicats étudiants indépendants ont été supprimés, l'idée d'un nouveau syndicat indépendant étudiant est à l'ordre du jour.

Nous avons également des relations avec un groupe étudiant de la Transnystrie, pays non reconnu à la frontière de l'Ukraine et de la Moldavie. Là aussi, nous avons des possibilités de travail.

Le 11 octobre, nous avons protesté contre la guerre qui se déchaîne en Afghanistan. Certains camarades ont été arrêtés, dont moi. Mais pour quelques heures seulement.

Le 7 octobre, nous avons participé à une manifestation des forces de gauche pour l'anniversaire de la révolution d'Octobre et la presse de Kiev a rendu compte de nos positions sur toute une série de questions, avec les photographies de cette manifestation.

Pour terminer, je voudrais dire quelques mots sur le fait qu'en Ukraine, nous avons réussi à unir sur la base d'un programme de principe contre les privatisations les forces de gauche les plus actives dans la jeunesse et dans les syndicats.

Ces groupes et ces forces sont l'Union de la jeunesse, l'Initiative de Kiev, le Conseil de coordination du mouvement ouvrier et également Résistance ouvrière.

Mexique : le combat pour un parti ouvrier et la défense de la nation

L'Organisation socialiste des travailleurs, section mexicaine de la IV^e Internationale, a tenu son congrès au cours du mois de décembre 2001. Le rapport préparatoire prend comme point de départ le tournant de la situation mondiale, sur la base de la discussion du secrétariat international élargi (*voir notre éditorial*). Nous en publions quelques extraits.

LE CONTENU DU TOURNANT DE LA SITUATION EN AMÉRIQUE

Le gouvernement de Bush, au troisième sommet des Amériques, au Québec, a échoué dans sa tentative d'accélérer la mise en marche de la zone de libre-échange des Amériques (ALCA) (*FTAA en anglais — NDT*).

Après le 11 septembre, Bush a reçu l'accord de principe des Partis démocrate et républicain pour avancer rapidement dans la voie de l'ALCA. Les gouvernements d'Amérique latine, pour leur part, se sont alignés derrière "l'union sacrée" proclamée par le gouvernement américain et par tous, et appuient l'instauration de l'ALCA de manière accélérée.

L'ALCA signifie étendre la politique de l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALENA) à toute l'Amérique, en même temps qu'essayer de mener jusqu'au bout les mesures de privatisation, de déréglementation et d'ouverture des nations latino-américaines.

Felipe Gonzalez, l'un des principaux dirigeants de l'Internationale socialiste, signale très clairement, dans un article du journal espagnol *El Pais*, ce que l'impérialisme américain veut obtenir du Mexique et de l'Amérique latine après le 11 septembre :

"Pour le Mexique, les priorités de base de son développement, ses intérêts

comme nation qui lutte pour la modernité convergent avec ceux des Etats-Unis, son associé principal dans l'accord de libre-échange, qu'il s'agisse de la sécurité, des flux migratoires ou de la croissance avec une meilleure répartition des ressources."

Felipe Gonzalez commence par identifier les intérêts de la nation mexicaine, nation opprimée, aux intérêts de l'impérialisme américain ; en réalité, il propose de mettre à la disposition de l'impérialisme américain les ressources mexicaines :

"En matière d'énergie, conçue également comme sécurité stratégique, les besoins mexicains d'amélioration de sa capacité de production et de transformation coïncident également à celles de ses voisins et offrent des opportunités inédites pour le Mexique... Pétrole, gaz, production électrique, bases du développement du Mexique, sont maintenant plus importants que jamais pour les Etats-Unis..."

L'impérialisme exige donc que lui soient donnés le pétrole, le gaz et la production électrique, qui, dans le cadre de la guerre lancée par le gouvernement de Bush, sont essentiels pour les Etats-Unis. Gonzalez ajoute :

"Le développement du plan Puebla-Panama prend une nouvelle dimension à la lumière de ces perspectives, ce qui affecte le sud du Mexique et la totalité de l'Amérique centrale."

Quelle est cette dimension ? La division du pays en régions : le nord, le centre

et le sud-est. L'accélération de la destruction de l'unité et de la souveraineté nationales.

La lutte historique du peuple mexicain pour constituer une nation souveraine, pour résoudre le problème de la terre, qui progressa avec la révolution de 1910-1914, l'expropriation pétrolière et la réforme agraire de Cardenas dans les années 1930, cette lutte qui a subi des reculs pendant les dix-huit dernières années, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Le plan Puebla-Panama signifie la régionalisation du pays, le démantèlement des systèmes nationaux de santé et d'éducation ; la destruction, en un mot, de la nation mexicaine.

Avec le plan Puebla-Panama, Fox offre aux multinationales les richesses naturelles de cette région et une main-d'œuvre extrêmement bon marché, indigène et non indigène. Fox a signalé que la force de travail asiatique n'est plus rentable pour les multinationales (et là, il fait allusion aux luttes du prolétariat coréen, qui ont arraché de meilleurs salaires et amélioré le niveau de vie). L'"issue" offerte par Fox aux entreprises est la main-d'œuvre "docile et extrêmement bon marché" de la zone Puebla-Panama.

Cependant, la dimension de l'ALCA est continentale. Le Mexique constitue un pont dans l'application de l'ALCA pour l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud. L'objectif central poursuivi par les Etats-Unis, c'est le démantèlement de la nation brésilienne : mettre à la disposition des multinationales l'énorme richesse de l'Amazone, démembrer le Brésil et, ainsi, tous les pays d'Amérique du Sud.

La décomposition de l'économie argentine (le gouvernement américain n'est pas disposé à injecter des milliards de dollars pour "sauver" cette économie, comme ce fut le cas en 1994 pour le Mexique), produit du pillage impérialiste (dette externe, effondrement des prix des matières premières dans le marché international), de la politique du gouvernement de Menem et de la récession de l'économie américaine et mondiale, affecte sérieusement l'économie brésilienne, liée à l'économie argentine par l'intermédiaire

du Mercosur. Le gouvernement de Bush va profiter de cette situation pour appliquer l'ALCA plus rapidement et avec une plus grande brutalité.

De son côté, le plan Colombie est un pas en avant dans le sens d'un contrôle militaire du continent par l'impérialisme. Ajoutons à cela l'établissement de bases militaires sur le continent et le rôle de police frontalière qu'a commencé à jouer la CIA, en particulier après le 11 septembre. A la frontière du Guatemala et du Mexique, à la frontière du Paraguay et du Brésil, le rôle de la CIA a été évoqué, au nom du "contrôle des terroristes".

UNE ANNÉE DE GOUVERNEMENT FOX

Fox, homme des multinationales, fut porté au pouvoir pour mener à bien les privatisations (pétrole, électricité, systèmes nationaux d'éducation et de Sécurité sociale), mesures que les gouvernements de Zedillo et de Salinas de Gortari n'ont pu faire appliquer.

Pendant la première année de son gouvernement, Fox a porté des coups à la classe ouvrière et aux intérêts nationaux, mais il n'a pas pu appliquer les mesures qu'il s'était proposées : la contre-réforme fiscale taxant à 15 % de TVA les médicaments et la nourriture, les contre-réformes sur l'électricité et la Loi fédérale du travail (*nom du Code du travail — NDT*).

Le triomphe électoral de Fox, reconnu par le gouvernement PRISTE de Zedillo mandaté par l'impérialisme des Etats-Unis et comme produit du déplacement électoral de la classe moyenne et des couches des masses travailleuses de la campagne et des villes, profondément mécontentées par dix-huit années de politique de privatisation, de déréglementation et d'ouverture du pays menée par les gouvernements PRISTES, a ouvert une nouvelle étape dans la crise de l'Etat.

L'affrontement des trois partis institutionnels (PRI, PAN, PRD) à la Chambre (le PAN n'y a pas la majorité absolue) a paralysé le gouvernement de Fox du point

de vue des institutions. Le PRI et le PRD jouent à “l’opposition”, en cherchant soit à maintenir leurs positions (PRI), soit à en conquérir de nouvelles (PRD) à l’intérieur des institutions, en anticipant en même temps pour l’élection présidentielle de 2006.

Les événements du 11 septembre introduisent un changement dans la situation. Le gouvernement de Bush va accentuer la pression pour que ses exigences aboutissent : le pétrole, le gaz et l’électricité livrés aux multinationales, les contre-réformes doivent être menées à bien, l’ALCA doit commencer à fonctionner. Les trois partis institutionnels et, derrière eux, les pseudo-partis ou les partis secondaires (les Verts, le PT, etc.), cherchent à “négocier” avec Fox les contre-réformes, ce qui signifie avancer dans l’application de ces mesures.

Ainsi, Marti Batres, chef de la fraction parlementaire du PRD à la Chambre des députés,

“exhorte les diverses forces politiques représentées à la Chambre des députés à prendre des décisions pour avancer vers une bonne réforme fiscale”, “parce qu’il est temps de commencer à prendre des décisions dans ce sens” (Excelsior, 17 novembre 2001).

Formellement, la fraction parlementaire du PRD ainsi que celle du PRI se prononcent contre la TVA à 15 % sur la nourriture et les médicaments, afin de faire mine de défendre les intérêts des masses travailleuses. Mais Marti signale qu’une “bonne réforme fiscale est nécessaire”, ce qui signifie qu’il est nécessaire d’arracher aux masses travailleuses, sous des formes différentes de la TVA sur la nourriture et les médicaments, une masse plus importante d’argent, afin de donner une stabilité au gouvernement et de continuer à payer les intérêts de la dette.

Le PRD, le PRI et le PAN ne peuvent mettre en doute ni le paiement des intérêts des dettes interne et externe ni le paiement des engagements du FOBAPROA-IPAB (sauvetage des banquiers, des entreprises diverses, des fraudeurs du PRI et du PAN...), parce qu’ils se situent dans le cadre du respect de la propriété privée des

moyens de production, c’est-à-dire du respect des intérêts des multinationales.

A juste raison, une analyste signale que ce qui se passe en Argentine peut arriver au Mexique : l’accentuation du pillage impérialiste, l’impact de la récession mondiale, les fraudes et la spéculation réalisées par les patrons mexicains avec la complicité des politiciens institutionnels dans les dernières décennies peuvent se conclure par un effondrement semblable — ou pire — à celui qui se produit en Argentine.

LA RÉSISTANCE DES MASSES TRAVAILLEUSES ET L’ACTION DES DIRECTIONS SYNDICALES

Derrière la paralysie du gouvernement de Fox dans l’application de ses contre-réformes et les divisions des partis institutionnels, se profile la résistance accrue des masses travailleuses des villes et des campagnes.

Les mobilisations des producteurs de canne à sucre, des paysans producteurs de maïs, de riz, etc., tout au long des derniers mois, mobilisations contre les conséquences de l’ALENA à la campagne — les cultures traditionnelles comme celles des haricots, du maïs et du riz sont en voie de disparition, et le Mexique ne peut plus s’auto-alimenter —, sont des exemples de cette résistance des masses travailleuses.

Sur le terrain électoral, lors des élections nationales de cette année, l’abstention a continué à augmenter, ce qui exprime le rejet de la majorité de la population envers tous les partis institutionnels. Dans les Etats d’Oaxaca, de Basse-Californie, l’abstention a dépassé 60 %. Aux élections municipales du Chiapas, dans la municipalité de Tuxtla Gutiérrez, on évoque des chiffres compris entre 72 % et 80 % d’abstention.

Cette augmentation de l’abstention n’est évidemment pas homogène, il y a des exceptions, mais là où elle s’accroît, elle exprime une tendance lente, mais généralisée, des masses à rejeter des partis

dont la seule différence, par exemple, dans la propagande de la campagne municipale de Tutxla, s'exprimait ainsi : "Votez pour Carlos" (PRD) ou "Votez pour X"... Les photos des candidats occupaient, bien entendu, la plus grande partie des affiches et de la propagande massive. C'est-à-dire qu'il n'y avait aucun engagement vis-à-vis de la population. Tous exprimaient par leur silence qu'ils allaient poursuivre dans la même voie.

Cette résistance des masses travailleuses ne trouve pas jusqu'à présent, cependant, des points d'appui importants dans le mouvement ouvrier. Les appareils syndicaux bloquent la mobilisation des travailleurs.

La crise de l'Etat du PRI a conduit à la division de "l'organisme dirigeant" du mouvement syndical officiel, le Congrès du travail, et a approfondi la décomposition syndicale.

Il existe aujourd'hui trois pôles, où se regroupent les principaux syndicats : le Congrès du travail, dirigé par la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), qui est toujours liée au PRI (les syndicats du pétrole, SUTERM et FSTSE, sont ses principales centrales syndicales) ; l'Union nationale du travail (UNT), dont les piliers sont le Syndicat des travailleurs de l'Université nationale autonome du Mexique (STUNAM) et les syndicats de la Sécurité sociale et des téléphones ; enfin, le Syndicat mexicain des électriciens (SME) et son Front syndical mexicain. Les trois appareils, au-delà de leurs différences et de leurs formes d'action, refusent de rompre avec le régime et avec l'impérialisme, et de s'engager dans la voie d'un syndicalisme de classe.

L'UNT et le SME se déclarent "indépendants" parce qu'ils ne sont pas soumis au PRI ; mais aujourd'hui, devant l'offensive de privatisation et de déréglementation qui menace l'existence des droits des travailleurs, les conventions et, par là même, les syndicats comme organismes qui administrent et défendent ces conventions, les appareils cherchent à "négocier" avec Fox leur possibilité de survie. Sous la pression des travailleurs et des brutales menaces du capital, ils ont été obligés, à

de brefs moments, de résister, pour ensuite offrir leurs services au gouvernement.

Par exemple, la direction du SME organisa une mobilisation contre la réforme de l'article 27 de la Constitution, qui ouvrait la voie à la privatisation de l'industrie électrique. Aujourd'hui, elle avance vers un accord avec Fox sur la "restructuration" de la CLYF (société d'électricité), au nom du fait que cette mesure va empêcher la privatisation, alors qu'en réalité la restructuration de l'entreprise est une forme différente de privatisation. Le SME fait partie de la Fédération syndicale mondiale et est donc appelé à s'intégrer à la mondialisation.

Dans le cas de l'UNT, nous avons vu comment la menace consistant à livrer totalement les compagnies aériennes au capital étranger amena le syndicat à sortir dans la rue et à faire grève, ce qui n'empêche pas la secrétaire générale, Alejandra Barrales, député pour le PRD, de présenter des formes plus acceptables de vente des entreprises en crise, l'achat d'actions par les travailleurs. L'UNT, comme partie de l'ORIT, se prononça pour l'ALCA lors de sa dernière réunion.

Quelles conclusions tirer de cette période ? Dans des conditions très difficiles, définies par un syndicalisme semi-corporatiste, les travailleurs résistent et défendent leurs conditions de travail. Les travailleurs mexicains (comme secteur du prolétariat international) ont reçu des coups sévères, en particulier avec la privatisation des chemins de fer et la destruction du syndicat des chemins de fer et de sa convention collective ; mentionnons ici les 1 500 000 travailleurs des *maquilas* pour lesquels les droits contenus dans la Loi fédérale du travail sont lettre morte. Cependant, on n'a pas touché à l'essentiel. Les principales entreprises publiques et leurs conventions collectives n'ont pas été détruites.

La résistance va se poursuivre, obligeant les appareils syndicaux à résister pour un temps dans certains cas et, dans d'autres, submergeant les appareils mêmes. Cette résistance peut s'amplifier et prendre le chemin de l'indépendance de classe en rejetant toute collaboration avec

le gouvernement de Fox, si elle peut compter sur des points d'appui.

Ces points d'appui, c'est l'action d'une force politique indépendante. Rester uniquement sur le terrain syndical implique d'accepter le cadre du système semi-corporatiste. Aider à construire cette force politique relève de notre responsabilité. Telle est la dimension du travail de la section mexicaine de la IV^e Internationale. Ajoutons que la défense des intérêts et des droits de la classe ouvrière est aussi la défense de l'existence de la nation mexicaine. Défendre la convention collective du SUTERM, par exemple, implique la défense de l'industrie électrique nationalisée, ce qui implique la défense de l'unité de la nation.

LE GOUVERNEMENT DE FOX ET L'ACCORD POLITIQUE NATIONAL

Il est significatif que le jour même où l'armée des Etats-Unis a commencé à lancer des milliers de tonnes de bombes sur le peuple afghan, Fox a signé au palais national, avec tous les partis institutionnels, l'Accord politique national, que certains ont sous-estimé en disant qu'il était vide et n'engageait à rien.

L'Accord politique national, contrairement à ce que certains journaux affirmaient, a établi ce jour-là le cadre général dans lequel vont travailler tous les partis institutionnels : la soumission à la guerre économique et sociale du gouvernement de Bush. Fox a déclaré tout de suite qu'il fallait élargir l'accord pour y intégrer les syndicats, les ONG, la prétendue société civile.

Dans la nouvelle situation mondiale, l'application de l'ALCA, la pression accrue de l'impérialisme, la pression des appareils syndicaux internationaux pousseront les appareils syndicaux mexicains dans la voie de leur transformation en instruments de destruction des syndicats, des conventions collectives et des conquêtes de la classe ouvrière, ce qui offre des conditions nouvelles à l'intérieur des organisations pour développer une action indépendante.

LE PREMIER CONGRÈS DU MOUVEMENT POUR UN PARTI INDÉPENDANT ET DÉMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS (MPIDT) ET LA LUTTE POUR LE PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

La lutte pour un parti ouvrier indépendant, c'est la lutte pour aider la classe travailleuse à résister aux plans et aux mesures de privatisation, de déréglementation et de bradage du pays, c'est le combat contre l'ALENA et l'ALCA, c'est en même temps le travail pour la démocratie dans le pays.

La résistance à la contre-réforme de l'article 27 de la Constitution de la part des travailleurs de l'électricité a été une base qui nous a permis de lancer le mouvement pour le parti indépendant et démocratique des travailleurs. Il faut, quand même, rejeter tout point de vue unilatéral, mécanique. Le travail de construction du Mouvement pour un parti indépendant et démocratique des travailleurs se nourrira des mouvements des travailleurs et, en même temps, servira à la classe travailleuse pour la défense de ses intérêts immédiats et à venir, de ses intérêts particuliers et de ses intérêts généraux.

Le but du premier congrès est de structurer les premiers comités du Mouvement pour un parti indépendant et démocratique des travailleurs, d'homogénéiser les points de vue, avec les travailleurs qui acceptent les comités, sur la situation nouvelle que nous sommes en train de vivre et de développer, sur les campagnes que nous avons décidées :

- 5 000 signatures adressées au gouvernement de Fox demandant le retrait des négociations de l'ALCA ;

- signatures de soutien à la motion adressée aux travailleurs d'Amérique appelant à préparer la conférence de Berlin, sur ces axes :

- Non à l'ALCA !

- Non à la guerre !

- Non aux privatisations et à la déréglementation !

- envoyer la délégation mexicaine à la conférence de Berlin et une déléguée à la conférence internationale des femmes travailleuses.

Autres propositions :

— Sur la conférence de Berlin :

Le tournant de la situation mondiale appelle à un tournant dans la préparation et la portée de la conférence internationale de Berlin, dans la mesure où elle devient une conférence contre la guerre, par le biais de laquelle on veut accélérer tous les plans que l'impérialisme avait envisagés.

Le travail de préparation de la conférence de Berlin a permis de réaliser une rencontre trinationale à la Cité du Mexique, de laquelle est sortie la lettre ouverte à Fox.

A présent, nous avons près de 3 000 signatures soutenant cette lettre, et la convention de Tuxtla Gutiérrez a décidé de parvenir à 5 000 signatures.

Cette année, nous avons tenu deux conventions, à Cuernavaca et à Tuxtla Gutiérrez, ainsi que le forum pour la défense de l'unité du système d'enseignement national, qui a eu lieu à Mexicali. A Tuxtla, nous avons reçu les premiers témoignages qui vont servir à élaborer un document qu'emportera à Berlin la délégation mexicaine.

— La construction des comités de l'IRJ :

Un des objectifs du gouvernement de Fox, nous venons de le dire, est de réaliser ce que les gouvernements qui l'ont précédé ont entamé.

Parmi ces objectifs, il y a le démantèlement de l'enseignement supérieur. Dans ce cadre, le démantèlement de l'UNAM

comme université nationale, publique et gratuite occupe une place centrale.

Lors de la grève des étudiants de 1999-2000 à l'UNAM, le gouvernement de Zedillo et le recteur Barnés ont cherché à organiser la décomposition des groupes et des forces politiques afin de semer la confusion et faire passer leurs mesures.

Des groupes politiques (les CEUS, liés au PRD, les centristes réactionnaires comme les différentes variétés du morénisme, ceux liés au faux zapatisme, et enfin les agents directs du gouvernement) ont joué le jeu du recteur en expulsant de la grève la masse des étudiants et en aidant à ce que l'UNAM soit fermée pendant une année.

Cette politique de décomposition s'est poursuivie.

Pourtant, la masse des étudiants, si elle est jusqu'à un certain point désarmée, n'est pas découragée. Elle se tient dans l'expectative, inquiète, réfléchissant sur l'avenir de l'Université et sur son propre avenir. Pour construire les comités de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), il nous faut tirer pleinement les leçons de cette grève et de la situation présente. Nous subissons la pression des groupes politiques décomposés, de la décomposition impulsée par le gouvernement et par les autorités universitaires.

Pendant le mouvement de 1999-2000, nous avons déclaré qu'une négociation était nécessaire, avec comme point principal le retrait de l'augmentation des quotas, qui était à l'origine du mouvement. Nous avons de plus expliqué qu'il était nécessaire d'arracher la solidarité des syndicats, à commencer par le STUNAM.

Suisse : “La débâcle de Swissair concentre toutes les contradictions”

Les 19-20 janvier 2002, aura lieu le XVII^e Congrès de l’OST, section suisse de la IV^e Internationale. Le rapport préparatoire, dont nous publions des extraits, prend comme point de départ la continuité du combat pour aider à regrouper des travailleurs et de militants sur une ligne d’indépendance de classe, dans les conditions particulières du mouvement ouvrier suisse, organisé historiquement dans l’Union des syndicats suisses (USS) et le Parti socialiste suisse (PSS).

Le rapport prend ensuite en considération le moment de la situation mondiale après le 11 septembre, marqué par l’accélération de l’offensive contre les travailleurs et les peuples visant à imposer le protectorat américain sur la planète. Offensive de destruction des conquêtes sociales, d’intégration — donc de liquidation — des organisations ouvrières, de rapine, de redistribution et de réorganisation des marchés en faveur des multinationales américaines, et offensive contre les libertés démocratiques, le tout étant relayé par l’Union européenne.

C’est dans ce cadre-là que les camarades situent leur analyse.

LE PROTECTORAT AMÉRICAIN, EN SUISSE, C’EST L’OFFENSIVE CONTRE LE SYSTÈME FINANCIER SUISSE ET SES PARTS DE MARCHÉ

Depuis la chute du Mur de Berlin, l’impérialisme a accéléré la pression en vue de détruire les bases matérielles et juridiques garantissant à la place financière suisse la situation qu’elle avait occupée jusqu’alors. On se rappelle la tempête qui avait été déclenchée, à partir de l’affaire Kopp en 1989, en vue d’affaiblir le secret bancaire au nom de la lutte contre le blanchiment d’argent sale.

Cette offensive, menée en particulier à partir des milieux financiers new-yorkais, s’est affinée depuis, déployant une pression de plus en plus féroce contre les banques suisses, sous les prétextes les plus divers.

Il y a eu l’affaire des fonds en déshérence, dans le cadre de laquelle une com-

mission spéciale mandatée par les juges américains — comprenant dans ses rangs un ancien président de la Banque centrale américaine, Paul Volker — a exigé et obtenu de toutes les banques concernées qu’elles lui présentent leurs livres de comptes. Et qu’elles versent finalement des milliards au titre d’un “accord global” (ce qui n’empêche que le dossier n’est pas classé, et que le juge Korman exige encore et toujours de nouvelles expertises...).

Il y a eu la modification de la loi fiscale américaine, qui imposait que chaque organisme financier gérant des titres émis aux Etats-Unis déclare au fisc américain l’identité de ses clients (à moins de devenir des “intermédiaires qualifiés” entre les autorités fiscales américaines et leurs clients).

Il y a, aujourd’hui, à l’initiative d’une ONG catholique sud-africaine, la procédure judiciaire engagée par un avocat new-yorkais contre “la Suisse” en relation avec ses agissements du temps de l’apartheid.

Sans compter l'offensive engagée par l'Union européenne contre le système financier suisse, au nom d'une politique visant à "*harmoniser la fiscalité de l'épargne*". Toutes ces initiatives, et bien d'autres (notamment, l'offensive engagée par le FMI pour interdire la garantie cantonale des banques cantonales, qui permet d'offrir des crédits à des conditions plus favorables que "le marché"), visent à affaiblir la place financière suisse, pour accaparer les parts de marché encore détenues par les banques suisses et protégées par un système législatif qui leur est favorable (en particulier, le fameux "secret bancaire").

Que l'on ne se méprenne pas sur nos intentions : nous n'avons pas pour vocation de défendre les intérêts des banquiers suisses. Cependant, les travailleurs sont toujours victimes de la guerre que se mènent les capitalistes entre eux. Ainsi, les banquiers suisses, qui sont les principaux créanciers des collectivités publiques en Suisse, ont-ils très brutalement aggravé la pression sur ces dernières en vue d'exiger le "remboursement de la dette", la mise en place d'une politique budgétaire favorable aux organismes de crédit.

Le 11 septembre sert de prétexte à accélérer brutalement cette politique : dès le 11 septembre, le système financier suisse est accusé de fournir un refuge aux "*fonds terroristes*". L'impérialisme américain, relayé par l'Union européenne, a immédiatement réagi en exigeant la levée du secret bancaire, présenté comme un point d'appui logistique et une couverture des opérations terroristes. Gordon Brown, chancelier de l'échiquier de Grande-Bretagne, signalait, dès le vendredi 14 septembre, dans le cadre d'un sommet extraordinaire de l'Union européenne, que la Suisse serait "*mise sous pression*".

A tous les échelons, les Etats sont "invités" à prendre des mesures contre le financement des réseaux terroristes, notamment en accroissant la capacité "*de partage des renseignements aux échelons national et international, comme composante essentielle de la lutte contre le terrorisme*" (*Le Temps*, 19 novembre). Le FMI a appelé les pays à prendre des mesures similaires. Le Conseil fédéral a

obtempéré, en bloquant des dizaines de comptes bancaires en application des ordres de Washington. En outre, le Conseil fédéral a interdit sur le territoire helvétique le "réseau Al-Qaida", qui n'y a jamais été signalé (*sic !*).

C'EST, PRINCIPALEMENT, TOUTE LA POLITIQUE D'INTÉGRATION À L'UNION EUROPÉENNE

La politique d'intégration à l'Union européenne, c'est l'application des directives de l'Union européenne, notamment :

- Celles qui imposent la libéralisation des marchés, entraînant les faillites, la destruction et le pillage, comme on le voit dans le cas de Swissair. Le secteur aérien a été le premier à avoir été libéralisé dans les années 1980, à l'initiative de l'administration américaine (Reagan). L'Union européenne et tous les gouvernements se sont aussitôt alignés. La faillite de Swissair et le démembrement de la holding montrent l'avenir de tous les secteurs soumis à la même politique de libéralisation (postes, télécommunications, chemins de fer, électricité, ainsi que les écoles, les hôpitaux..., dans un avenir proche).

- Celles qui imposent la mise en œuvre d'une politique budgétaire restrictive, imposant des privations à toutes les catégories de la population.

- Celles qui imposent la remise en cause des assurances sociales, comme l'assurance chômage — transformée en arsenal de répression contre les chômeurs, au nom de la réinsertion — et les assurances vieillesse — transformées en plans d'épargne personnelle...

- Celles qui remettent en cause la souveraineté des nations, dont les instances démocratiquement élues sont appelées à devenir des chambres d'enregistrement des décisions prises par les institutions de Bruxelles, en fonction des intérêts des multinationales dont elles sont l'instrument.

- Celles qui imposent la “régionalisation” sur la base du principe de subsidiarité, qui disloque les droits inscrits à l’échelle des nations et laisse chaque “région” libre d’appliquer comme elle l’entend les directives et les orientations fixées ailleurs.

- Celles qui “ouvrent les marchés”, accentuant la concurrence entre les capitalistes, qui font payer aux travailleurs les frais de cette guerre entre eux...

LA DÉBÂCLE DE SWISSAIR CONCENTRE TOUTES LES CONTRADICTIONS

Elle accélère la crise du PS et la crise de la coalition gouvernementale

a. La débâcle de Swissair est l’aboutissement de la politique de déréglementation impulsée par l’administration américaine et reprise par les institutions de l’Union européenne.

Le message du Conseil fédéral sur cette question est sans la moindre ambiguïté :

“L’ouverture des marchés aériens et la privatisation partielle des entreprises aériennes, lancées dans les années 1980 aux Etats-Unis et poursuivies dès le début des années 1990 en Europe, ont contraint notre entreprise nationale d’aviation à rechercher des stratégies en vue d’assurer sa survie.”

Ces “stratégies”, impulsées par les capitalistes pour les besoins de leurs profits, rendaient Swissair très rentable, mais également de plus en plus dépendante des banques. La recherche de nouveaux marchés exige de nouveaux investissements. Le document continue :

“L’échec de ces stratégies (...) et le fait que la crise mondiale de l’aviation civile a été aggravée par les attentats du 11 septembre ont mené les entreprises de la Holding Sair-Group, dont Swissair, dans une situation financière sans issue.”

La politique de libéralisation ne peut mener qu’à la faillite (on est frappé par le langage belliqueux utilisé dans le mes-

sage : il s’agit “de se mesurer à armes égales” avec les concurrents). Dans la “situation sans issue” ainsi créée, les banquiers exigent que les collectivités publiques remettent à flot la compagnie. Ainsi, la faillite de Sair-Group, dont ils sont pleinement responsables, est la source de nouveaux profits plus faramineux encore (en attendant la prochaine catastrophe).

Il faut signaler que les banques se sont non seulement assises sur les conventions collectives, mais ont exigé et obtenu des dérogations concernant l’application du Code des obligations dans cette affaire. On aurait tort de sous-estimer la portée de cette mesure : c’est la remise en cause du principe selon lequel la loi doit s’appliquer quelles que soient les circonstances particulières. C’est une attaque très grave contre toute la classe ouvrière.

b. Le Conseil fédéral est pleinement responsable.

Le Conseil fédéral a pleinement fait la démonstration, dans le dossier Swissair, de la place qu’il occupe comme “conseil d’administration des affaires courantes de la bourgeoisie”. Appuyant la politique de libéralisation, en en appliquant très consciencieusement les dispositions, le Conseil fédéral créait les conditions de ce “combat à armes égales” censé ouvrir des marchés sans limites à la compagnie (le seul véritable atout des combattants, alors, est la déréglementation).

Dès la catastrophe annoncée, le Conseil fédéral s’est transformé en chambre d’enregistrement des exigences des banquiers. Le 30 septembre, le plan Phénix était arrêté par les banques et les conseils d’administration des compagnies aériennes. Les banques accordent un crédit de transition de 259 millions de francs, à la condition explicite qu’il ne soit pas utilisé pour faire voler les avions, mais uniquement pour les filiales de la holding (très rentables, et soumises à l’accord de l’OMC sur le commerce des services — ce qui n’est pas le cas des droits de trafic).

Le lendemain, le Conseil fédéral accordait son soutien de principe” au plan Phénix.

Le plan des banques se déroule comme prévu : la flotte de Swissair est clouée au sol les 2 et 3 octobre.

Dès le 3 octobre, le Conseil fédéral débloque des centaines de millions pour permettre de valoriser le capital investi par les banques.

Comment s'en justifie-t-il ?

“Sans engagement ferme de la Confédération (...), les investisseurs privés auraient pu se sentir dans l'intervalle déliés des obligations prises dans l'accord de principe.”

c. Le PSS comme principal soutien de la politique du Conseil fédéral.

Le 17 octobre, le PSS publiait un communiqué sous le titre :

“Le PS soutient la décision courageuse du Conseil fédéral.”

Il arrêta ainsi sa position en vue de la session extraordinaire des chambres qu'il avait lui-même demandée, et qui s'est tenue les 16 et 17 novembre.

La signification de cette prise de position est claire : le PSS est la pointe avancée de la politique de l'impérialisme en Suisse. C'est cette place que sa direction entend lui faire occuper, et le groupe parlementaire doit être un élément de cette politique. Cette prise de position rendait caduque la perspective ouverte par la convocation de la session extraordinaire. Comment expliquer que le groupe PS ait arraché la convocation de cette session et qu'il ait tué dans l'œuf ladite session, la transformant en chambre d'enregistrement du plan passé entre le Conseil fédéral et les banques ?

Ce sont les contradictions à l'œuvre au sein du PS qui se sont exprimées.

Au point de départ, les positions, au sein du PS, sont très hétéroclites. Elles vont de la position de Leuenberger (proche en cela de celle de Blocher), qui annonce son refus de tout versement de la part de la Confédération, à celle exprimée par certains parlementaires de l'exigence d'une compagnie aérienne de service public (cette position s'est en partie cris-

tallisée autour de la déclaration de syndicalistes et d'élus lancée par certains secteurs du PS genevois).

Le 17 octobre, on assiste à une “normalisation” au sein du parti : l'appareil a redressé la barre, en imposant le soutien au plan du Conseil fédéral.

Les questions sont loin d'être réglées pour autant. Il faut plus qu'une prise de position pour faire basculer tout le PS dans le camp du soutien aux banquiers.

Le communiqué lui-même est très contradictoire : il affirme le soutien, et se situe en même temps sur une série de positions contraires au plan du Conseil fédéral :

— pas de versements à fonds perdus ;

— participation substantielle de la Confédération au capital de la nouvelle compagnie, ce qui donne un point d'appui aux mobilisations contre les orientations du conseil d'administration ;

— versement des sommes nécessaires au financement des “plans sociaux”...

Aujourd'hui, rien n'est tranché. La session extraordinaire, suite à la prise de position du PS, n'avait pas de décision à prendre. La direction du PS est parvenue à la désamorcer comme moment du combat contre la politique du Conseil fédéral. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs se satisfont des décisions qui ont été prises.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la mobilisation dans l'unité pour la défense de l'article 333 du Code des obligations, et le combat pour que les responsables de la débâcle en assument les conséquences. C'est le combat, finalement, pour garantir le service public.

Or la direction du PS, par la voix de Christiane Brunner, a annoncé qu'elle soutiendrait les travailleurs qui se mettraient en grève pour obtenir l'application du Code des obligations.

d. Les syndicats.

Il faut également souligner le fait que l'appareil syndical a largement cherché à

se dresser comme obstacle face à la mobilisation des masses dans cette affaire. Le syndicat des services publics n'a pas pris la place qu'il devait prendre ; les travailleurs se sont trouvés confrontés à un double obstacle. Il y a la direction fédérative et la direction locale de Zurich, qui refusent d'appeler au combat ; et il y a Decarro, qui a plaidé pour la grève "séparée" à Genève, ce qui mène à l'impasse, divise et contribue à démoraliser les travailleurs.

Mais, là encore, les contradictions sont importantes, et l'aspiration à l'unité très puissante. Les cadres intermédiaires du syndicat sont des points d'appui pour le combat des masses (comme l'a démontré la délégation qui s'est rendue à Berne lors de la session extraordinaire, pour s'entretenir avec le groupe PS).

•
• •

Comme la question de la loi Pers (*de réforme de la fonction publique — NDLR*) et celle de la loi sur l'électricité, la ques-

tion de Swissair reste vivante comme élément d'accélération des contradictions au sein du PSS. Notre combat doit consister à aider le mouvement qui cherche sa voie à s'appuyer sur les éléments, au sein du PSS, qui veulent combattre.

Pour déterminer notre intervention, nous devons partir du mouvement de la classe ouvrière. Nous constatons que ce mouvement de résistance à la déréglementation à l'échelle nationale passe par le Parti socialiste et par les syndicats. A l'inverse, ceux qui se présentent comme la gauche du PS, à savoir le PdT-POP et Solidarités, mettent en œuvre une tactique de division des travailleurs sous la forme du soutien critique à la politique de l'appareil du PSS.

Notre objectif est donc de chercher à organiser prioritairement dans l'Union des cercles pour une politique ouvrière. Dans le cadre de l'Union des cercles pour une politique ouvrière, les trotskystes s'organisent avec des syndicalistes, des militants ouvriers, en particulier du Parti socialiste, sur une orientation d'unité contre la déréglementation et les privatisations, de rupture avec la politique d'intégration à l'Union européenne et contre la guerre.

Etats-Unis

Interview d'Alan Benjamin sur le combat des travailleurs américains après le 11 septembre

Partout dans le monde, au nom de la solidarité avec le peuple américain contre le terrorisme, on demande aux organisations ouvrières de soutenir la “guerre globale” de George W. Bush. Pourtant, nous avons vu les banderoles de manifestants à New York, qui disaient : “*Pas en notre nom !*” Avec Nancy Wohlforth, membre du comité exécutif du conseil syndical de San Francisco, Alan Benjamin est venu expliquer au mouvement ouvrier européen le combat des travailleurs américains. Ils sont intervenus notamment au meeting internationaliste, à Paris, le 8 novembre 2001.

Quelques jours plus tard, Alan Benjamin nous montrait le dernier numéro de *The Organizer*, dont il est responsable, titrant sur cinq colonnes : “*Stop the war !*” (“Arrêtez la guerre !”). *The Organizer* est une “*publication de Socialist Organizer, l'organisation qui exprime la politique de la IV^e Internationale aux Etats-Unis*”, précise-t-il, et aussi “*un forum ouvert à tous les individus et courants du mouvement ouvrier qui cherchent à construire le Labor Party et une Internationale ouvrière*”.

A côté de l'éditorial, un article traite de “*la guerre contre les travailleurs*”. On y lit un article du *Wall Street Journal*, enjoignant au président Bush “*d'avancer par des réductions plus rapides des impôts des sociétés, par l'exploitation intensive des réserves pétrolières d'Alaska, par l'octroi de pouvoirs spéciaux au président pour passer des accords de libre-échange — et, oui, en puisant dans les excédents de la Sécurité sociale pour financer certaines des nouvelles dépenses militaires*”.

Alan Benjamin répond à quelques-unes de nos questions.

• **Nancy Wohlforth et toi, vous avez expliqué que le rejet de la guerre s'est développé au sein du mouvement ouvrier des Etats-Unis plus rapidement que lors de la guerre de Vietnam. En même temps, nous voyons des positions contradictoires, et aussi des agressions graves contre les travailleurs. Qu'en est-il exactement aujourd'hui ? Quelle est la situation dans les syndicats ? Quel rapport avec les "coalitions" ?**

• Un certain nombre de comités syndicaux contre la guerre se sont constitués dans différentes villes, partout dans le pays. Les plus importants sont ceux de San Francisco, New York et Chicago. Ils intègrent des syndicalistes, beaucoup de présidents et de dirigeants de syndicats locaux. La "coalition" de New York pour la paix et la justice a réuni de nombreuses signatures de membres et de responsables des syndicats sur une déclaration qui s'oppose nettement à la guerre en Afghanistan.

En plus, un certain nombre d'organes syndicaux ont adopté des résolutions contre la guerre. La première résolution de ce genre a été adoptée par le conseil syndical de San Francisco le 19 septembre. Parmi les autres organes syndicaux qui se sont prononcés, on peut citer le conseil du district 1199 de SEIU, à New York, la fédération de l'AFL-CIO de l'Etat de Caroline du Sud et d'innombrables regroupements au sein de l'AFL-CIO, tels que "Pride at Work", APALA et "Jobs with Justice".

Un nombre plus grand encore d'organes syndicaux ont adopté des résolutions dénonçant l'utilisation de la guerre par l'administration Bush et par le Congrès pour attaquer les droits économiques, sociaux et civils du peuple travailleur américain.

C'est seulement au dernier stade de la guerre du Vietnam, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qu'était apparu un tel mouvement contre la guerre au sein du mouvement ouvrier lui-même.

En ce qui concerne les "coalitions" qui se sont constituées partout dans le pays, d'abord dans les campus des universités,

et leurs relations avec le mouvement ouvrier, il y a eu des manifestations fortes de 15 000 ou 20 000 participants, dans les plus grandes villes des Etats-Unis. Dans la plupart des cas, ces actions ont vu la participation de cortèges ouvriers organisés par les différentes coalitions syndicales pour la paix et la justice. Walter Johnson, secrétaire-trésorier du conseil syndical de San Francisco, a pris la parole lors des actions qui ont eu lieu à San Francisco.

Le sentiment dominant lors de ces manifestations a été que la guerre contre des nations et des peuples entiers, avec une perte accrue de vies de civils innocents, ne saurait être la réponse au terrorisme de quelques individus fanatiques. "*Pas en notre nom !*" : tel a été le slogan de centaines de milliers de manifestants, y compris beaucoup de membres de familles des victimes du 11 septembre.

Des débats contre la guerre ont également eu lieu partout dans le pays, avec la participation de responsables de haut niveau des syndicats à des groupes de travail consacrés spécifiquement au mouvement ouvrier.

Pourtant, il serait faux de donner une vision unilatérale de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis. Le sommet de la direction de l'AFL-CIO, par exemple, est intervenu de tout son poids pour soutenir la "*guerre contre le terrorisme*" du gouvernement américain. Lors de la récente convention tenue à Las Vegas, le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a loué le bombardement de l'Afghanistan par l'administration Bush — en même temps qu'il dénonçait l'utilisation de la guerre par cette même administration pour promouvoir la zone de libre-échange des Amériques (FTAA) (*en espagnol ALCA — NDT*), la "réforme" de la Sécurité sociale, les attaques accrues contre les droits civils et la "charge" non équitable de la guerre sur les épaules des travailleurs américains.

Le sommet de l'AFL-CIO se trouve pris dans une contradiction. L'"unité nationale" avec les auteurs de guerre contre le terrorisme est en train d'affaiblir la capacité de défendre les droits des syndiqués.

Prenez le cas de l'ALCA (zone de libre commerce des Amériques), par exemple.

Le 7 décembre, la Chambre des représentants a accordé à Bush, par une faible marge d'une voix — 217 contre 216 —, l'autorisation de recourir au "fast-track" (voie rapide) pour faire passer cet accord. Il revient maintenant au Sénat d'émettre le même vote pour que cette procédure soit adoptée définitivement. Bush, avec le soutien de dirigeants importants du Parti démocrate, a eu recours à l'argument d'après lequel la mise en œuvre du "libre-échange" serait une priorité pour le triomphe de la "guerre contre le terrorisme". Le "libre échange", les "marchés libres" et la "libération des agressions terroristes", a expliqué Bush, doivent aller la main dans la main. Dès lors, pour l'administration Bush, quiconque s'oppose au "fast-track" peut être suspecté d'aider et de soutenir les terroristes.

Dans le passé, l'AFL-CIO avait lancé toutes ses forces pour arrêter le "fast-track". Par deux fois, les tentatives de faire accepter cette procédure par le Congrès ont été défaites. Dans une large mesure, ce rejet était dû à l'opposition du mouvement syndical. Mais après le 11 septembre, la réponse de l'AFL-CIO a été plus discrète et moins déterminée, la raison en étant que Sweeney et la direction de l'AFL-CIO ne veulent pas être accusés d'être "mous" dans la guerre contre le terrorisme.

Et maintenant, ces dernières semaines, une forte pression est exercée sur les unions locales et les conseils syndicaux pour qu'ils ne soutiennent pas le mouvement antiguerre. Des permanents syndicaux de l'AFL-CIO ont même été limogés parce qu'ils s'étaient prononcés contre la guerre, ce qui a refroidi l'ambiance des discussions.

La situation présente est donc très contradictoire. D'un côté, le sentiment antiguerre est fort et se développe dans des secteurs importants du mouvement syndical ; mais, d'un autre côté, dans les syndicats, réapparaît le spectre de la "guerre froide".

Sans aucun doute, la tâche de ceux qui travaillent à promouvoir la défense des

intérêts des travailleurs sur un axe indépendant sera de développer cette discussion contre la guerre, en la reliant à chaque étape avec la guerre faite chez nous par les patrons et le gouvernement contre le peuple travailleur.

• **Ton journal souligne le pillage, au compte de l'effort de guerre, de milliards de dollars des caisses de retraite provenant des cotisations des salariés, ce qui met en danger directement la durée et le niveau des retraites des travailleurs pour les années à venir. Quel est l'enjeu ? Comment envisagez-vous de mener le combat là-dessus ?**

• Peu après les attaques du 11 septembre, des voix autorisées de l'administration — avec le soutien d'anciens membres du cabinet de l'administration Clinton — ont commencé à expliquer que cette "guerre prolongée à long terme contre le terrorisme" pourrait coûter beaucoup plus que ce qu'il y avait dans les coffres du gouvernement.

Etant donné l'adoption récente de la loi du budget équilibré et les grosses sommes versées aux grandes sociétés, l'argent disponible pour la guerre est beaucoup plus limité qu'il ne l'était il y a, par exemple, trente ans.

Au sommet de l'Etat, on a donc avancé l'idée — notamment Laura Tyson, ancien conseillère économique en chef de Bill Clinton — d'une "incursion temporaire" ("temporary raid") du fonds de la Sécurité sociale (qui couvre les allocations de retraite) et de Medicare (qui assure les soins médicaux des personnes âgées) pour payer certaines des nouvelles dépenses militaires.

En plaidant pour ce "pillage", M^{me} Tyson a reconnu que, d'ici un certain temps, le gouvernement pourrait ne pas avoir l'argent nécessaire pour payer aux bénéficiaires de la Sécurité sociale et de Medicare les allocations ou les soins auxquels ils ont droit. Ce qui pourrait avoir comme résultat, a-t-elle expliqué, que le gouvernement soit obligé d'augmenter l'âge de la retraite, actuellement de 67 ans, ou de

diminuer les pensions, ou bien encore d'augmenter les taux prélevés sur les salaires.

Il n'est pas surprenant que cette proposition ait été très bien reçue par la presse financière et par la commission Bush sur la Sécurité sociale, qui avait été mandatée pour élaborer plusieurs propositions pour la "réforme" du financement de la Sécurité sociale.

En fait, depuis des années, les patrons veulent piller les fonds de la Sécurité sociale en détournant des sommes croissantes des retraites des travailleurs vers les marchés financiers pour la spéculation. Ils étaient impatients de pouvoir mettre la main sur ces fonds, qui représentent quelque trois mille milliards de dollars. Le 11 septembre — tout le bavardage sur les "*incursions temporaires*" pour financer la "*guerre contre le terrorisme*" — a donné aux patrons l'opportunité de réaliser cet objectif.

Ce n'est pas un hasard si, le 11 décembre, quelques jours seulement après l'adoption du "fast-track" par la Chambre des représentants, la commission Bush, présidée par le sénateur démocrate de New York, Daniel Moynihan, a sorti un rapport sur la réforme de la Sécurité sociale.

Les trois scénarios de "réforme" contenus dans ce rapport proposent d'investir en Bourse entre 1 % et 5 % du fonds de retraites, prétendument pour donner aux travailleurs la "liberté" de gagner plus d'argent.

Comme vous pouvez le voir, les attaques contre la Sécurité sociale se mènent sur de nombreux fronts, toujours sous des prétextes fallacieux.

Quoi faire ? La direction de l'AFL-CIO s'est opposée fermement à la razzia du fonds de la Sécurité sociale pour les dépenses de guerre et au rapport de la commission Bush sur la réforme de la Sécurité sociale. Un porte-parole de l'AFL-CIO a dit :

"Démanteler la Sécurité sociale pour faire plaisir à Wall Street est une erreur."

Il a poursuivi :

"Ces propositions signifient la faillite du plus efficace de nos programmes de protection des revenus des familles."

Le problème est que le Parti démocrate, auquel la direction de l'AFL-CIO est liée, a accepté ces propositions — et d'autres moins drastiques — pour "réformer" la Sécurité sociale. Les démocrates en ont même rajouté en ce qui concerne l'affectation de fonds à la guerre contre le terrorisme (en fait, le 7 décembre, les démocrates ont accordé à Bush 15 milliards de dollars de plus que ce qu'il demandait pour les dépenses militaires). Les démocrates, ces prétendus "amis des syndicats", font et feront bien entendu obstacle à ce que l'AFL-CIO mène une lutte en profondeur pour stopper le processus de démantèlement de la Sécurité sociale.

Cela pose d'autant plus la question du Labor Party. De tous les partis et courants disposant d'une base ouvrière et syndicale solide, seul le Labor Party s'est élevé carrément toutes les fois qu'il y a eu tentatives de "pillage" ou de "réforme" du fonds de la Sécurité sociale.

C'est pourquoi construire le Labor Party et diffuser son "*Programme pour la justice économique*" — surtout par le moyen de candidats aux postes publics dans les villes et les Etats de tout le pays — est une tâche centrale pour tous ceux qui veulent défendre les intérêts du peuple travailleur.

• Quelle est la situation des ouvriers américains après le 11 septembre, face à une telle offensive ? Quels autres aspects faut-il souligner du combat de plus en plus aigu qui se livre entre les grandes compagnies et les travailleurs après le 11 septembre ? Quelle peut être la contribution de la délégation américaine à la conférence de Berlin contre la déréglementation ?

• Les travailleurs ont reçu en plein visage un coup après l'autre, après le 11 septembre. D'après l'AFL-CIO, plus de 600 000 travailleurs ont été licenciés depuis

cette date. Ce qui porte à un million et demi le nombre de ceux qui ont perdu leur travail durant l'année 2001.

Non seulement ces travailleurs ont perdu leur emploi, donc leur source fondamentale de revenus (et l'assurance chômage a été réduite à une aumône), mais ils perdent aussi leur droit aux soins médicaux — car la plupart des travailleurs n'accèdent aux soins médicaux qu'à travers leur emploi et leur convention collective. Les effets ont donc été dévastateurs.

La récession battait déjà son plein lorsque les attentats du 11 septembre ont eu lieu. Mais maintenant, la situation de détresse des familles travailleuses a atteint un niveau dramatique. Des villes et des populations entières se trouvent dans des situations limites, sans aucune perspective de soulagement.

On a fait une grande publicité des programmes fédéraux de secours pour démontrer que les Etats-Unis sont en train de faire un gros effort pour les hommes et les femmes qui font tourner les rouages de l'économie. Mais à regarder de près tous ces programmes, on voit tout de suite leur caractère fallacieux.

Prenons le rachat fédéral des lignes aériennes, décidé fin septembre. 15 milliards de dollars ont été destinés à cela. Toute cette somme a été consacrée à garantir que les P-DG des grandes compagnies aériennes vont continuer à percevoir leurs émoluments exorbitants, tandis que rien n'est consacré aux 20 000 travailleurs licenciés. Le nombre de travailleurs licenciés par ces compagnies aériennes dépasse à présent les 100 000. Une aide magnifique aux ouvriers, comme on le voit !

Mais les ouvriers résistent et se battent. Dans le Minnesota, les employés publics se sont mis en grève début octobre pour demander une convention meilleure et empêcher l'Etat de vider leurs allocations médicales. Ils ont été accusés par le gouverneur, le soi-disant indépendant Jesse "the Body" Ventura, d'être avaricieux et de ne pas soutenir la guerre des Etats-Unis contre le terrorisme. Comment osaient-ils saper "l'unité nationale" nécessaire pour défaire Ben Laden et sa bande ? Les gré-

vistes n'ont pas été impressionnés par ces arguments, ils se sont accrochés à leurs justes revendications. Et, contre l'avis de tous, ils ont continué et ils ont gagné.

De façon semblable, les travailleurs de tous les plus grands hôtels de Boston ont fait la grève pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Là aussi, les patrons et la presse à leur botte ont déclenché une énorme campagne contre les grévistes. Ce n'était "*pas le bon moment pour une grève*", leur disait-on. Le tourisme de la ville était déjà assez mis à mal et la grève devenait tout simplement "*non patriotique*". Mais les grévistes ont construit une des coalitions ouvrières les plus unies et efficaces que la ville ait vues depuis des décennies.

A San Francisco, une coalition dirigée par les syndicats a combattu durement pour qu'un référendum se tienne le 6 novembre — sous les regards de toute la nation — pour municipaliser le gaz, l'électricité et l'eau, en les arrachant des mains d'une grande société multinationale : PG & E. Le mouvement syndical, avec le soutien des organisations de quartier, a mené une campagne intense contre tout l'establishment des grandes sociétés de Californie du Nord. Même si cette initiative n'a pas eu le dessus (de très peu, de seulement 533 voix), les partisans de l'énergie publique ne sont pas découragés, ils s'engagent à continuer la lutte lors de l'élection de novembre prochain.

Il ne s'agit pas de cas isolés. Des instituteurs du New Jersey ont fait grève et ont été interpellés parce qu'ils refusaient de reprendre leurs cours. Ils demandaient aussi des augmentations de salaires et des améliorations des soins médicaux. Les travailleurs de Pratt and Whitney sont aussi en train de décider s'ils font grève...

• Tu parles des menaces qui pèsent sur le combat pour les droits des immigrants, donc pour l'unité des travailleurs. C'est une menace répandue partout dans le monde, les patrons y trouvent leur compte, surtout à un moment d'effondrement économique...

• La lutte pour défendre les droits des travailleurs immigrés est une question centrale pour le mouvement ouvrier américain. Une des premières cibles de la “*guerre contre le terrorisme*” a été les travailleurs immigrés. Ce serait la prétendue politique de “*portes ouvertes*” aux immigrants — laquelle n’a pas du tout été une porte ouverte — qui serait responsable de l’entrée aux Etats-Unis des terroristes censés avoir comploté pour organiser les attentats du 11 septembre.

La réaction anti-immigrés a été immédiate de la part du gouvernement et des médias. Des milliers d’Arabes américains ont été arrêtés et emprisonnés. En fait, plus de 1 000 sont toujours en prison, démunis de tous leurs droits constitutionnels. Des mosquées et des commerces arabes ont été ravagés.

Il y a eu aussi plus d’agressions contre des immigrés d’Amérique latine et d’Asie. Malheureusement, il est devenu très courant de s’en prendre aux immigrés. Les travailleurs immigrés se voient accuser des pertes d’emplois des autres travailleurs et de la situation économique détériorée. Ils deviennent les boucs émissaires de la faillite économique et du système en banqueroute.

Diane Feinstein, sénateur du Parti démocrate, a déposé un projet de loi visant à réduire drastiquement le nombre de visas d’études pour les étrangers. D’autres mesures semblables ont été proposées au Congrès. Tout le bavardage sur l’amnistie pour les travailleurs sans papiers en provenance du Mexique et du Sud — bavardage qui, en cette année 2001, a même fait l’objet de deux sommets entre George W. Bush et Vicente Fox — a été mis au rancart.

Par bonheur, quand même, l’AFL-CIO, qui a récemment décidé d’assumer la lutte pour l’amnistie de tous les travailleurs sans papiers, n’est pas revenue sur cette position après le 11 septembre.

En fait, la lutte pour défendre et promouvoir les intérêts des travailleurs immigrés a été au centre d’une conférence pour les droits civils et de l’homme, qui s’est tenue durant deux jours sous les auspices de

l’AFL-CIO, à Las Vegas, à la veille de la 24^e convention nationale de cette confédération.

• **Et en ce qui concerne la remise en question des libertés et des droits démocratiques...**

• C’est de loin, aujourd’hui, l’une des questions les plus graves et les plus inquiétantes. La loi patriotique des Etats-Unis, adoptée par le Congrès avec un large soutien des Partis républicain et démocrate, représente une attaque directe contre les droits constitutionnels élémentaires de tout le peuple travailleur de ce pays.

Le fait que 1 000 personnes soient toujours emprisonnées, suspectes d’être terroristes ou de collaborer avec les terroristes — toutes privées de leurs droits et des garanties de procédure judiciaire —, ainsi que la proposition que des cours martiales jugent tous les dossiers inclus dans les mesures de “sécurité nationale” (il faut comprendre que cela pourrait être le cas de dirigeants d’une grève qui refusent d’accepter “l’unité nationale” avec les patrons...), toutes ces mesures et d’autres encore vont dans le sens d’une société militarisée, au sein de laquelle, sous couvert de protéger la “sécurité nationale”, tous les droits civils et constitutionnels fondamentaux seraient piétinés.

• **Nancy Wohlforth a expliqué que le pétrole est pour une large part l’enjeu de l’agression contre le peuple afghan et les autres peuples de la région. Presque au même moment, le gouvernement américain imposait au sommet de l’OMC l’accord pour ouvrir un nouveau “round”, qui permette aux multinationales américaines d’aggraver leur emprise sur les peuples. Le mouvement ouvrier américain s’est battu ces dernières années contre cette politique. Maintenant, comme tu l’as souligné, Bush veut obtenir les pouvoirs spéciaux...**

Les documents préparatoires au Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale parlent de tentative d’ins-

taurer un “protectorat américain” sur le monde. Qu’est-ce que cela signifie pour vous ?

- De plus en plus nombreux, les travailleurs américains élèvent la voix contre l'Organisation mondiale du commerce, le FMI, la Banque mondiale et tout leur agenda de domination du monde par les sociétés multinationales. En décembre 1999, l'AFL-CIO a mis 50 000 syndiqués dans les rues de Seattle pour dénoncer l'OMC et les multinationales américaines, qui étranglent la vie politique et économique des pays dans le monde entier.

La lutte contre l'ALENA, le FTAA et l'OMC s'élargit d'année en année, au fur et à mesure que les travailleurs voient que les sociétés délocalisant les emplois américains à la recherche d'une main-d'œuvre bon marché sont les mêmes qui mettent en question les droits des travailleurs et l'environnement partout dans le monde.

Il s'agit d'un fait relativement nouveau dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis, qui, traditionnellement, a été très isolé des problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs partout dans le monde.

Le 11 septembre a mis quelque peu en sourdine tout ce mouvement. Il arrive que des syndicats qui se sont élevés contre la mondialisation des multinationales soutiennent aujourd'hui les bombardements américains en Afghanistan — au nom des représailles pour les attentats contre le World Trade Center.

La conscience actuelle sur le “protectorat” croissant imposé par les multinationales américaines et les institutions financières internationales financées par les Etats-Unis ne se traduit pas automatiquement en une conscience du rôle de l'impérialisme américain en tant que tel. Les médias ne parlent pas aux travailleurs du million et demi d'Irakiens tués par l'embargo. Sur les écrans de télévision, aux Etats-Unis, on ne voit pas les visages des milliers de civils innocents qui ont perdu la vie sous les bombes américaines en Afghanistan, et de leurs familles.

Tandis qu'une aile importante du mouvement syndical a vu la liaison entre les

bombes américaines et les intérêts pétroliers en Afghanistan de sociétés telles que Chevron et Unocal, cette compréhension ne s'est pas encore répandue. Il faut dire que le gouvernement et les médias tenus en laisse font de leur mieux pour empêcher que les travailleurs établissent ces liens, en poussant à l'hystérie de guerre et en excitant les sentiments chauvins, pourtant assez endormis avant le 11 septembre.

La réalité est que la “guerre contre le terrorisme” a fourni aux capitalistes et à leurs valets du gouvernement un moyen pour faire reculer le sentiment internationaliste qui commençait à se renforcer dans le mouvement ouvrier et dans des secteurs croissants de la population.

La guerre sociale, économique et politique menée contre les travailleurs des Etats-Unis fournira un terrain fertile pour montrer le vrai visage du protectorat américain, avec toutes ses composantes, militaires, politiques et économiques.

• Au moment où les juges acquittent le leader du syndicat des teamsters qui avait soutenu la grande grève d'UPS contre la précarité, le Labor Party présente ses premiers candidats. Comment Socialist Organizer entend-il développer son rôle dans le combat pour l'indépendance syndicale et politique des travailleurs américains ?

- La direction nationale du Labor Party a fait un premier pas historique lorsqu'elle a donné l'autorisation pour que deux sections du parti — celles de Cleveland et de San Francisco — présentent les premiers candidats du Labor Party à des postes publics. Les candidatures de Vicki Knight, à Cleveland, et de Robin David, à San Francisco, ont eu des résultats politiques très importants. Ce qui montre l'opportunité énorme pour le développement du Labor Party, pour qu'il élargisse ses rangs en affrontant sur l'arène électorale les partis “jumeaux” des patrons (*le Parti démocrate et le Parti républicain, NDT*).

Les membres et les partisans de Socialist Organizer continueront à propo-

ser que le Labor Party développe largement les exemples de Cleveland et de San Francisco. Cela est lié, comme tu le dis, à la lutte pour préserver l'indépendance des syndicats.

Beaucoup de dirigeants au plus haut niveau du Labor Party seront présents à la conférence de Berlin, faisant le lien entre l'action politique indépendante et la lutte pour l'indépendance des syndicats et les droits démocratiques.

Il s'agit de questions étroitement liées. Le Labor Party existe, mais il reste à construire. Si la constitution du Labor Party a ouvert une brèche dans l'assujettissement politique des syndicats, il est vrai que les syndicats, même parmi ceux qui ont donné naissance au Labor Party, continuent à soutenir le Parti démocrate, et ils hésitent beaucoup à promouvoir des candidatures du Labor Party affrontant les démocrates. Le Labor Party n'est pas encore enraciné dans le mouvement

ouvrier ; à vrai dire, le fait de ne pas présenter de candidatures pendant de nombreuses années a affaibli sévèrement le Labor Party, en l'isolant et en le laissant exposé aux pressions de regroupements et d'organisations qui voudraient l'emmener sur la voie de la société civile et des ONG.

Lors de la dernière convention du Labor Party, en 1998, à Pittsburgh, la direction du Labor Party s'est opposée à une proposition de résolution demandant la fin de l'intervention du gouvernement dans les syndicats. Cette résolution, proposée juste après l'inculpation de Ron Carey, a été écartée à une très faible majorité de voix, et à partir de là le Labor Party ne s'est pas mis à la tête de la campagne pour la défense de Ron Carey, comme il aurait dû le faire.

Ces questions seront au cœur de la prochaine convention du Labor Party, prévue à Washington D.C. pour l'été 2002.

Allemagne :

***“Non à la guerre !
Défense des emplois
et des acquis sociaux !”***

**(une lettre de l'Internationale Sozialistische
Arbeiter Organisation,
section allemande de la IV^e Internationale)**

Vendredi 16 novembre 2001, une majorité des députés SPD et Verts au Bundestag a voté l'envoi de soldats allemands dans la guerre, sous la pression de la question de confiance par laquelle Schröder liait le sort de son gouvernement à ce vote.

Schröder lui-même parle d'une décision historique. La population de l'Allemagne unifiée est saisie d'effroi.

C'est effectivement une décision historique. Pour la première fois, un gouvernement allemand ose rompre avec le serment de tout le peuple allemand prêté en 1945, après les terribles souffrances du fascisme et de la guerre.

Pour la première fois, un gouvernement allemand ose prendre directement la res-

ponsabilité que des peuples innocents, qu'un peuple comme celui d'Afghanistan, déjà ravagé par la guerre et la dictature, soient écrasés sous un tapis de bombes, que des millions de personnes doivent fuir, que des millions soient menacées de famine.

Ce gouvernement prend sur lui la responsabilité d'entraîner l'Allemagne dans une guerre sur laquelle d'autres décident. Les représentants du gouvernement américain ont défini cette guerre comme *“une campagne militaire de longue haleine, à l'échelle mondiale”*.

La stupéfaction, mais aussi la colère montante s'emparent des travailleurs, des syndiqués, des sociaux-démocrates dans toute l'Allemagne, à voir que c'est un gouvernement dirigé par les sociaux-

démocrates, un gouvernement dont Schröder est le chancelier SPD, qui rompt le serment historique du peuple allemand, que le mouvement ouvrier allemand et le SPD avaient fait leur et auquel ils étaient restés fidèles jusqu'à aujourd'hui.

La colère est d'autant plus grande que Schröder impose ce vote sous la pression de la question de confiance et fait ainsi retomber sur les députés SPD et Verts la responsabilité d'une éventuelle chute du gouvernement. Schröder viole ainsi la souveraineté populaire et le mandat des députés qui veulent exprimer la volonté de la majorité du peuple contre la guerre ; il viole en même temps les meilleures aspirations de la social-démocratie.

Avec sa déclaration de "*solidarité inconditionnelle*" avec le gouvernement américain, Schröder s'est dès l'abord soumis avec empressement au diktat de guerre et aux ordres du gouvernement américain. Et maintenant, il y a soumis les députés et le SPD.

Certes, ce faisant, Schröder se trouve en compagnie de tous les responsables de partis et de gouvernements de la "II^e Internationale", Blair, Jospin et tous les autres, qui se sont faits depuis longtemps les instruments des "*grands investisseurs internationaux*" du capital financier international sous la domination américaine, et se mettent maintenant, avec tous les autres gouvernements de l'"Alliance contre le terrorisme", sous la coupe de l'impérialisme américain.

Schröder et Bush justifient la guerre au nom de la lutte contre le terrorisme et de la défense de la "*civilisation occidentale*".

Qui veulent-ils ainsi tromper ?

Schröder s'oppose ainsi frontalement à la position des "Socialistes démocrates du camp de concentration de Buchenwald", qui déclaraient, dans leur "*Manifeste de Buchenwald*", du 13 avril 1945 :

"Nous ne voulons plus jamais de guerre... Nous sommes convaincus que la cause ultime de cette guerre, la plus monstrueuse de toutes les guerres, réside dans la nature prédatrice de l'économie capitaliste, du capitalisme financier impérialiste."

Cette tradition est vivante jusqu'à aujourd'hui dans la social-démocratie allemande et dans les syndicats, et particulièrement chez les travailleurs d'Allemagne de l'Est, malgré la façon dont la bureaucratie du SED en a abusé.

UNE GUERRE TOTALE

Les représentants du gouvernement américain parlent d'une "*guerre totale*" (Bush).

"La campagne est organisée comme la guerre froide (...) sur de nombreux fronts, militaires, publics et secrets, politico-diplomatiques, économiques, financiers... Nous recourons à tous les moyens dont nous disposons" (citation du ministre américaine de la Défense, D. Rumsfeld).

En vérité, nous assistons depuis le 11 septembre, avec la guerre organisée par l'impérialisme américain sur tous les terrains, à un tournant dans la situation internationale. Nous assistons à une nouvelle phase de la lutte de l'ordre impérialiste de la propriété privée des moyens de production, qui veut faire payer aux travailleurs et aux peuples du monde le prix de sa profonde crise. Tous les acquis sociaux et démocratiques, les fondements mêmes de la civilisation, sont attaqués.

Le "nouvel ordre mondial", que le père de George Bush avait proclamé après 1989, après le déclenchement de la guerre contre le peuple irakien, avait apporté les guerres, les suppressions d'emplois et la politique destructrice de déréglementation et de privatisation, de démantèlement social. Il a livré des peuples entiers à la famine et à la misère.

Sous la pression de l'aggravation de la crise de ce système, il s'agit maintenant, pour l'impérialisme américain, d'une nouvelle offensive militaire mondiale, d'une guerre économique pour le pétrole, pour les ressources minières, pour les marchés et, en général, pour apporter une nourriture fraîche aux grands instituts américains de la finance et de la spéculation, pour la

domination militaire et politique de l'impérialisme américain, qui est en train de transformer le monde en son protectorat ; il s'agit d'une guerre sociale contre les acquis sociaux et démocratiques de la classe ouvrière, de la destruction massive des emplois productifs.

Schröder lui-même démasque les objectifs de sa manœuvre quand il justifie contre les adversaires de la guerre la nécessité de l'engagement militaire en arguant que c'est le seul moyen de préserver les intérêts allemands dans le nouvel ordre mondial naissant, face "au partenaire américain".

Le porte-parole des Etats-Unis dans le gouvernement Schröder, K. D. Voigt (SPD), l'a dit encore plus crûment :

"En Amérique, ne peut jouer un rôle que celui qui fait ses preuves comme partenaire... Maintenant, comme partenaire militaire."

Finalement, dit Schröder, "l'Allemagne unifiée, souveraine, assume ainsi sa responsabilité accrue dans le monde".

Gerhard Schröder entraîne l'Allemagne dans cette guerre, où elle est condamnée au rôle de supplétif des Etats-Unis, pour garantir à l'impérialisme allemand les restes que lui laissera le "partenaire" américain.

UNE GUERRE SOCIALE CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE MONDIALE

Tous les gouvernements utilisent le 11 septembre et la guerre pour aggraver brutalement les attaques contre les intérêts vitaux des travailleurs et des jeunes.

Cela commence aux Etats-Unis mêmes : depuis le 11 septembre jusqu'au début de novembre, plus de 600 000 travailleurs ont été licenciés. Le programme de 130 milliards de dollars de Bush, prévus avant tout, prétendument, pour les victimes de la crise et pour la défense des emplois, va en fait, sous forme de subventions et d'allègements fiscaux, dans les caisses des

banques, des trusts et des spéculateurs, qui, en échange, licencient massivement.

Le *New York Times* (29 octobre) écrit :

"(...) Au lieu d'encourager les profiteurs de guerre ou d'exonérer d'impôts ceux qui n'en ont pas besoin, on devrait plutôt adopter un réel programme de conjoncture, qui devrait commencer par payer des allocations de chômage décentes et une aide sociale aux centaines de milliers d'Américains licenciés depuis le 11 septembre..."

Une vague de destructions d'emplois submerge le pays. Elle s'accompagne du chantage à la modération salariale et à la révision des conventions collectives. Dans une campagne publique, Gerhard Schröder exhorte les syndicats à modérer leurs revendications, à faire preuve de "sens des responsabilités pour l'ensemble de l'économie", "face aux nouveaux défis du terrorisme international".

Quel travailleur, quel syndiqué, quel social-démocrate peut accepter que Schröder dénie aux syndicats leur mandat et leur caractère de défenseurs indépendants des intérêts des travailleurs ? Qu'il veuille — répondant à la pression qu'exercent depuis longtemps le gouvernement américain, le FMI et l'Union européenne — leur faire jouer le rôle d'organiseurs de suppressions "socialement supportables" d'emplois, de destructeurs des conventions collectives nationales et des systèmes de Sécurité sociale, comme le système solidaire des retraites, pour livrer les cotisations ouvrières à la spéculation par le biais des fonds de pension ?

Ce qui reste de la puissance industrielle de l'impérialisme allemand, le second impérialisme du monde, et les acquis élevés des travailleurs qui y sont liés sont au centre des attaques du capital financier international sous la domination des Etats-Unis. Avec la loi sur l'exonération des cessions de participations d'entreprises par les banques, assurances et sociétés, loi qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2002, Schröder a créé les conditions pour soumettre la production au capital financier spéculatif.

DÉVALORISATION DE LA FORCE DE TRAVAIL

Ce qui menace ainsi, c'est une seconde opération de dévastation industrielle, après celle des privatisations destructrices en Allemagne de l'est après 1989.

Cette destruction massive d'emplois productifs va de pair avec la déréglementation et la flexibilisation de toutes les conditions de travail et des conventions collectives nationales. Il s'agit d'augmenter la productivité sur la base de l'aggravation de l'exploitation, de la dévalorisation brutale de la force de travail.

Ce qui menace, c'est une baisse inouïe du pouvoir d'achat ouvrier, une destruction massive de la force productive du travail vivant. Tel est le prix de la survie du système pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

La dévalorisation brutale de la force de travail engendre une pression supplémentaire sur les systèmes sociaux. Des mesures toujours nouvelles accélèrent le processus de privatisation du système public de santé. La loi dite "job-aqtiv" apporte une nouvelle limitation à la protection contre le chômage et une extension du travail précaire.

Les 3 milliards de deutschemarks pour le financement immédiat et direct des actions militaires ont déjà été prélevés en augmentant les impôts sur la consommation de la population laborieuse.

On "découvre" maintenant un déficit de plus de 30 milliards de deutschemarks dans le budget du prochain semestre. C'est en fait le coût de la guerre, militaire, économique et sociale, qui vient de commencer.

Le gouvernement saisit ce prétexte pour accélérer brutalement les privatisations et la déréglementation dans les services publics, pour liquider l'administration et la démocratie communales.

Les milliards sont là pour financer la guerre, ils manquent pour les écoles, les hôpitaux, les infrastructures sociales, dans les communes.

L'EST EST MENACÉ DE RUINE

Mais à Berlin et en Allemagne de l'est — après les privatisations et la liquidation catastrophiques de l'industrie —, ces organismes et ces acquis du service public et des infrastructures sociales publiques sont les bases de l'existence de très larges couches ouvrières. Ces acquis liés à la propriété sociale ont été pour l'essentiel défendus jusqu'à maintenant par l'ensemble des travailleurs. Ce sont les bases constitutives de l'unité sociale de l'Allemagne.

Douze ans après la chute du Mur et du régime du SED, renversés par le mouvement révolutionnaire des travailleurs et des jeunes, douze ans après l'unification de l'Allemagne, la volonté de Schröder est que l'Allemagne unie et souveraine "*assume sa responsabilité accrue dans le monde*" en participant à l'expédition militaire mondiale de l'impérialisme américain, à l'assassinat de peuples innocents, à la destruction sociale, en foulant aux pieds le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

Douze ans après l'unité, le gouvernement à direction social-démocrate, répondant aux exigences de la crise de "l'économie capitaliste de marché", du système de la propriété privée des moyens de production, s'engage sur la voie de l'anéantissement des conditions sociales et démocratiques de l'unité allemande.

UNE VOIE DÉSASTREUSE

Après 1989, le gouvernement Kohl a repris des mains du peuple travailleur l'initiative de l'unification de l'Allemagne et l'a placée dans le cadre de l'extension de la propriété privée des moyens de production à toute l'Allemagne. Mais l'évolution a montré que le système de la propriété privée, "l'économie de marché", est incapable d'offrir un cadre à l'unité allemande sur une base démocratique et sociale. Aujourd'hui, "*l'est est au bord de la faillite*". La nouvelle expédition mili-

taire, qui est un produit de la crise de ce système, peut entraîner toute l'Allemagne unifiée dans un désastre.

Dans les conditions nouvelles créées par le 11 septembre, l'extension de l'Union européenne à l'est va mener à un déchaînement des privatisations et de la déréglementation dans l'est de l'Europe, et à la formation d'une armée de millions de chômeurs. Cela servira de levier pour faire exploser les systèmes de Sécurité sociale et les garanties fixées dans la loi et dans les conventions collectives pour la protection de la force de travail en Allemagne.

En se décidant pour la guerre — qui est une guerre sur tous les terrains et sous toutes les formes —, le gouvernement Schröder s'est engagé sur une voie désastreuse. Il faut la barrer.

La défense des intérêts vitaux des travailleurs et de la jeunesse, la lutte pour la défense et le rétablissement des acquis sociaux, des conventions collectives nationales, de l'indépendance des syndicats, pour la défense et le rétablissement des emplois et des salaires, du système de Sécurité sociale, ainsi que des services publics, ne peut pas être menée sans la lutte contre la guerre.

La IV^e Internationale, l'ISA n'ont pas d'intérêts distincts de ceux de l'ensemble

de la classe ouvrière. Nous faisons nôtres les revendications mises en avant dans les grandes manifestations contre la guerre, les revendications avancées par les syndicats et des milieux sociaux-démocrates. Elles expriment un profond rejet de la guerre par la population de toute l'Allemagne :

— **Non à la guerre !**

— **Pas de soldats allemands en territoire étranger !**

— **Défense de l'indépendance syndicale !**

— **Défense des emplois, des acquis sociaux et des droits ouvriers !**

— **Pour la défense de la démocratie, pour la paix !**

La préparation de la conférence internationale contre la déréglementation et pour les droits ouvriers, en février 2002, à Berlin, donne un cadre qui aide à mener la lutte pour ces revendications.

Berlin accueillera les délégués du monde entier qui veulent s'associer dans cette lutte pour les droits ouvriers et contre la guerre.

Novembre 2001

LA VERITE**Bulletin d'abonnement**

Un an, 4 numéros : 18,30 euros (120 francs)

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre d'APIO à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Après l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Par Olivier DORIANE

La Chine vient d'intégrer l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'accord le permettant a été contresigné au lendemain des attentats du 11 septembre, les 14 et 15 septembre 2001 exactement. Il fut ensuite entériné lors du sommet de l'OMC à Doha, le 10 novembre, pour être exécutoire dès janvier 2002.

Cet accord conclut quinze ans de négociations menées sous la houlette des dirigeants américains.

Il y a deux ans, au moment où était annoncé l'accord entre les Etats-Unis et la Chine sur l'entrée dans l'OMC, un économiste américain, Rich Baum, soulignait :

“L'OMC est un levier (...) pour ouvrir le système. On n'est pas parvenu à réformer en partant du sommet. On n'est pas parvenu à réformer en partant de la base. Alors, on réforme en partant de l'extérieur.”

Ce que confirme un économiste chinois officiel, Mao Yushi :

“En acceptant les règles de l'OMC, nous acceptons que les étrangers nous

aident à réformer. Cela aurait été trop difficile de le faire seuls.”

Cela correspond partiellement à la réalité. Il est exact que l'accord Chine-OMC vise à mener à son terme la “réforme” lancée il y a plus de vingt ans par le régime chinois : convertir la Chine à l'économie de marché. C'est-à-dire détruire la propriété sociale issue de la révolution de 1949. Il est exact que cette “réforme” trouve son origine à l'extérieur de la Chine. Il est exact que les sommets y étaient (et y sont) favorables. Mais ce qui n'est pas dit, c'est pourquoi ils n'y sont pas parvenus.

Parce qu'à chaque étape, elle s'est heurtée à la résistance de la classe ouvrière et du peuple chinois.

En 1989, le mouvement de mai-juin voyait la classe ouvrière se dresser contre les conséquences des dix premières années de réformes : privatisations, licenciements, vie chère, corruption... La brutale répression — soutenue hypocritement par tous les gouvernements du monde — permettra à la bureaucratie de poursuivre sa politique de réformes. Mais la résistance de la classe ouvrière chinoise ne cessera pas : grèves, manifestations, tentatives de constituer des organisations indépendantes jalonnent la décennie allant de 1990 à 2000, interdisant à la bureaucratie d'achever les "réformes", et en particulier lui interdisant de liquider jusqu'au bout les entreprises d'Etat.

Les militants chinois qui combattent pour construire des syndicats indépendants publient régulièrement, en chinois et en anglais, ces informations sur les manifestations et grèves ouvrières. La "Commission internationale d'enquête du mouvement ouvrier contre la répression en Chine" publie, en français, tous les quinze jours, une *Lettre d'information* avec des documents semblables. La presse officielle elle-même est amenée à laisser filtrer des informations. Pour ne citer qu'un exemple, début novembre, le journal *Zhongguo Xinwen Zhoukan* écrit en termes mesurés :

"Des relations sociales difficiles ont fait s'accumuler une tension considérable, qui, en ce moment, est en train de se libérer par différents biais. La nette augmentation du nombre de conflits du travail (recensés par l'administration) en est la manifestation la plus directe. En 1993, l'agglomération de Shenzhen (qui abrite un grand nombre d'usines travaillant pour l'industrie d'exportation au sud de la Chine) recensait 209 affaires de ce genre, alors qu'il y en eut plus de 12 000 pour l'année 2000. Au Jiangsu (est de la Chine), les services provinciaux du ministère du Travail et de la Sécurité sociale ont eu à traiter 26 776 dossiers de litiges opposant salariés et employeurs, soit une augmentation de 50 % par rapport à 1999.

Un fonctionnaire travaillant dans les services pékinois du ministère (qui ne souhaite pas dévoiler son identité) nous a par ailleurs indiqué que les conflits opposant collectivement des travailleurs

à leur employeur étaient en nette progression."

C'est dans ces conditions que se prépare un choc d'une ampleur dont personne ne peut mesurer les conséquences.

"JUSQU'À 50 MILLIONS DE CHÔMEURS"

Dans une contribution soumise à la conférence internationale de Berlin contre la déréglementation, un militant chinois fournit les indications suivantes :

"Un rapport officiel de 1999 prévoyait que, dans les sept années à venir, les modifications de la structure des emplois en Chine seraient les suivantes :

— Agriculture : suppression de 9,662 millions d'emplois, soit - 3,6 % ;

— Industries de pièces détachées : suppression de 582 000 emplois, soit - 2,5 % ;

— Industrie automobile : suppression de 498 000 emplois, soit - 14,5 % ;

— Industrie alimentaire : création de 168 000 emplois, soit + 2,1 % ;

— Industrie textile : création de 2,825 millions d'emplois, soit + 23,6 % ;

— Industrie de l'habillement : création de 2,61 millions d'emplois, soit + 52,3 % ;

— Industrie de services : création de 2,664 millions d'emplois, soit + 2,1 % ;

— Bâtiment-construction : création de 928 000 emplois, soit + 2,2 %.

L'un dans l'autre, était prévue la suppression de 1,54 million d'emplois, sans compter les pertes dans les secteurs moins touchés (...).

Des chercheurs ont estimé à 19,2 millions le nombre d'emplois perdus dans 25 secteurs industriels. Un journaliste du South China Morning Post ayant été jusqu'à prédire 50 millions de chômeurs."

La presse américaine est explicite ; le *Washington Post* (13 novembre) écrit :

“L’adhésion à l’OMC va restreindre les revenus des paysans, faire s’écrouler les entreprises et banques d’Etat, faire monter le taux de chômage, accélérer les migrations vers les villes déjà surpeuplées et élargir le fossé entre les riches et les pauvres.”

Un autre article de ce journal note :

“La Chine dispose d’une force rurale de 500 millions de personnes, et beaucoup d’économistes estiment que le pays aura besoin de la moitié de ce nombre.”

Le journal patronal français *Les Echos* relève :

« Zhu Rongji, le Premier ministre, a prévenu que l’entrée de la Chine à l’Organisation mondiale du commerce allait entraîner des réformes indispensables et très certainement douloureuses pour la population. Dans un rapport publié le 13 décembre, la Banque mondiale étaye les propos du chef du gouvernement en soulignant que la Chine est globalement peu compétitive par rapport à ses concurrents internationaux et va devoir relever rapidement un certain nombre de défis (...).

Selon les calculs des experts de la Banque mondiale, pas moins de 80 millions de personnes à la recherche d’un premier emploi vont arriver sur le marché du travail au cours des dix prochaines années. A ce total vont s’ajouter les agriculteurs contraints à la reconversion, les chômeurs victimes des restructurations industrielles, ainsi que les catégories professionnelles mises en retraite anticipée, à la recherche d’un autre emploi.

Or l’insertion de la Chine dans l’OMC va surtout profiter aux postes à faible coût de main-d’œuvre, dans la mesure où le pays va devenir pour un temps une plate-forme de délocalisation pour les pays développés.

(...) Les changements auxquels doit s’atteler la Chine doivent déboucher sur “une plus grande productivité du travail”. Cela suppose de “rendre le marché du travail plus flexible”. »

L’OMC a en effet pour fonction de contraindre à l’ouverture progressive des frontières commerciales, à la suppression des taxes douanières (tout sera aboli ou

presque en 2005), d’organiser l’ouverture des secteurs protégés aux appétits des multinationales, de liquider les monopoles publics.

L’économie chinoise, telle qu’elle s’est constituée, s’est développée sur la base de la propriété sociale. Elle a été protégée par le monopole du commerce extérieur, au travers duquel s’effectue encore l’essentiel des relations avec le marché mondial.

“ON LE FAIT EN RAISON DES COÛTS DU TRAVAIL TRÈS BAS”

Bien entendu, des brèches ont été ouvertes. Mais la vie de centaines de millions de travailleurs et de paysans chinois reste structurée sur l’existence de la propriété sociale.

L’entrée dans l’OMC, c’est essayer de détruire le cadre dans lequel s’est constituée l’économie nationale. Ce qui signifie détruire toutes les conditions d’existence de l’économie chinoise, ouvrant la voie à la dislocation de la nation par la mise en concurrence des provinces chinoises et en facilitant les migrations en masse des paysans chassés de leurs terres pour servir de main-d’œuvre à bon marché...

Les investissements étrangers qui s’accroissent en cette fin d’année 2001 s’effectuent d’ailleurs ouvertement au nom de ce critère des coûts :

- Hitachi annonce le 23 octobre un investissement de 818 millions de dollars (environ 6 milliards de francs) en Chine, sur cinq ans, en raison de coûts du travail plus bas qu’au Japon.

- Alcatel achète la majorité de Shanghai Bell pour 312 millions de dollars (environ 2,2 milliards de francs) et la société deviendra un des deux grands équipementiers de télécoms en Chine (23 octobre).

- Emerson, équipementier américain d’électricité, achète le 22 octobre Avansys, filiale de l’équipementier

Huawei Technologies basé à Shenzhen, pour 750 millions de dollars (environ 5,5 milliards de francs).

- Hitachi, Toshiba et Otsuka installeront en novembre une coentreprise avec des partenaires chinois (50-50) pour développer des logiciels. “*On le fait en raison de coûts du travail très bas*”, dit un officiel de Otsuka.

- Motorola annonce le 7 novembre qu’il va investir 6,6 milliards de dollars (environ 50 milliards de francs) sur cinq ans en Chine (3,4 milliards de dollars investis depuis 1992). Il finance aussi en Chine des écoles, des bourses d’études, etc. Ce développement de la production en Chine (il y possède déjà dix usines et 8 “joint-ventures”) participe de la réduction des coûts, au même titre que la suppression de 39 000 emplois depuis décembre dernier dans ses usines d’autres pays.

Peut-on indiquer plus clairement que cet accord concerne la classe ouvrière internationale dans son ensemble ?

Que cet accord s’inscrive comme une des pièces du dispositif visant à la mise en œuvre du protectorat américain, cela se mesure sous de nombreux aspects. On sait la place occupée par la question du gaz dans le développement de la guerre en Afghanistan. Le transport du gaz de l’Asie centrale vers l’océan Indien passe par ce pays. Ces questions touchent également la Chine.

D’une part, l’installation des armées américaines en Afghanistan, au Turkménistan, matérialise une présence américaine permanente aux frontières de la Chine. Dès le 27 septembre, un diplomate américain a passé une quinzaine de jours dans le Xinjiang, région autonome de l’ouest de la Chine, qui jouxte Inde, Pakistan et trois républiques de l’ex-URSS, pour discuter du rapport entre la question des minorités nationales et la politique de développement de l’ouest de la Chine, mise en œuvre par les autorités chinoises en collaboration avec la Banque mondiale, en particulier l’exploitation du gaz. Il faut savoir que le plan quinquennal annoncé en mars à l’Assemblée nationale populaire comprend la construction d’un gazoduc

reliant le Xinjiang à Shanghai (desservant éventuellement la Corée et le Japon) pour un montant de 4,8 milliards de dollars (37 milliards de francs).

L’enjeu, ce sont deux gisements de gaz naturel non exploités (bassins de Tarim et de Tamfon). Cela au moment où, avec l’ouverture de la Chine aux multinationales, le pays va perdre le contrôle de son secteur énergétique.

En janvier 2001, a été annoncée la déréglementation du secteur de l’énergie : le State Power Corp., qui détient le monopole de l’énergie électrique, va arrêter la production et la transférer à des “acteurs indépendants” (sauf 10 % pour la sécurité nationale). Le State Power Corp. se contentera de la régulation et de la distribution. Des programmes pilotes de déréglementation ont déjà été mis en place dans les provinces du Zhejiang et du Shandong, et à Shanghai.

LA BUREAUCRATIE BRADE LES RICHESSES DU PAYS

Un récent rapport du ministère américain du Commerce énumère les mesures qui ont été prises secteur par secteur, pour adapter l’économie chinoise à l’entrée dans l’OMC, tout en en soulignant les limites, les difficultés et les contradictions. L’accession à l’OMC apparaît aux investisseurs étrangers comme pouvant leur permettre dès maintenant d’augmenter considérablement leurs investissements et leurs activités dans des domaines qui, jusqu’alors, leur étaient fermés.

Le secteur pétrolier est, lui aussi, devenu un élément majeur de la pénétration capitaliste.

Dès le printemps 2000, les autorités chinoises ont ouvert 10 % du capital de Pétrochina (désormais coté aux Bourses de New York et de Hong-Kong) et le capital de Sinopec (la deuxième compagnie pétrolière d’Etat) a été ouverte à hauteur de 15 % à l’automne 2000.

Les grandes compagnies pétrolières ont répondu positivement : BP Amocco a acheté 20 % des actions de Pétrochina mises sur le marché, et Shell et Exxon Mobil, 14 % et 20 % respectivement des actions de Sinopec. Cela s'accompagne de la constitution de joint-ventures dans le secteur pétrochimique. Ainsi, Royal Dutch Shell a signé un accord pour une joint-venture d'une valeur de 4,3 milliards de dollars avec des entreprises chimiques chinoises.

Ne sommes-nous pas fondés à dire que la bureaucratie de Pékin brade une grande partie des richesses du pays aux multinationales ?

Et comme une donnée de la situation mondiale, on voit poindre les questions "ethniques". Dans sa discussion sur la question nationale, le Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale intégrera, bien sûr, la Chine. Notons seulement, dans les limites de cette contribution, que, dans son discours consacré au 80^e anniversaire du PCC, Jiang Zemin ne cesse d'évoquer la "Chine multiethnique", ou encore que, fort opportunément, le Parlement européen accueille un séminaire consacré aux droits des minorités "après un demi-siècle d'occupation communiste" dans le Turkestan oriental. En fait, il s'agit du nom ancien de la région autonome chinoise du Xinjiang.

Le tracé du gazoduc vers la mer de Chine dessine-t-il, comme c'est le cas dans le monde entier, la carte des conflits à venir ? La Chine a construit son unité nationale dans une longue lutte séculaire. Celle-ci n'a pu finalement être achevée que par la révolution de 1949.

La jeter dans des "conflits ethniques" pourrait, au vu de l'histoire et de la réalité nationale, sembler difficile. Mais les exigences de la décomposition du régime de la propriété privée des grands moyens de production sont sans limite. Le pillage de la Chine nécessite sa destruction. La destruction de la classe ouvrière chinoise adossée à la propriété sociale nécessite l'éclatement du pays.

Le 11 septembre a marqué un tournant dans les relations entre les sommets de la

bureaucratie chinoise et le gouvernement américain. Le gouvernement chinois a apporté un soutien sans faille à l'intervention militaire américaine, tant dans son discours que dans ses votes au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale de l'ONU.

Le 19 octobre, Bush déclare :

"Je crois que les Etats-Unis et la Chine peuvent accomplir beaucoup s'ils combattent ensemble le terrorisme."

Jiang Zemin acquiesce :

"La Chine est prête à des efforts conjoints avec les Etats-Unis pour développer des relations constructives de coopération (...). Nous avons un point de vue consensuel sur des problèmes importants tels que les relations USA-Chine, le combat contre le terrorisme et la sauvegarde de la paix et de la stabilité dans le monde."

Le 26 octobre, lors de la conférence de presse commune Bush-Jiang Zemin, il est expliqué :

"Il y a un engagement ferme du gouvernement chinois à coopérer sur les questions de renseignements et sur l'interdiction du financement d'organisations terroristes."

Au même moment, F. Smith, P-DG de FedEx, expliquait en marge du sommet de l'APEC :

"Après le 11 septembre, il ne viendrait à l'esprit de personne de jeter l'opprobre sur les violations des droits de l'homme en Chine, avec tous les problèmes que les Etats-Unis ont à affronter (...). Au plan du commerce, ce qui n'était pas possible avant le 11 septembre l'est désormais."

La pression américaine s'accroît dans tous les domaines.

CRISE OUVERTE AU SOMMET DE L'APPAREIL

Dans ces conditions, la crise dans les sommets de l'appareil apparaît au grand jour. Certes, les luttes de fractions ont

marqué l'histoire du PCC et de l'appareil d'Etat depuis plus de cinquante ans, en relation avec le mouvement des masses et la nécessité d'y répondre. Cela fut le cas lors de la période dite des Cent Fleurs, en 1958, lors de la "Révolution culturelle" (1966-1968).

Cette dernière voit la fraction Mao utiliser une mobilisation contrôlée des masses contre une autre fraction. Cependant, l'ensemble de la bureaucratie fera corps contre les ouvriers et les Gardes rouges quand ceux-ci, par leur propre mouvement, remettront en cause le pouvoir de la bureaucratie lui-même. La répression sera sanglante. A la veille de mai-juin 1989, après dix ans de réforme et d'ouverture, des confrontations ont lieu d'huis clos dans les sommets de l'appareil.

Aujourd'hui, les fractures ont lieu au grand jour depuis plusieurs mois. Selon un militant chinois,

"un premier regroupement se présentant comme la gauche du PCC s'est constitué au début des années 1990 après le discours de Deng Xiaoping de 1992, confirmant trois ans après la répression de Tiananmen l'ouverture du pays et décrétant la marche à la privatisation des entreprises d'Etat. Cette gauche se scindera en deux parties par la suite. L'une se référant au maoïsme et au passé du PCC (elle est présentée comme celle des dogmatiques), et une autre. En novembre 1999, lorsque le Premier ministre, Zhu Rongji, a signé un accord préliminaire avec les Etats-Unis sur l'OMC, il a été accusé d'avoir vendu le pays et le bureau politique a dû organiser une tournée pour calmer les esprits."

Au moment de l'accident de l'avion espion américain qui a été gardé en Chine, il est évident que plusieurs positions se sont développées dans les sommets de l'appareil. Le site Internet qui recueillait les déclarations contre les Etats-Unis a reçu plus de huit cents pages de textes publics, avec des commentaires du style :

"La Chine est lâche. Le président Jiang doit démissionner. Le peuple chinois n'acceptera pas cela."

Ces sites sont tolérés ou interdits, selon des décisions prises au sommet de la

bureaucratie. Or, alors que *Le Quotidien du peuple* se félicitait que la Chine eut contraint les Etats-Unis "à changer leur attitude grossière et déraisonnable, et à s'excuser auprès du peuple chinois", pendant plusieurs semaines, a pu s'exprimer sur ces sites le rejet de la décision prise de libérer les soldats américains.

Il est évident, par ailleurs, que l'arrestation des militaires américains était, de la part d'un secteur de la bureaucratie, une volonté de défier l'impérialisme américain au moment où se menaient les négociations définitives sur l'entrée dans l'OMC.

"NOUS APPROCHONS DU NIVEAU D'ALARME"

Au même moment, un rapport interne au comité central du PCC était rendu public. Il émanait du secteur à l'organisation du PCC. On y lisait que les relations entre le Parti et les masses étaient tendues et que les conflits étaient en hausse.

"L'entrée de notre pays dans l'OMC va faire grandir les pressions et les dangers. Nous pouvons prévoir que, dans la prochaine période, le nombre d'incidents va se développer, faire un bond, menaçant sérieusement la stabilité sociale et menaçant même la poursuite de l'implémentation des réformes et de l'ouverture. Nous approchons du niveau d'alarme."

C'est bien là le problème. Ce rapport de 308 pages a été édité à Pékin et fut disponible en librairie pendant un temps.

La presse capitaliste internationale mesure elle aussi le danger. *The Economist* (15 septembre 2001) écrit :

« Bien que certains changements économiques indispensables pour préparer l'affiliation de la Chine ont déjà été opérés, il reste une restructuration considérable et douloureuse à réaliser, avec le risque d'un mécontentement croissant de la population (...). Les dirigeants chinois ont déjà eu un bref aperçu des dangers d'un choc en retour. En mai 1999, après le bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade, dans les foules en colère qui se rassemblaient autour des ambas-

sades occidentales en Chine, il y avait des rumeurs de protestation contre les concessions faites par Zhu Rongji pour assurer l'entrée de la Chine dans l'OMC. Dans des réunions à huis clos, certains responsables le désignèrent même comme un traître à cause de ses concessions aux Américains (...). Pourtant, en novembre 1999, la Chine aboutit à un accord avec les Américains, qui contenait justement les concessions pour lesquelles M. Zhu avait été critiqué (...).

L'année dernière, le livre d'un jeune économiste pékinois, Han Deqiang, intitulé *La collision, le piège de la mondialisation et le vrai choix de la Chine, attire l'attention sur ce qu'il considérait être les pièges de l'appartenance à l'OMC. M. Han pense que beaucoup de Chinois n'évaluent pas les risques encourus du fait "d'une foi dans les forces du marché". M. Han accuse les Etats-Unis d'un complot visant à utiliser l'appartenance à l'OMC comme un moyen de contrôler l'économie chinoise et d'accélérer son "occidentalisation".*

Jun Ma, un économiste de la Deutsche Bank, considère que 1,6 million de paysans chinois seront jetés hors de leur travail chaque année pendant les cinq ans à venir, comme résultat de l'entrée dans l'OMC (...).

Le danger, c'est qu'en Chine, après qu'elle aura rejoint l'OMC, il y aura une tendance croissante parmi les Chinois à désigner l'OMC comme responsable des souffrances causées par les restructurations, que cela soit ou non le cas. »

Le dernier comité central du PCC du mois d'octobre est révélateur des tensions dans les sommets de l'appareil. Un article de la *Far Eastern Economic Review* résume les débats en cours depuis des mois :

"La direction du Parti communiste a rejeté le plan de son secrétaire général, Jiang, d'ouvrir le Parti aux capitalistes et aux entrepreneurs."

Cet article fait référence à la Révolution culturelle, où les masses appelées à critiquer une fraction de la bureaucratie ont été amenées par leur mouvement à critiquer toute la bureaucratie et l'ensemble de l'appareil du PCC.

Notons également que, au cours de ce comité central, Jiang Zemin n'a pas réussi

— une fois encore — à faire entrer ses protégés au sommet de l'appareil.

"Il semble que le président continue à éprouver de sérieuses difficultés à promouvoir des hommes à lui dans l'organe suprême du parti", note un journal de Hong-Kong. Relevons encore que Qiao Shi, ancien chef des services secrets et ministre de l'Intérieur, puis président de l'Assemblée populaire nationale, qui avait été démis brutalement au XV^e Congrès, fait son retour dans les cercles de discussion. Il semblerait d'ailleurs qu'il y ait plusieurs centres de décision, en tout cas de discussion, de manière quasi officielle.

Ainsi, lors du traditionnel séminaire d'été du bureau politique, au mois d'août, à Beidahe, un autre groupe de dirigeants du PCC se réunit ouvertement à la même date dans un autre lieu. La lutte entre les fractions prend différentes formes. Selon la *Far Eastern Economic Review*, le régime a ordonné la fermeture de deux journaux porte-parole de la gauche : *La Poursuite de la Vérité* et *L'Indomptable*. Cela au moment même où le président Jiang Zemin annonçait sa volonté d'accueillir des chefs d'entreprise dans le parti communiste. De fait, la crise aujourd'hui est différente et en un sens plus profonde que celle de 1989, sans parler des crises précédentes. Avec l'entrée dans l'OMC, c'est l'existence même de la Chine qui est en jeu. La destruction de l'économie nationale aura des conséquences incalculables pour le peuple chinois, mais également pour une partie de la bureaucratie.

Dans sa relation avec l'Etat chinois, tout autant lorsqu'il entretient avec lui des relations "de coopération" que lorsqu'il le menace, l'impérialisme poursuit ses propres fins : la liquidation de la propriété sociale, c'est-à-dire des fondations mêmes de l'unité et de la souveraineté de la Chine. Cela même lorsque ses intérêts l'amènent à ménager la bureaucratie pour préserver la stabilité de la Chine et du continent comme facteur majeur de l'équilibre mondial. En d'autres termes, inexorablement et en s'appuyant sur la bureaucratie, l'impérialisme poursuit une œuvre de destruction. C'est ce qui entraîne une crise dans la bureaucratie elle-

même, à tous les niveaux, en relation avec la résistance ouvrière.

Est-ce que cette crise dans l'appareil s'orientera de manière ouverte vers des processus de résistance effective à l'intégration dans l'OMC ?

Le refus de voir le pays, la nation, constituée dans la lutte révolutionnaire du peuple chinois, vendue à l'impérialisme américain, dépecée, entraînera-t-il des oppositions organisées ? Quelles formes prendront-elles ?

Il est trop tôt pour le dire. Mais la question est posée. La IV^e Internationale, pour sa part, est prête à l'unité d'action avec tous ceux qui refusent effectivement, dans la pratique, la destruction de la propriété sociale, la privatisation, l'éclatement de la Chine. Pour elle, cela est inséparable de la lutte pour la démocratie, pour les droits des travailleurs à s'organiser par eux-mêmes.

UNE QUESTION CENTRALE : L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Le combat pour la défense de la propriété sociale contre les privatisations, pour la défense de la force de travail elle-même, pose la question centrale de l'organisation de la classe ouvrière.

“La police secrète surveille de près les mouvements de activistes, de peur qu'ils ne mettent sur pied un réseau organisé national, explique un militant chinois. Nous ne travaillons que comme consultants, car il est trop sensible de s'organiser. Nous faisons de la recherche sur la situation des ouvriers et cherchons des solutions. Nous n'aidons que les ouvriers qui le demandent ; s'ils ne demandent rien, il est préférable de garder nos distances avec eux.”

Cette question de l'organisation et de la jonction avec les ouvriers est, en effet, au cœur de toutes les inquiétudes affichées des services de police.

La place de la classe ouvrière chinoise est ainsi soulignée. Cela ramène à un pro-

blème fondamental. En définitive, l'expression “chinoise” de l'affrontement mondial entre révolution et contre-révolution (c'est-à-dire entre le système mondial d'exploitation capitaliste en décomposition — impérialisme — et la classe ouvrière), affrontement qui entre dans une nouvelle phase, c'est : révolution politique ou contre-révolution sociale poussée jusqu'au bout. La préservation des conquêtes de la révolution chinoise, de l'unité et de la souveraineté de la Chine passe par l'action révolutionnaire des travailleurs se mobilisant à partir de la défense de leur droit à l'existence comme classe.

C'est à partir de la défense des emplois, des salaires, de l'existence même des entreprises, de l'opposition pratique aux privatisations, qui est en même temps une opposition à l'arbitraire bureaucratique, posant les questions de la démocratie, d'une représentation et d'une organisation indépendante des travailleurs, que la classe ouvrière peut sauver le pays de la catastrophe qui s'annonce.

LES ONG APPARAISSENT

Dans un échange de lettres entre militants, une question a été posée : celle du développement des ONG :

« La Chine arrive à un tournant. La signature de l'accord Chine-OMC va avoir des conséquences catastrophiques pour le peuple chinois. Ceux qui ont vécu sur le dos des conquêtes de la révolution chinoise, en parasitant la propriété sociale, vivent, aujourd'hui, de la destruction de ces conquêtes. Ils vendent littéralement le pays.

Les multinationales — américaines en premier lieu — vont avoir portes ouvertes pour exploiter le peuple chinois. Elles choisiront les régions, les villes, organiseront la compétition entre les diverses parties du pays pour faire baisser, partout, le coût du travail, disloquant par là la nation elle-même.

Quelles conclusions pratiques faut-il en tirer ?

Que, plus que jamais, seule la classe ouvrière chinoise, en se défendant elle-

même, défendra le pays face à la catastrophe programmée par les spéculateurs et leurs alliés qui campent au sommet de l'appareil d'Etat chinois.

Les travailleurs et les paysans chinois n'ont pas dit leur dernier mot. La résistance est quotidienne. La question centrale est celle de l'organisation des travailleurs chinois. Vont-ils, dans la tempête qui s'annonce, disposer d'organisations à eux ? La classe ouvrière n'est rien sans organisation, sans syndicat, sans parti.

Les rythmes s'accélèrent. C'est maintenant qu'il faut poser ces questions.

A l'échelle internationale, tout le monde cherche à persuader la classe ouvrière qu'elle doit renoncer à s'organiser, que tout cela est du passé, les représentants des institutions internationales, de la Banque mondiale, les gouvernements, que tout le monde doit trouver sa place dans une mondialisation inéluctable.

Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, affirme :

“Les sociétés ne peuvent pas réussir quand des secteurs significatifs perçoivent leur fonctionnement comme injuste.”

De là, découle leur offensive pour tenter d'associer les organisations des travailleurs à l'accompagnement des plans de la mondialisation.

Le représentant de la Banque mondiale, Wolfensohn, déclare :

« Le rôle de la “société civile” est de donner aux gens la possibilité de participer activement à la définition, à la conception et à la mise en œuvre des projets et des prêts de la Banque mondiale, de leur permettre de comprendre ce qu'est la participation à des prêts d'ajustement structurel. »

Le rapport de la Banque mondiale pour l'année 2000-2001 précisait cette stratégie :

“S'agissant des divisions sociales, on peut les atténuer en mettant les parties adverses en présence dans le cadre de forums formels et informels, et en canalisant les énergies par le biais des processus politiques, plutôt que de leur laisser l'affrontement comme seul exutoire.”

Et l'impérialisme a ses relais. On l'a vu à Porto Alegre, le Forum social mondial se situe dans ce cadre. Les innombrables réseaux présents, les ONG financées par la Banque mondiale ont indiqué qu'il fallait que la “société civile” prenne sa place dans le débat de la mondialisation.

Demain — en fait, aujourd'hui — en Chine, la question est de savoir si les travailleurs auront leur organisation à eux pour pouvoir parler, ou si des “réseaux” parleront au nom, et à la place, des travailleurs.

Dans la période qui s'ouvre, l'impérialisme et les corrompus de Pékin, pour faire face à la montée ouvrière et pay-sanne, proposeront aux réseaux de s'inscrire dans la “conception et la mise en œuvre des projets”. Les ONG vont se développer.

Elles ont comme caractéristique d'être construites par en haut, de l'extérieur, avec l'argent des institutions internationales. Et par là, on cherche à interdire aux travailleurs de disposer de leur propre organisation.

Personne n'a le droit de parler au nom des travailleurs, si ce n'est les représentants dûment mandatés et contrôlés par les travailleurs eux-mêmes.

Ne pas poser aujourd'hui de manière pratique, concrète, la question des syndicats indépendants, c'est laisser la place libre pour les réseaux et les ONG. »

Ce problème devient aujourd'hui pressant. Présentant un rapport, en mars, devant une commission du Congrès américain, sur “la politique de soutien à la libéralisation en Chine : le rôle des Etats-Unis”, une spécialiste explique que

“les groupes de défense des droits de l'homme basés aux Etats-Unis concentrent souvent leur soutien à des initiatives défiant le pouvoir politique et frappées par la répression”.

Elle propose une autre méthode :

“Dans la Chine d'aujourd'hui, un programme d'aide devrait chercher à encourager un plus grand pluralisme dans l'Etat et la société, plutôt que d'essayer d'établir une stricte séparation entre l'un et l'autre.”

On retrouve là le programme de la “société civile”.

“Cela pourrait se manifester en aidant des organisations sociales à gagner plus de compétences dans leur domaine, même si elles demeurent sous contrôle gouvernemental, et ainsi aider les éléments de l’administration chargés de mettre en œuvre les réformes libérales. Cela permet aux donateurs extérieurs de s’insérer dans le processus politique.”

Elle ajoute :

“Utilisant les fonds de l’Etat américain ou le soutien privé, un petit groupe d’ONG ont travaillé avec constance et efficacité dans des universités, des groupes de discussion, des organisations civiques et des agences gouvernementales. Parmi les plus expérimentés de ces groupes, on peut citer la Asia Foundation et la Ford Foundation.”

Ce dispositif pour mettre en place les ONG s’organise. Il est déjà opérationnel. Par exemple, à l’initiative du régime lui-même, a été constituée China Association for NGO Corporation (CANGO) : sa “mission est de créer un puissant réseau d’ONG chinoises”. CANGO agit comme une agence intermédiaire et un partenaire des ONG étrangères. Sa direction comprend 76 membres en Chine. Elle a reçu 29 millions de dollars fin 1999, de 19 pays. Le gouvernement et les autorités chinoises encouragent les activités de CANGO et, parmi les donateurs internationaux, on retrouve le gouvernement finlandais, OXFAM-UK, le Conseil mondial des Eglises, Caritas, Sud santé (France).

Ce dispositif mis en place à l’échelle internationale contre l’organisation indépendante des travailleurs, s’inscrit dans un enjeu considérable.

La place de la Chine, en Asie et dans la situation mondiale, n’est pas fournie seulement par sa situation géographique, sa superficie, son poids démographique. La

Chine, telle qu’elle est aujourd’hui — avec toutes ses contradictions, avec le pouvoir d’une bureaucratie corrompue et mafieuse, qui vend le pays à l’étranger, organise la privatisation-destruction —, demeure, au travers des conquêtes de la révolution chinoise, avec une classe ouvrière forte de 130 millions de membres, le produit de cette révolution.

Trois révolutions chinoises ont marqué l’histoire du XX^e siècle. Au moment où l’accord Chine-OMC prépare un affrontement majeur, le retour de la classe ouvrière chinoise sur la scène mondiale signifiera qu’une fois de plus, “la Chine ébranlera le monde”.

L’accord Chine-OMC s’inscrit dans une déstabilisation mondiale généralisée. Il est un élément majeur de l’offensive du capital pour faire baisser encore et toujours le “coût du travail”. Cela étant compris à l’échelle internationale.

Les conséquences de cet accord de pillage-destruction de la Chine au profit des multinationales frapperont en premier lieu les travailleurs et les paysans chinois, mais aussi, dans un même mouvement, les peuples d’Asie, les travailleurs américains et d’Europe soumis aux vagues de licenciements.

L’éclatement de la Chine marquerait une nouvelle étape tragique dans le développement des guerres dans toute la région.

Cet accord est au sens plein du terme une question internationale. Le combat pour que les travailleurs chinois puissent constituer leurs propres organisations, pour qu’ils puissent, en se défendant comme classe, défendre la propriété sociale et l’unité de la Chine, est un combat du mouvement ouvrier mondial.

**Olivier Doriane,
le 15 décembre 2001**

Regard sur le trimestre écoulé

Chronique économique de l'après-11 septembre

Au lendemain des attentats du 11 septembre, la IV^e Internationale caractérisait ainsi les axes de l'offensive impérialiste :

« Les attentats du 11 septembre sont mis à profit par les dirigeants des Etats-Unis pour engager pleinement leur gouvernement — et, à sa suite, les gouvernements du monde entier — dans des préparatifs de guerre à outrance : guerre directe contre les peuples des pays désignés comme “complices des terroristes”, guerre sociale et économique contre les travailleurs des Etats-Unis et du monde entier » (1).

Elle s'appuyait pour cela sur les premières mesures annoncées par le gouvernement Bush et les capitalistes américains :

“Déjà, les plans de licenciements frappent par centaines de milliers les travailleurs américains. Le vote des 40 milliards de dollars de subvention, le 15 septembre, pour financer l'intervention militaire, a été acquis à l'unanimité du Sénat et de la Chambre des représentants, d'accord également pour faire payer le prix de la guerre par les tra-

vailleurs, en puisant notamment dans les réserves du régime de Sécurité sociale.”

Ces premières mesures encore partielles étaient pourtant significatives, car contrairement à ceux qui évoquaient hâtivement, à leur propos, un “retour de l'Etat”, sinon même un “retour du keynésianisme”, nous pouvions affirmer

(1) Déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale, 19 septembre 2001.

qu'elles s'inscrivaient dans la continuité de l'orientation qui fut celle des dix années précédentes, mais, dirons-nous, pour simplifier et en paraphrasant Clausewitz, "poursuivie avec d'autres moyens".

Elles signifient, en effet, que l'abaissement du "coût du travail", la dévalorisation de la force de travail, la flexibilité générale, c'est-à-dire la soumission de toute la société humaine aux plans et "stratégies" du capital financier américain, constituent les seules "solutions" et "politiques économiques" susceptibles de répondre aux vagues destructrices de la crise des rapports sociaux capitalistes. "Solutions" qui, bien évidemment, s'épuiseront rapidement, n'auront eu pour résultats que d'élever à un degré supérieur l'intensité de la décomposition du système et appelleront des destructions encore plus meurtrières.

Dans sa déclaration, la IV^e Internationale rappelait ce qu'avaient été les dix années précédentes, celles du "nouvel ordre mondial" décrété par George Bush senior :

« Le "nouvel ordre mondial", c'est le chômage, la destruction des conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe et de tous les acquis de la civilisation humaine. Le "nouvel ordre mondial", c'est le triomphe de la spéculation, des privatisations, de l'oppression nationale et de la destruction des nations. Le "nouvel ordre mondial", c'est un vaste chaos, où la faillite du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité vers l'abîme. »

Ces dix années se terminaient dans la marche à la récession mondiale commencée aux Etats-Unis, dans le courant 2000,

entraînant dans la déconfiture les Bourses du monde et la pseudo-"nouvelle économie".

Les attentats du 11 septembre ne sont pas à l'origine de la récession américaine et mondiale, des effondrements boursiers et des faillites retentissantes ; ils ont seulement accéléré certains processus en cours et, surtout, ils ont fourni le prétexte à l'offensive impérialiste pour modifier ses rapports avec les autres nations et les travailleurs, y compris aux Etats-Unis.

Les objectifs demeurent : déréglementer à tout va, privatiser, individualiser les rapports de travail, effacer toute trace des formes de relations sociales instaurées aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale par la lutte de classe (Sécurité sociale, retraites, conventions collectives, services publics nationaux) et le combat des peuples coloniaux pour leur indépendance nationale. Mais les moyens mis en œuvre, gigantesques pourtant, n'ont pas suffi à différer plus longtemps la crise. Moyens contre la force de travail, déréglementation généralisée et recherche d'une intégration des organisations ouvrières à ces processus, et moyens parasitaires destinés à faire des profits sans passer par la mise en valeur du capital, autrement dit par le procès de production, l'exploitation de la force de travail et l'accumulation du capital. Ces moyens sont artificiels, car là où il n'y a pas de travail, il n'y a pas de valeur créée.

Avec la guerre, les rapports se modifient ; elle ouvre une période, qui s'étendrait "sur des années", à en croire les déclarations de George W. Bush, où les formes les plus brutales, dans tous les domaines, seront employées pour faire passer les priorités de l'impérialisme.

I. — Une récession mondiale

Le ralentissement sévère de l'économie mondiale n'est plus nié par personne et, pour leur part, les autorités américaines (National Bureau of Economic Research) admettent qu'il a commencé en mars 2001.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont révisé leurs prévisions de croissance pour 2002, et pour eux :

“Le principal sujet d'inquiétude tient à la synchronisation du ralentissement économique dans les trois principales zones économiques. La croissance de l'économie américaine ne dépasserait pas 1,1 % en 2001 et tomberait à 0,7 % en 2002. L'Europe devrait également connaître des temps difficiles. La croissance y tomberait à 1,7 % cette année, puis 1,4 % l'an prochain. Quant au Japon, il connaîtrait deux années consécutives de récession avec une contraction de l'activité de 0,9 % en 2001 et de 1,3 % en 2002” (La Tribune, 16 novembre 2001).

Que signifie le ralentissement de l'activité économique, la récession ? Sinon qu'on a trop produit, sur la base d'anticipations dopées par la croissance boursière. Et soudain, il apparaît que les ventes ne suivent plus, que les profits espérés ne seront pas réalisés. Les Bourses se retournent et des milliards de dollars s'envolent en fumée.

“Depuis le printemps 2000, la destruction de valeur boursière américaine atteint 6 600 milliards de dollars, selon l'agence Reuter. Cette somme représente l'équivalent des produits intérieurs bruts (PIB) japonais, allemand et français combinés, ou, si l'on préfère, cinq fois le PIB français” (Le Monde, 22 septembre 2001).

Les surcapacités (trop de travailleurs, trop de machines, trop de capitaux, etc.) s'imposent aux capitalistes, qui reportent les investissements à des jours meilleurs. On s'étonnera toujours de l'apparent paradoxe entre la sophistication des outils informatiques et électroniques, capables d'informer en temps réel sur l'évolution

de l'économie, et la “découverte brutale” des retournements de situation. C'est, d'une part, qu'il n'est pas question de décourager la Bourse par de “mauvaises” prévisions et, d'autre part, que l'économie bourgeoise est fondée sur la mystification de prétendues “sciences économiques” et techniques économiques (elles changent d'ailleurs d'une période à l'autre) capables prétendument de permettre aux experts de maîtriser le chemin d'une croissance perpétuelle.

Des “sciences économiques” qui ne donnent qu'une vision unilatérale de la réalité. Elles servent, à leur niveau, à faire oublier que la société est divisée en classes, qu'il y a la lutte des classes et que l'économie capitaliste est une contradiction vivante, puisque la richesse que les capitalistes s'approprient sous forme de profits résulte de l'exploitation de la force de travail, contre laquelle les travailleurs résistent.

Mais suivre uniquement les courbes des profits spéculatifs, sans prendre en considération que les moyens employés (déréglementation, abaissement des “coûts du travail”, etc.) pour obtenir ces profits sont à l'origine des contradictions qui minent la “croissance” capitaliste, cela ne permet pas de suivre les processus réels en cours.

Bien entendu, rétrospectivement, on constatera que les indicateurs du ralentissement économique étaient déjà perceptibles depuis plusieurs mois. Ainsi, la courbe du taux de marge brute des entreprises non financières françaises indique un retournement engagé depuis le résultat le plus élevé, en 1998 (voir tableau 1 page suivante).

La poursuite des investissements, en particulier aux beaux jours de la “nouvelle économie”, s'est maintenue grâce à un endettement croissant des entreprises, qui pèse lors de la phase de ralentissement (voir tableau 2 page suivante).

Tableau 1 (en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 p	2002 p
Excédent brut d'exploitation/ valeur ajoutée	32,9	31,9	32,2	33,3	32,7	32,7	31,8	31,5

Source : Conjoncture, n° 8, septembre 2001 (BNP Paribas) ; p = prévision (les calculs sont antérieurs au 11 septembre).

Tableau 2 (en pourcentage)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001 p	2002 p
Dettes rémunérées/ valeur ajoutée	115,7	114,2	112,8	112,2	119,8	132,7	140,9	147,1

Source : Conjoncture, n° 8, septembre 2001 (BNP Paribas) ; p = prévision (les calculs sont antérieurs au 11 septembre).

BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DESTRUCTION MASSIVE D'EMPLOIS

Baisse de la production industrielle, licenciements et baisse de la consommation, le scénario s'est rapidement généralisé sur l'ensemble de la planète.

• Aux Etats-Unis

“Au troisième trimestre, la baisse du PIB a été plus importante que prévu : - 1,1 %” (Les Echos, 30 novembre 2001).

Au troisième trimestre, la production industrielle s'est contractée de 6,2 % en rythme annuel et les capacités de production n'étaient utilisées qu'à 75,5 %, contre 82,4 % il y a un an. En octobre, la tendance s'est poursuivie, avec une baisse de 1,1 % par rapport à septembre. Il s'agissait de la treizième baisse mensuelle consécutive.

La baisse de l'investissement fixe est allée crescendo au long de l'année : premier trimestre : - 0,2 % ; deuxième trimestre : - 12,6 % ; troisième trimestre : - 11,9 %.

“Pour le cinquième mois consécutif, l'indice de confiance des ménages est en baisse ; ils s'inquiètent essentiellement de la situation économique présente, en particulier de la montée du chômage” (Les Echos, 28 novembre 2001).

Depuis janvier 2001, 1,4 million d'emplois ont été détruits, donc en neuf mois. Ce chiffre énorme en si peu de temps a été donné par le National Bureau of Economic Research (NBER).

Mais c'est à une véritable accélération des destructions d'emplois que l'on assiste depuis septembre : septembre : 248 000 ; octobre : 468 000 ; novembre : 331 000.

En onze mois, les destructions d'emplois s'élèvent à 2,2 millions. Tous les secteurs sont touchés, dans l'industrie comme dans les services. Ainsi, en no-

vembre, on dénombrait 167 000 emplois détruits dans l'industrie et 163 000 dans les services.

“Ces chiffres, beaucoup plus mauvais qu'attendu, viennent étouffer dans l'œuf les espoirs d'une reprise rapide”,

commentait *La Tribune* (8 décembre 2001).

Un frémissement avait parcouru les salles de marché quelques jours auparavant, à l'annonce que les commandes de biens industriels avaient progressé de 12,8 % en novembre, mais l'information méritait un commentaire, à l'exemple de celui de *La Tribune* (29 novembre 2001) :

“Après la chute du moral des consommateurs, les Américains avaient besoin qu'une statistique un peu plus encourageante leur apporte du baume au cœur. La hausse de 12,8 % des commandes de biens durables en octobre devrait avoir cette fonction. Jamais, depuis que le département américain du Commerce a commencé à publier ces chiffres, c'est-à-dire en 1992, une telle hausse mensuelle n'avait été observée.

La progression est donc historique, mais elle est aussi un peu faussée par certains éléments exceptionnels. Les commandes d'avions et de leurs pièces détachées, ainsi que les biens d'équipement pour le secteur de la défense, ont considérablement participé à cette hausse. Dans le secteur des transports, les commandes ont bondi de 38,8 % en octobre, avec une progression météorique de 233,2 % pour les avions et leurs pièces détachées. Pour le secteur de la défense, les commandes ont bondi de 206,3 % en octobre, après une hausse de 3,6 % le mois précédent. Hors transport et hors défense, ce n'est plus à une progression des commandes que l'on assiste, mais bien à une baisse : - 7,1 % entre septembre et octobre.”

L'entrée en guerre des Etats-Unis commence déjà à s'inscrire dans certaines statistiques. Mais les commandes aux industries concernées, qui relèvent du budget de la Défense, le gouvernement Bush entend bien les financer autrement que par le déficit ou des recettes fiscales nouvelles, puisque, au contraire, son programme est de baisser les impôts des riches. On sait que la première rallonge de

25 milliards de dollars au budget militaire et les aides de 55 milliards destinées à la reconstruction et aux compagnies aériennes devraient être financées par un prélèvement sur les fonds dédiés à Medicare (*assurance santé publique au bénéfice des personnes âgées — NDLR*) et sur le système public de retraites. Nous ne sommes plus dans la période des années 1950-1960, lorsque les budgets militaires et les déficits étaient utilisés pour relancer la production (2). La guerre est devenue le moyen de détruire les forces productives dans les pays “voyous” ou “terroristes”, en l'occurrence détruire des milliers de vies humaines, comme en Afghanistan, ce qui, somme toute, appartient à sa fonction “classique”, mais surtout de détruire les forces productives dans les pays “coalisés” eux-mêmes !

• En Europe

En réponse à l'éternelle question sur les capacités de la zone euro à être protégée des remous mondiaux, on pouvait lire, dans la revue de la BNP Paribas, *Conjoncture* (3) :

“Le ralentissement américain entamé au printemps 2000 s'est transmis à la zone euro bien avant les événements tragiques du 11 septembre. Au deuxième trimestre, la croissance du PIB européen a été limitée à 0,1 % (1,7 % en glissement annuel, contre 3,2 % au troisième trimestre 2000). Par ailleurs, suivant en cela les Etats-Unis, la zone euro est entrée en récession industrielle : sur les trois derniers mois connus (juin août), l'indice de production industrielle affiche un recul de 0,6 % en rythme annuel par rapport aux trois mois précédents. En fait, on a assisté de ce côté de l'Atlantique, comme aux Etats-Unis, à un recul de la demande des entreprises (révision des projets d'investissement, ajustement des stocks) joint à un certain tassement de la consommation... On constate empiriquement, d'ailleurs, que le cycle des affaires en Europe ne fait, sauf situations exceptionnelles bien identifiables (réunification allemande, ajustement des finances publiques en vue de l'entrée

(2) Cf. Daniel Gluckstein, *Lutte des classes et mondialisation*.

(3) Philippe d'Arvisenet, *Conjoncture*, n° 10, novembre 2001.

dans l'UEM), que suivre le cycle américain avec quelques mois de retard."

De son côté, l'OCDE estime que

"le ralentissement économique, qui a débuté aux Etats-Unis en 2000 et a gagné d'autres pays, s'est transformé en un recul mondial de l'activité économique, auquel peu de pays ou de régions ont échappé" (Perspectives économiques, novembre 2001).

— **En Allemagne**, le PIB a reculé de 0,1 % au troisième trimestre, après avoir stagné au second. Les commandes industrielles, après un recul de 4,1 % en septembre, se sont encore contractées en octobre de 0,9 %.

Le nombre de chômeurs en données brutes a augmenté en novembre de 63 474 personnes ; il s'agit de la dixième hausse mensuelle depuis le début de l'année. Le chômage atteint 3,78 millions de personnes, soit un taux de 9,2 %.

— **En France**, selon le FMI, qui vient de réviser fortement ses prévisions, en baisse de 0,8 point, la croissance en 2002 serait de 1,3 %, même si le gouvernement de la "gauche plurielle" s'accroche à 2,5 % ! Pour le sixième mois consécutif, le chômage a augmenté en octobre (+ 26 900 personnes). Le taux est de 8,9 %.

— Aux Etats-Unis comme en Europe et dans le reste du monde, la nouvelle situation a incontestablement autorisé les patrons à ouvrir les vannes des licenciements. La liste est sans fin des entreprises de tous les secteurs réduisant leurs effectifs ; citons-en quelques-unes **en Amérique du Nord** : télécommunications : Nortel (20 000), Corning (12 000), Alcatel (3 000) ; sidérurgie : Bethlehem Steel en faillite (13 500 salariés) ; informatique : EMC (6 000), Sun Microsystems (3 900) ; finances : Merrill Lynch (2 300), Crédit suisse First Boston (2 000) ; énergie : Enron, en faillite, licencié 4 000 salariés sur 7 500.

— **En Europe** : Bayer (4 000), BASF (4 000), Moulinex (3 844), Philips téléphonie (1 235).

Elle a également fourni le prétexte à la restructuration du secteur du transport aérien.

— **Aux Etats-Unis** : dès le 11 septembre, les compagnies aériennes annonçaient les charrettes de licenciements, avec les 13 000 suppressions d'emplois chez Delta Airlines (26 septembre).

"Cela porte à plus de 105 000 le nombre total d'emplois évaporés dans le secteur en quelques jours" (Les Echos, 27 septembre 2001).

Les constructeurs aéronautiques ont également réduit la voilure : Boeing annonçait le 18 septembre la suppression de 30 000 emplois, d'ici la fin 2002 ; le constructeur canadien Bombardier a supprimé, pour sa part, 3 800 postes.

— **En Europe** : faillite de la Swissair (9 000 suppressions d'emplois) ; faillite de la Sabena ; KLM annonce 2 500 suppressions d'emplois, demande à pouvoir mettre 12 000 employés en temps partiel et demande aux salariés de réduire leurs salaires de façon à économiser 60 millions d'euros d'ici mars 2002 (Les Echos, 5 et 6 octobre 2001) ; 2 000 à 3 000 suppressions d'emplois prévues chez Iberia (10 % des effectifs) ; gel des embauches chez Air France (en conséquence, les promesses faites au personnel d'AOM sont gelées !) ; 1 000 emplois supprimés chez Austrian Airlines (14 % des effectifs).

La liste n'est pas close, hélas ! Mais comment ne pas mettre en relation cette hécatombe et les propos de la Commission européenne tenus une semaine après les attentats ? Pour Didier Reynders, ministre des Finances de Belgique, qui exerce la présidence tournante de l'Union,

"nous n'admettons pas des mesures unilatérales des gouvernements... Il faut distinguer circonstances exceptionnelles et ce qui relève des retards de restructuration des compagnies."

Swissair, Alitalia, Sabena ont du travail à faire et leurs difficultés ont leurs causes ailleurs qu'aux Etats-Unis."

Plus crûment, Gilles Gantelet, porte-parole de la vice-présidente en charge des Transports, Loyola de Palacio, déclare :

« L'époque "un pays, une compagnie", c'est fini » (Le Monde, 20 septembre 2001).

• En Asie : le cas du Japon

Les pays asiatiques subissent également les conséquences du ralentissement mondial, à l'exemple de Hong-Kong, dont le PIB, en progression de 10 % en 2000, ne devrait pas dépasser la croissance zéro cette année.

Mais le Japon, parce qu'il est la deuxième puissance mondiale en termes de PIB, ne fait pas que subir la récession mondiale, il y participe.

Depuis plusieurs mois, et même plusieurs années, les indicateurs économiques du Japon traduisent une sorte d'épuisement d'un pays écrasé par sa crise financière et bancaire, imputable aux poids des "créances douteuses" détenues par les banques depuis les krachs boursiers et immobiliers du début des années 1990, et par l'énorme endettement public.

Le PIB a reculé de 0,5 % au troisième trimestre, après une baisse de 1,2 % au deuxième. En rythme annuel, la baisse du PIB était au troisième trimestre de 2,2 %.

La consommation a reculé de 1,7 % au troisième trimestre

Les exportations ont diminué de 3,3 % au troisième trimestre, après une baisse de 4,9 % au deuxième.

Les commandes de biens durables, considérées comme un indicateur clé de l'évolution des investissements des entreprises, sont en baisse de 10 % en octobre par rapport à septembre. Sur un an, le recul atteint 26,6 %.

Une spirale de l'affaissement économique semble se mettre en œuvre, symbolisée en particulier par la baisse des prix depuis quelques mois. En octobre, les prix ont encore baissé de 0,8 %. La déflation traduit les effets d'une baisse prolongée de la consommation et des investissements, l'engorgement des marchés, qui conduit à un progressif "sauve-qui-peut".

D'avril à septembre, les investissements directs des groupes étrangers, en particulier américains, ont chuté de 18,7 %, traduisant leur forte baisse d'intérêt pour l'économie japonaise. D'ailleurs,

selon le quotidien économique *Nihon Keizai Shimbun*, une chute de 50 % du bénéfice d'exploitation des entreprises du secteur manufacturier est attendue pour l'exercice 2001.

Les agences de notation financière, Standard and Poor's ou Fitch, s'inquiètent du niveau de l'endettement public du Japon. L'agence Fitch constate que l'Etat emprunte chaque année l'équivalent de 8 % du PIB "dans une tentative, pour l'ensemble vaine, de relance de l'économie" (*La Tribune*, 27 novembre 2001). L'endettement public atteint aujourd'hui 140 % du PIB.

Les créances "douteuses" détenues par les banques, en gros des prêts dont le remboursement est loin d'être certain, atteignent entre 35 000 et 150 000 milliards de yens (de 320 à 1372 milliards d'euros), selon les différentes estimations. Elles représentent un échafaudage d'entreprises et de banques en très mauvais état, mais plus ou moins solidaires pour ne pas faire s'écrouler l'édifice et éviter la catastrophe.

L'Etat, année après année, est venu en aide en injectant, en pure perte, car les créances "douteuses" semblent se reproduire, des milliards de yens. D'où l'origine du double endettement, privé et public. Les taux d'intérêt de la Banque du Japon frisent le 0 % (en fait, 0,25 %), mais ne maintiennent en vie que les organismes financiers, sans relancer ni l'investissement ni la consommation.

Combinée au ralentissement économique mondial, et en particulier à la baisse des achats de produits japonais, cette situation menace de se dénouer brutalement. Déjà, de nombreuses faillites sont annoncées, les entreprises licencient de plus en plus.

Conscients de l'ampleur des restructurations et des déréglementations à mettre en œuvre, et de la réaction des travailleurs qu'elles engendreraient, les gouvernements successifs ont préféré la fuite en avant. Tout en rappelant régulièrement, ce que les dirigeants américains faisaient également, la nécessité des réformes structurelles...

Comme sur d'autres continents, le 11 septembre provoque et favorise les faillites et les licenciements. Ainsi, la compagnie d'assurances Taisei

« a demandé a bénéficier de la loi sur les faillites le 22 novembre, après avoir subi une perte de 74,4 milliards de yens en raison de contrats de réassurance la liant à des compagnies américaines touchées par les attentats » (Le Monde, 6 décembre 2001).

Mais tous les secteurs licencient.

« Mais où s'arrêteront les réductions d'effectifs au Japon ? », s'interrogeait La Tribune (27 novembre 2001), en constatant :

« Pour la seule journée de lundi, quelque 30 000 suppressions de postes ont été annoncées entre les banques Mitsubishi Tokyo Financial, Mizuho Holdings et le fabricant de véhicules utilitaires Isuzu Motor... Les grandes entreprises qui n'osaient pas dégraisser au nom de "l'emploi à vie" n'hésitent plus à licencier massivement. »

L'électronique licencie également : Fujitsu (16 500 suppressions avant mars), Toshiba, qui annonce la suppression d'un emploi sur dix d'ici 2004, Matsushita (8 000 suppressions).

La distribution est touchée : la quatrième chaîne de supermarchés du pays, Mycal (60 000 salariés), a annoncé sa mise en liquidation judiciaire.

Le taux de chômage officiel atteint 5,3 % de la population active, soit 3,3 millions de personnes, mais *« de fait, on peut estimer le nombre de sans-emploi à environ 12 millions de personnes »*, si l'on tient compte, par exemple, des sureffectifs, déclare Jean-Marie Buisson, chercheur au CERI (interrogé par *La Tribune*). Selon lui,

« des licenciements "secs" à l'américaine sont totalement inconcevables. Actuellement, les syndicats négocient des baisses de salaires en échange du maintien des emplois, même si ces derniers sont condamnés économiquement. Au Japon, licenciement signifie retraite anticipée, transfert vers des sous-traitants ou vers des filiales "poubelles", où les sala-

riés suivent des formations de reconversion payées par l'Etat ou les collectivités locales. Mais les Japonais ne sont pas prêts à une transformation radicale. La flexibilité est très lentement instaurée. Ainsi, l'intérim est progressivement déregulé et les salaires sont revus à la baisse. Mais ce sont des thèmes politiquement très sensibles. Les politiques ne peuvent ou ne veulent pas les affronter directement. »

C'était peut-être la situation avant le 11 septembre, mais les rythmes semblent bien s'accélérer, à en croire ce commentaire :

« Une profonde réforme de l'économie à travers un nettoyage du secteur financier et une déréglementation accélérée sont les seules armes qui restent au Japon pour sortir de la récession, a estimé mardi le gouvernement dans un rapport annuel » (Le Monde, 5 décembre 2001).

• Le FMI étrangle l'Argentine

Toute l'Amérique latine est touchée par le ralentissement mondial, et le FMI, qui prévoyait une croissance moyenne de 3,6 % en 2002, a ramené, en novembre, ses prévisions à 1,7 %.

Parmi les pays endettés, et donc victimes du ralentissement mondial, il y a l'Argentine, en récession pour la quatrième année et qui, depuis plusieurs mois, était au bord du défaut de paiement. Conduite à négocier un rééchelonnement de sa dette publique pour pouvoir payer les énormes intérêts aux banquiers étrangers, l'Argentine se trouve le couteau sur la gorge. Naturellement, c'est le FMI qui tient le couteau, sous le regard attentif des banques privées d'Amérique du Nord. Le gouvernement du président De la Rúa a décidé un certain nombre de mesures pour attendre le versement de la dernière tranche pour 2001, de 1,26 milliard de dollars. Mesures qui ont encore aggravé la situation de la majorité de la population. Pour freiner la fuite des capitaux, le gouvernement a décrété le 1^{er} décembre de limiter à 1 000 dollars par mois les retraits sur les comptes bancaires ; au-delà, toutes les dépenses doivent être payées par chèque ou carte de crédit.

Il n'en fallait pas plus pour que les guichets soient pris d'assaut et qu'on assiste à une "disparition" de la liquidité. Mais, pour une grande partie de la population, qui ne possède pas de compte bancaire (seuls 5,5 millions des 24 millions d'Argentins majeurs ont un compte) et souvent travaille au noir (40 % de l'économie est "informelle"), de telles mesures signifient que la précarité et les licenciements vont encore augmenter. Le chômage dépasse déjà 20 %, et 30 % de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Le FMI faisant durer les négociations et exigeant des mesures plus drastiques encore, en particulier de baisse des dépenses publiques,

"le gouvernement argentin a décidé de faire main basse sur l'épargne des salariés placée dans les fonds de pension, système existant depuis 1994. C'est ainsi que 3,2 milliards de dollars ont été confisqués et transférés à la banque publique Banco de la Nacion. Par ailleurs, le gouvernement annonce qu'il ne pourra pas payer à temps les porteurs de ses obligations" (La Tribune, 7 décembre 2001).

Les pressions du FMI conduisent le pays à la dislocation. N'a-t-on pas vu, en effet, le ministre de l'Economie, Domingo Cavallo, de retour de Washington dimanche 9 décembre, critiquer "l'invention de monnaie ou de quasi-monnaie" à laquelle se livrent certaines provinces au bord de la banqueroute en émettant des bons obligataires "par millions" pour faire face à leurs dépenses. Des bons utilisés ensuite dans les commerces au quotidien. Les autorités du FMI ont été, selon lui, "surprises" parce qu'"apparaît dans certaines provinces de l'argent qui ne leur correspond pas".

On apprenait, dans *La Tribune* (10 décembre 2001), dans un article de Daniel Vigneron et Lysiane J. Baudu, que,

« de retour à Buenos Aires, le grand argentier argentin s'est félicité d'un "accord total" avec le Fonds sur les chiffres concernant les coupes budgétaires nécessaires au versement de la

tranche de crédit de 1,26 milliard de dollars, qui doit permettre à Buenos Aires de faire face à ses échéances obligataires du 19 décembre. Il s'agirait, selon la presse argentine d'hier, de réduire les dépenses budgétaires prévues pour 2002 de 10 %, soit quelque 4 milliards de dollars. Mais aucune annonce de déblocage de fonds multilatéraux n'est intervenue (...). Le FMI n'a donc, face à l'urgence, cédé sur rien : il n'a pas digéré que l'objectif promis de déficit zéro ne soit pas atteint ces derniers mois et entend que des mesures correctives soient prises dans le cadre du budget 2002, ainsi que dans celui de la loi de répartition fiscale entre le gouvernement fédéral et les provinces. »

Le FMI exige, en fait, des coupes dans les dépenses et une dévaluation du peso, dont la parité avec le dollar est maintenue depuis 1991 (1 peso = 1 dollar), alors que l'économie argentine est pratiquement dollarisée. Ainsi, 80 % de la dette des entreprises et des particuliers sont établis en dollars, de telle sorte qu'une dévaluation du peso ruinerait des milliers d'Argentins.

VERS UN "PRO-CONSULAT ÉCONOMIQUE" DES ÉTATS-UNIS ?

Tout devra donc se jouer dans les prochains jours, estime *La Tribune*.

« Ou bien le gouvernement du président Fernando De la Rúa arrache rapidement un accord politique multipartite tout en obtenant une trêve sociale de la part des fonctionnaires prêts à s'enflammer à la perspective de nouvelles baisses de salaires... Ou bien le gouvernement échoue à réaliser le consensus sur un programme fait "de sang et de larmes". Et, en ce cas, le pays est acculé au défaut de paiement et à une dévaluation du peso, qui prendra à la gorge la multitude des agents économiques argentins endettés en dollars. A moins qu'une dollarisation complète de l'économie ne vienne restaurer la confiance dans les titres argentins, au prix d'un pro-consulat économique des Etats-Unis. »

II. — La politique monétaire américaine, la baisse continue des taux de la FED Jusqu'au jour où...

Pour la onzième fois depuis le 1^{er} janvier 2001 et la quatrième depuis les attentats du 11 septembre, la banque centrale américaine vient de réduire son taux d'intérêt interbancaire, le portant de 6,5 % au 3 janvier 2001 à 1,75 % au 11 décembre 2001.

Ce plus bas niveau est sans précédent depuis 1961. Pierre-Antoine Delhommais, dans sa chronique parue dans *Le Monde* le 13 décembre dernier, explique :

“Avec des taux européens proches de 3 %, américains de 2 % et japonais de 0 %, c'est une situation globale de crédit quasi gratuit comme l'histoire financière mondiale n'en a jamais connue.”

**“LE RALENTISSEMENT
(ÉCONOMIQUE) OBSERVÉ
EST INHABITUEL, MONDIAL,
PROFOND ET DÉFLATIONNISTE”
(JOHN LIPSKY, ÉCONOMISTE
EN CHEF DE LA BANQUE J. P. MORGAN)**

La banque centrale américaine, en réduisant ses taux d'intérêt de manière jugée agressive par les économistes du monde entier, cherche à répondre à

“un des ralentissements économiques les plus atypiques et les plus difficiles à surmonter depuis des décennies. L'ensemble de l'économie mondiale est affaiblie en même temps, cela n'est plus arrivé depuis la grande crise des années 1930”
(Allen Sinai, économiste en chef de *Decisions Economics* à New York).

La récession en cours aux Etats-Unis et, pour l'Europe, probablement déjà en

cours en Allemagne, est jugée très sérieuse par tous.

En rompant avec une politique monétaire de forts taux d'intérêt, qui avait pour but, en renchérissant le coût du crédit, de peser sur le partage profit-salaires, en obligeant les entreprises à n'effectuer que les investissements les plus rentables, la banque centrale américaine cherche à conjurer les risques financiers, que la récession porte à un niveau sans précédent.

“Contrairement aux années 1980, la Réserve fédérale ne craint pas les tensions inflationnistes. Sa politique monétaire agit directement sur l'endettement des ménages et des entreprises, dans le seul but d'éviter tout risque de défaut sur le marché du crédit”,

explique Valérie Plagol, stratégeste chez CIC Marchés.

Mais au centre des préoccupations de la banque centrale américaine, avec la récession économique et avec les risques de défaut des agents économiques auprès des banques, il y a principalement la baisse du taux de profit des entreprises.

L'hebdomadaire américain *The Economist* (8 décembre 2001) explique :

“Au troisième trimestre de cette année, les profits avant impôt des entreprises non financières ont chuté de 26 % par rapport à l'année précédente.

Les économistes de J. P. Morgan prévoient que la moyenne des profits chutera en taux annuel de 20 % au cours de ce trimestre, portant les marges de profitabilité à leur plus bas niveau depuis soixante ans.”

QUELS SONT LES EFFETS RÉELS DE CES BAISSES "AGRESSIVES" DES TAUX DE LA BANQUE CENTRALE AMÉRICAINE ?

• Qui en profite ?

Pierre-Antoine Delhommais (*Le Monde*, 13 décembre 2001) répond :

"Alors que la loi est censée garantir leur indépendance, les banques centrales se retrouvent placées sous l'influence directe des opinions publiques et sous la pression immédiate des lobbies. Or on ne connaît guère de lobby favorable aux hausses de taux. Il en est en revanche d'innombrables pour les baisses : banquiers, agriculteurs, syndicats, industriels, professionnels de l'immobilier.

Deux, toutefois, se distinguent par leur agressivité et leur puissance. Celui des gouvernements et celui des spéculateurs. Les premiers voient dans les réductions de taux une aide utile pour stimuler, à court terme, la croissance, et donc pour conserver le pouvoir, les seconds apprécient les conditions de financement plus avantageuses pour se livrer à leur sport favori. Les deux, souvent, joignent leurs forces."

John Lipsky (J. P. Morgan) renchérit :

"La Bourse a profité de l'amélioration de la confiance dans l'orientation de l'économie et des deux baisses concertées des taux par les banques centrales — une première — depuis le 11 septembre."

• Quelle efficacité ?

Selon Gail Fosler, économiste du Conference Board à New York, la relative inefficacité de la politique monétaire s'explique aisément :

"Les banques ne jouent plus qu'un rôle marginal dans le financement de l'économie... (Elles) ne veulent plus prendre de risques. La Fed peut baisser les taux d'intérêt, cela n'a pas de prise sur le comportement des prêteurs."

Les Echos (12 décembre 2001), commentant ces propos, explique :

"Les entreprises ont taillé plus qu'il n'était nécessaire dans leurs dépenses d'investissement, afin de réduire leur besoin de financement et leur dépendance vis-à-vis d'un système bancaire qui ne joue peut-être plus tout à fait son rôle."

S'agissant du plan de relance annoncé à grand renfort de presse par George W. Bush, Pascal Richil (*Libération*, 12 décembre 2001), juge :

"Personne ne s'attend trop à ce que le plan de relance, laborieusement négocié sous le dôme du Capitole, ait un impact très important sur l'économie. Le plan favorise surtout les ménages les plus riches (qui risquent d'épargner les cadeaux fiscaux) et les grandes entreprises, au détriment des dépenses publiques fédérales."

• Quelle politique pour la banque centrale ?

Si Alan Greenspan, président de la banque centrale américaine, donne l'impression d'agir en baissant fortement ses taux d'intérêt, selon une conception "théorique" de la relation entre le niveau des taux d'intérêt et la conjoncture, *Le Monde* (13 décembre 2001) juge lucidement :

"De fait, les dirigeants monétaires s'efforcent de faire face, comme ils le peuvent, dans l'urgence et la précipitation, aux événements qui les prennent le plus souvent de cours (...). Les banques centrales donnent l'impression de mener des politiques de Gribouille, confuses et improbables."

La politique de la banque centrale américaine ressemble, en effet, plus à des réactions de panique devant l'effondrement de la conjoncture internationale et des marchés financiers, qui provoque une montée sans précédent des risques financiers, qu'à un plan réfléchi. Certains vont même jusqu'à estimer qu'à ouvrir aussi largement les vannes de la création monétaire, la banque centrale ne répond pas efficacement au problème posé et crée un risque plus important encore de bulle monétaire pour les années à venir.

Ainsi, loin de se réparer et de s'assainir, le système financier international vogue de crise en crise, la prochaine se préparant déjà, jusqu'au jour où...

III. — L'Amérique et l'Europe

Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine, s'est exprimé sur l'euro, lors d'un colloque à Washington, le 30 novembre dernier. Selon lui, la faiblesse de la monnaie européenne

“reflète l'attente par les marchés d'une croissance de la productivité aux Etats-Unis bien plus importante qu'en Europe continentale. Les Européens trouvent les investissements aux Etats-Unis plus attirants que chez eux.”

Cet état de fait serait la conséquence du fonctionnement du marché du travail européen.

“Depuis des décennies, l'Europe tente de protéger les travailleurs des aspects présumés les plus durs de la compétition... Pour décourager les licenciements, ils ont été rendus plus difficiles et plus coûteux qu'aux Etats-Unis. Cette différence joue un rôle considérable dans un monde dominé par la haute technologie. La plupart des gains liés à l'utilisation des nouvelles technologies résultent de la réduction des coûts, et notamment des coûts du travail.”

Les dirigeants américains insistent en permanence sur les nécessaires réformes structurelles à mener en Europe. C'est également le leitmotiv du patronat des Etats-Unis.

On pouvait lire, dans la revue *Business Week* (28 novembre 2001), un article de John Rossant, *“Le travail inachevé de l'Europe”*, où l'on apprenait que

“la monnaie unique est un bon départ, mais que l'Europe a encore énormément de travail à faire pour casser les barrières nationales.

Avoir la même monnaie à Copenhague et à Lisbonne, c'est bien, mais ce n'est pas assez. Si les entreprises doivent fonc-

tionner avec des systèmes très différents de retraites, de législations du travail, de cadre juridique, l'Europe ne sera pas attractive comme les Etats-Unis.

Sur le papier, beaucoup de choses existent, en matière de statut unique des entreprises européennes, de brevets, mais il y a des lenteurs bureaucratiques.

Les différents systèmes de retraite entravent la flexibilité du travail et ne permettent pas aux multinationales présentes dans plusieurs pays d'avoir un système unique. Enfin, les fonds de pension ne peuvent pas fonctionner, car d'un pays à l'autre, les règles sont différentes (investissements obligatoires en titres d'Etat, ou en actions d'entreprises nationales...).”

Bien que de nombreuses fusions entre entreprises de différents pays aient eu lieu, une grande part de l'industrie demeure *“obstinément nationale”*, constate, navrée, la revue des capitalistes américains.

Quant au *Wall Street Journal*, il cite un patron allemand, Berthold Libinger, président de la Triumph GmbH :

“Nous avons le marché du travail le plus réglementé du monde.”

Dans son rapport annuel sur les perspectives économiques, la Commission européenne se montre bien en phase avec les critiques d'outre-Atlantique, et observe que des *“rigidités structurelles continuent de miner la réactivité et la croissance potentielle de la zone euro”*.

La Commission rappelle ses objectifs et réclame la *“réforme des retraites”*, *“l'amélioration de la flexibilité des marchés du travail et des biens”* et *“des marchés financiers plus efficaces”* (*Le Monde*, 29 novembre 2001).

IV. — De nouveau, le “fast-track”

Bush vient d'obtenir ce que Clinton s'était vu refuser par la Chambre des représentants : le pouvoir de négocier des accords commerciaux et de les soumettre au Congrès sans que celui-ci puisse les amender, “alors que la Constitution américaine accorde théoriquement aux parlementaires les pleins pouvoirs en matière de négociations commerciales” (*Le Monde*, 8 décembre 2001). Les syndicats, qui voient dans les accords de libre-échange une menace pour les travailleurs américains, avaient, sous Clinton, exercé une pression efficace sur les parlementaires.

Nouvelle situation oblige, Bush est revenu à la charge ; mais sa majorité est courte, une seule voix, dans une chambre à majorité républicaine.

Le “fast-track” est devenu Trade Promotion Authority. Le lancement de nouvelles négociations internationales dans le

cadre de l'OMC explique, bien sûr, cette demande de pouvoirs accrus pour le président des Etats-Unis. Et cela, à la veille de l'entrée de la Chine dans l'OMC, qui entraînait ce commentaire du quotidien *La Tribune* (10 décembre 2001) :

“L'adhésion de Pékin à l'OMC est considérée par la plupart des experts comme un pas majeur accentuant la dimension universelle de l'organisation, ainsi qu'une grande opportunité pour la Chine de développer ses exportations tout en restructurant son économie, encore largement socialiste.

Mais elle risque également de porter un coup fatal à certains secteurs économiques chinois mal préparés à la concurrence étrangère, comme le secteur agricole, les banques et les assurances, ou encore l'industrie lourde, tout en augmentant les risques de déséquilibres entre régions riches et pauvres.”

V. — La spéculation boursière continue...

Le 10 septembre, Todd Clark, de la société de Bourse WR Hambrecht, déclarait au *Monde* :

“Tout le monde, à Wall Street, s'attend maintenant un jour ou l'autre à la grande dégringolade, la panique.”

Le lendemain, pour éviter la panique et le krach, à la suite des attentats, la Bourse de New York était fermée. Elle le resta jusqu'au lundi 17, histoire de voir comment “sauver Wall Street”.

Ce jour-là, la Bourse de New York “n'a reculé que” de 7 %, malgré toutes les interventions des autorités, à commencer par le recours massif de la Fed à la bonne vieille “planche à billets” et la huitième baisse en neuf mois de ses taux d'intervention. Peine perdue, en une semaine,

“1 200 milliards de dollars sont partis en fumée” à Wall Street, comme titre *Le Monde* (23 septembre) ; un montant équivalent au PIB français annuel. Sur les autres places boursières, les scénarios étaient identiques : - 7,99 % à Francfort, - 6,77 % à Londres, - 6,55 % à Paris, - 4,53 % à Tokyo.

Invoquant le contexte nouveau, les entreprises se précipitaient pour annoncer des plans massifs de licenciements :

“Les attaques de la semaine dernière pourraient bien constituer le catalyseur de plans de restructuration”,

estimait Edward Leamer, économiste à l'Andersen School de l'université de Californie (*Le Monde*, 21 septembre).

On a vu, depuis, les licenciements par milliers s'étendre dans tous les pays.

Mais on a vu également la spéculation boursière reprendre. Des faillites d'entreprises se sont multipliées, des effondrements de cours boursiers aussi, à l'exemple du cours d'Enron, qui a perdu 99 % de sa valeur de janvier 2001. Mais la spéculation vit de ces restructurations, de ces fusions, de ces faillites, et des anticipations de toutes sortes, à la hausse, à la baisse. Au point que la presse titrait début décembre sur *“la crainte (qu')une bulle spéculative s'intensifie sur les Bourses”*.

Beaucoup d'indices boursiers ont retrouvé leurs niveau d'avant le 11 septembre (Dow Jones, Nasdaq).

“L'enthousiasme des marchés financiers laisse néanmoins redouter à certains experts la formation d'une nouvelle bulle spéculative”,

observait *Le Monde* (9 décembre 2001). Pour certains spécialistes, l'afflux de liquidités disponibles, consécutives à la politique monétaire accommodante des banques centrales après les attentats, est la première raison de la hausse des indices boursiers. Les résultats “réels” des entreprises pourraient bien provoquer rapidement une nouvelle “correction” boursière.

**La commission économique
de la section française
de la IV^e Internationale**

Le combat de la jeunesse révolutionnaire après le 11 septembre

Par Dominique VINCENOT

Voilà un certain temps que *La Vérité*, revue théorique de la IV^e Internationale, n'a pas traité la question de la jeunesse, sa place, les propositions que la IV^e Internationale doit formuler en direction de la jeunesse...

Aussi, l'article qui suit ne prétend-il pas être une analyse de fond de la situation de la jeunesse aujourd'hui, ni une orientation achevée de la IV^e Internationale, mais plutôt un appel à ouvrir la discussion sur le sujet, dans le cadre de la préparation du Cinquième Congrès mondial. Il est clair que le tournant que représente le 11 septembre et ses conséquences ont des répercussions sur la jeunesse dans le monde entier. Répercussions immédiates, tant sur le plan de ses conditions de vie, d'études, de travail, que, partant, sur son état d'esprit.

LE 14 SEPTEMBRE 2001, PREMIÈRE MANIFESTATION D'ÉTUDIANTS CONTRE LA GUERRE À BERKELEY (CALIFORNIE)

Quelques jours après les événements du 11 septembre, le président des Etats-Unis promettait "*une guerre totale*", guerre dont le secrétaire d'Etat, Donald Rumsfeld, prédisait qu'on n'en verrait probablement pas la fin, "*du moins pas de notre vivant*". Quelques jours après, un déluge de bombes commençait à tomber sur l'Afghanistan.

Mais avant même que la première bombe ne s'écrase sur les villes et les villages afghans, c'est aux Etats-Unis, et en particulier dans les campus américains, qu'ont eu lieu les premières manifestations contre la guerre. Un des animateurs de la Coalition des étudiants contre la guerre de la célèbre université californienne de Berkeley, qui était déjà trente ans plus tôt un des hauts lieux de la lutte contre la guerre du Vietnam, expliquait à une militante du groupe de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse de San Francisco :

« Nous avons tenu notre première réunion d'organisation le 14 septembre

et de 200 à 300 étudiants y ont participé. Nous nous sommes mis d'accord sur trois points (arrêt de la guerre ; contre les mesures racistes désignant les Américains d'origine arabe, musulmane ou moyen-orientale comme "boucs émissaires" ; défense des libertés démocratiques). (...) Le 20 septembre, ce sont plus de 5 000 personnes qui ont participé à la marche antiguerre sur Berkeley. Nous avons informé les gens en distribuant des tracts, en discutant avec eux... Quand les bombardements ont commencé dimanche, un millier d'étudiants sont sortis manifester le soir même, traversant le campus de Berkeley pour condamner ces attaques. Le lendemain, lundi, nous avons eu une grève d'urgence, pendant laquelle des milliers d'étudiants sont sortis de leurs cours à midi pour protester contre les bombardements. »

Reprenant les traditions des "coalitions antiguerre" de la guerre du Vietnam, ce sont des dizaines de milliers d'étudiants, aux côtés d'une fraction du mouvement ouvrier, qui se sont dressés contre la politique de "guerre totale" de Bush, défilant sur les campus aux cris de :

*"La guerre n'est pas la solution !",
"N'utilisez pas la tragédie du 11 septembre pour justifier la guerre !" ou
"Pas en notre nom !"*

Manifestations massives de jeunes, également, en Allemagne. A Berlin, quelques heures à peine après les attentats du World Trade Center, des milliers de lycéens sont spontanément descendus dans les rues, reprenant à leur compte le "serment" du peuple allemand en 1945 : *"Plus jamais la guerre."* Et, tandis que le gouvernement Schröder se rangeait comme tous les autres derrière les déclarations bellicistes de Bush, des sections entières des JUSOS (Jeunes socialistes du SPD) prenaient position contre la menace d'intervention militaire en Afghanistan.

Ces révoltes spontanées de jeunes contre la guerre, aux Etats-Unis, en Allemagne et dans des dizaines d'autres pays, montrent que l'avenir de "guerre permanente", de "guerre totale", imposé par l'impérialisme américain et tous ceux qui se rangent derrière lui, provoque dans la jeunesse un immense rejet. Et ce n'est pas un détail que celui-ci se soit exprimé en premier lieu au cœur même des Etats-Unis.

LA "GUERRE TOTALE" DE BUSH : UNE GUERRE CONTRE LA JEUNESSE

Car les jeunes sentent instinctivement que cette guerre "totale" contre les peuples, qui, après les bombardements massifs en Afghanistan, *"entre dans une nouvelle phase"* (Donald Rumsfeld) et se prépare à frapper d'autres pays, est également une guerre contre la jeunesse.

Cette "guerre contre la jeunesse" — qui se manifeste, nous en donnerons quelques exemples dans cet article, à tous les niveaux — justifie encore plus aujourd'hui qu'en décembre 2000 l'appel à la construction de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Plus que jamais, les suites du 11 septembre rendent d'actualité ces lignes écrites par 150 jeunes, réunis au Brésil en décembre 2000, dans le *Manifeste de Sao Paulo* :

« Il n'y a rien à "humaniser", rien à accompagner, rien à améliorer dans ce système : il faut le renverser !

Il n'y a rien à humaniser dans ce système, où 250 millions d'enfants travaillent dans tous les pays, y compris aux Etats-Unis et dans l'Union européenne.

Rien à humaniser dans ce système, où, aux Etats-Unis mêmes, des centaines de milliers de prisonniers travaillent pour quelques cents de l'heure.

Rien à humaniser dans ce système assassin, qui, au nom du profit, sacrifie la vie des travailleurs : 50 ouvriers, dont 40 femmes et 10 ayant moins de 12 ans, brûlés vifs dans l'usine Chowdhury Knit Factory, au Bangladesh, le 25 novembre 2000 ; 183 ouvriers morts brûlés vifs dans l'usine de jouets de Shenzhen, en Chine, quelques jours avant.

Rien à humaniser quand, à Sao Paulo, deux millions de jeunes et de travailleurs vivent dans des favelas dans les conditions les plus épouvantables ! Rien à humaniser quand, comme l'a dit un jeune Noir de Baixada Fluminense : "Il n'est pas exagéré de dire que le premier emploi qui est proposé aux jeunes de mon quartier est le trafic de drogue." (...)

Qu'est-ce qu'il nous manque ? Certainement pas la volonté de combattre, comme on l'a vu dans les grèves des étudiants du Mexique, du Brésil, d'Algérie, d'Espagne et de Grande-Bretagne contre les privatisations. Comme on le voit, même dans les conditions les plus difficiles, en Russie et en Ukraine ou dans les favelas du Brésil (...).

Nous disons : ce qui manque aux jeunes, c'est l'instrument nécessaire pour abattre ce monde de guerre et d'exploitation, de racisme, de drogue, d'oppression et de mensonge. »

La IV^e Internationale est prête à aider, dans chaque pays, les jeunes à construire cet instrument, cette organisation de jeunes de combat, cette Internationale révolutionnaire de la jeunesse. C'est le sens de la conférence qui aura lieu à Madrid en octobre 2002.

LE COMBAT DE LA JEUNESSE PALESTINIENNE

Les jeunes réunis à Sao Paulo en décembre 2000 écrivaient dans leur *Manifeste* :

“C'est le droit imprescriptible de la jeunesse et du peuple de Palestine de se soulever contre l'oppression, comme c'est le droit le plus imprescriptible de tous les peuples de se soulever contre ce monde d'exploitation et d'oppression.”

En Palestine, le 11 septembre a provoqué un redoublement de la guerre à mort contre le peuple palestinien et la jeunesse. Comme l'explique une jeune Palestinienne, il s'agit pour l'État d'Israël de provoquer un bain de sang permanent et de pousser définitivement le plus grand nombre possible de Palestiniens hors de leur terre :

« C'est chaque jour un peu plus le chaos. Les routes sont de pire en pire. Cela fait maintenant longtemps que je n'ai pas pu aller travailler. Autrefois, je mettais 15 minutes pour aller travailler à Ramallah. Maintenant, c'est bloqué, personne ne peut plus aller nulle part. Beaucoup de gens quittent le pays... La plupart de mes amis sont partis ou vont

partir. Quatre de mes amis ont obtenu une bourse aux Etats-Unis. Il s'agit d'un programme d'aide appelé les “bourses Clinton”... Totale prise en charge. Vous ne payez rien... Et ils ne parlent même pas l'anglais correctement ! Ils essaient de nous faire partir par tous les moyens, en nous rendant la vie absolument impossible, ou par d'autres moyens, ou par tous les moyens à la fois... »

Et cependant, chaque jour, malgré les massacres et les bombardements israéliens, malgré le blocus permanent, qui conduit 70 % des Palestiniens sous le seuil de pauvreté (contre 24 % en 1997), de nouveaux jeunes Palestiniens se dressent dans cette deuxième Intifada.

PARTOUT, DES MESURES DE CRIMINALISATION DE LA JEUNESSE

Dans les pays impérialistes, au nom de la “lutte contre le terrorisme”, les gouvernements exigent la mise en place de régimes d'exception, portant atteinte aux libertés démocratiques. Aux Etats-Unis, explique encore cet étudiant de la Coalition des étudiants contre la guerre à Berkeley :

“Nous avons demandé au conseil académique (qui dirige l'université) qu'il prenne position contre la guerre et contre les atteintes aux libertés démocratiques, en lui demandant notamment de ne pas communiquer le fichier des étudiants à la CIA et au FBI.”

En Grande-Bretagne, le gouvernement de Tony Blair cherche à faire passer, avec beaucoup de difficultés, au Parlement, un arsenal de lois “antiterroristes”, dont le Parti conservateur lui-même dénonce

“l'excuse de la lutte antiterroriste pour renforcer les pouvoirs de police, en attaquant les droits fondamentaux et les libertés individuelles”.

En France, le gouvernement de la “gauche plurielle” (Parti socialiste, Parti communiste, écologistes) a fait voter le 31 octobre une “loi sur la sécurité quotidienne”, qualifiée de “*liberticide*” par des

associations de défense des droits de l'homme et punissant de peines de prison ferme les jeunes en fraude dans les transports ou qui "stationneraient trop longtemps dans les cages d'escalier" de leurs immeubles...

C'est bien en premier lieu la jeunesse qui est en ligne de mire de ces mesures répressives.

**UNE ACCÉLÉRATION
DE TOUTES LES MESURES
DE PRÉCARISATION
ET DE SUREXPLOITATION
DE LA JEUNESSE**

Car cette "guerre totale" vise tous les peuples, tous les travailleurs, toute la jeunesse, dans tous les domaines. Après le 11 septembre, l'impérialisme exige que soient mises les bouchées doubles à sa politique d'écrasement des travailleurs et de la jeunesse. Alors que les multinationales américaines profitaient de la tragédie du 11 septembre pour engager des vagues de restructurations sans précédent, le taux de chômage aux Etats-Unis atteignait son plus haut niveau depuis six ans, d'après les statistiques du ministère américain du Travail. Des taux en augmentation, qui vont du simple au double selon qu'on est Blanc (de 4,8 % à 5,1 %), Noir (de 9,7 % à 10,1 %) ou Hispanique (7,2 % à 7,6 %), plongeant une fraction un peu plus grande de la jeunesse américaine dans le désespoir de la déchéance, de la drogue et des ghettos.

Cette politique mondiale de déréglementation, menée avec d'autant plus de violence après le 11 septembre, condamne dans le monde entier les jeunes à encore plus de surexploitation, de précarité, d'incertitude devant l'avenir. C'est dans ce sens que des délégués jeunes et étudiants du monde entier se retrouveront à la conférence internationale de Berlin contre la déréglementation et pour les droits ouvriers pour tous.

Dans ce cadre, ils pourront confronter leur expérience de la lutte contre la priva-

tisation de l'école et de l'Université, contre la surexploitation, contre le travail des enfants..., afin de dégager les campagnes communes de lutte pour la reconquête des droits élémentaires, dont ce système en faillite prive en premier lieu la jeunesse.

**"DE TOUT PETITS ENFANTS,
ARRACHÉS À LA TENDRESSE
DE LEURS PARENTS ET VENDUS
À DES MARCHANDS VÉREUX..."**

Ils feront connaître partout le réquisitoire terrible dressé par les groupes de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse d'Afrique. Dans les enquêtes qu'ils ont réalisées sur la situation de la jeunesse dans leurs pays, ces camarades montrent quel est l'avenir que l'impérialisme prétend nous imposer dans le monde entier :

"Depuis 1992 jusqu'à aujourd'hui, l'avenir de la jeunesse est sombre, écrivent ces jeunes Tchadiens. Le gouvernement, sous prétexte de plan d'ajustement structurel, a suspendu l'intégration à la fonction publique. L'accès à la fonction publique est verrouillé délibérément par le pouvoir (...). Le pouvoir ne se préoccupe pas de la politique d'insertion des jeunes, cette façon de faire favorise le mécontentement et engendre la recrudescence de la rébellion dans tout le pays."

« Avant toute chose, écrivent ces jeunes du Togo, il convient d'ouvrir une parenthèse pour lever le voile sur un phénomène qui prend de l'ampleur : il s'agit du trafic des enfants. De tout petits garçons et filles à fleur de jeunesse, hauts comme trois pommes, arrachés à la tendresse et à la protection de leurs parents dans les campagnes par des marchands véreux, qui promettent des lendemains meilleurs chez "d'honnêtes gens" dans des pays comme le Nigeria, le Bénin, la Côte-d'Ivoire, le Gabon, alors qu'en réalité, ces enfants sont vendus à des personnes sans scrupules, qui les destinent à des travaux sans commune mesure avec leur âge et leur physique dans des exploitations agricoles ou comme "boys" ou "bonnes à tout faire" à la maison, constituant par là même des victimes innocentes de cet esclavage des temps modernes. »

Esclavage encore avec le phénomène en expansion des “enfants soldats”, que décrivent ces jeunes camarades du Burundi :

« Les jeunes ne sont pas les commanditaires de cette guerre, mais ce sont eux qui sont engagés les uns dans cette guerre de génocide pour le compte de la “rébellion”, les autres pour celui de l’armée régulière. Les uns et les autres ont parfois quitté l’école avant qu’ils n’aient terminé des études primaires. Pire, même ceux qui sont restés sur les bancs de l’école sont parfois contraints de l’abandonner, à cause de la destruction des infrastructures scolaires, des biens publics et privés, des déplacements des populations, désormais soumises à des conditions rétrogrades... »

APRÈS LE 11 SEPTEMBRE, L’OMC EXIGE D’ACHEVER LA PRIVATISATION TOTALE DE L’UNIVERSITÉ

Car, pour l’impérialisme, rien de ce qui protégeait la jeunesse de la surexploitation ne doit être épargné.

C’est ainsi que la privatisation de l’Université, processus déjà largement engagé sous toutes les latitudes, exige après le 11 septembre d’être définitivement achevée, menaçant des millions de jeunes scolarisés à travers le monde.

En juillet 2001, le gouvernement américain a déposé des documents soumis à la discussion de l’Organisation mondiale du commerce (OMC), concernant “la libéralisation du commerce des services de l’enseignement supérieur” dans le cadre des “négociations” sur l’Accord général sur le commerce des services (AGCS).

Le sommet de l’OMC à Doha (Qatar), en octobre 2001, fut l’occasion pour le gouvernement américain, au compte de ses multinationales, de mettre au pas tous les gouvernements sur la question. Avec la même brutalité que celle des bombardements quotidiens sur Kaboul, le texte du gouvernement américain se conclut en dressant la liste des “obstacles” qu’il faut balayer.

Obstacle à balayer, “l’interdiction faite aux sociétés étrangères (traduisez : les multinationales américaines) de fournir des services d’enseignement supérieur dans certains pays”.

Obstacle à balayer, “les difficultés faites aux sociétés étrangères (traduisez : les multinationales américaines) fournissant des services d’enseignement supérieur de pouvoir devenir des institutions délivrant des diplômes”.

Obstacle à balayer, “les impôts trop élevés” que doivent payer ces multinationales.

Obstacle à balayer, “les lois et réglementations” qui protègent les personnels dans les universités.

UNE OFFENSIVE MONDIALE CONTRE LE DROIT AUX ÉTUDES

Le “tournant” du 11 septembre a bel et bien été le signal d’une offensive pour l’achèvement de la privatisation de l’Université.

C’est ainsi qu’au Togo, un arrêté ministériel du 21 septembre 2001 “fixant les droits d’inscription à l’université de Lomé” décréta une augmentation de... 1 011 % des droits d’inscription (de 4 500 à 50 000 francs CFA), et un second arrêté daté du même jour décréta une hausse de 150 % du loyer des chambres en cité universitaire et de 1 400 % du ticket de bus. Alors que 80 % de la population est paysanne, que les salariés ne touchent plus leurs salaires depuis trois à vingt mois, “plus des deux tiers des 18 000 étudiants sont purement et simplement menacés d’exclusion de l’Université”, explique le syndicat étudiant UNET.

En France, c’est le vote, le 26 novembre, dans un organisme ministériel, de décrets d’application directement inspirés de l’Union européenne et des “colloques européens” sur l’Université (colloques qui se sont tenus ces années passées à Paris, Bologne et Prague), sans même qu’aucune loi ne soit votée au Parlement, remettant

en cause le statut des personnels de l'Université, les diplômes nationaux et le contenu des disciplines et des enseignements. Dans le même temps, c'est l'accélération du démantèlement du plus gros campus universitaire de France, à Jussieu, où 80 000 étudiants, enseignants et personnels, avec leurs laboratoires de recherche, sont menacés d'éclatement ou de disparition pure et simple.

LA GRÈVE DES ÉTUDIANTS ESPAGNOLS

“Si cette loi passe, nous ne serons plus capables d'écrire sur cette pancarte”, avaient écrit des étudiants espagnols, lors d'une des manifestations de masse exigeant le retrait de la loi organique universitaire (LOU). En effet, toutes les mesures prises par les gouvernements, sur injonction de l'impérialisme américain, depuis le 11 septembre, pour achever la privatisation de l'Université, auraient pour conséquence une déqualification généralisée pour la masse de la jeunesse. En Espagne, où le projet de loi gouvernemental met en concurrence les universités les unes contre les autres, s'attaquant à la valeur égale des diplômés et mettant directement les universités sous la coupe du patronat en donnant à celui-ci un tiers des sièges des conseils de gestion, c'est une véritable explosion qui s'est produite pour faire barrage à cette loi.

Dans une lettre *“aux étudiants du monde entier”*, pour préparer la conférence de Berlin, des étudiants de Bilbao, parmi lesquels des militants de la IV^e Internationale qui construisent l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse (IRJ), expliquent :

“Les lois du gouvernement ont réussi un véritable exploit : être rejetées par tous les secteurs de l'Université : étudiants, personnels administratifs, professeurs, présidents d'université...”

Les camarades notent un aspect significatif :

« Il faut noter que, dans la plupart des manifestations, les mots d'ordre pour le

retrait de la LOU ont été accompagnés de dizaines de pancartes et de slogans contre la guerre et pour la paix. Par exemple, à Madrid, certains disaient “Aznar, laquais ! Vas-y toi-même, à la guerre de Bush !” ; à Séville : “LOU = terrorisme universitaire.” Le gouvernement Aznar, avec Bush, a profité des attentats du 11 septembre pour lancer une offensive de guerre contre tous les droits démocratiques, dont le droit à l'instruction, exactement comme ils ont déclaré la guerre à tous les peuples, à commencer par le peuple d'Afghanistan. Comme le disait un étudiant de sociologie de l'université Complutense, de Madrid, faisant le lien entre la LOU et la guerre : “Le gouvernement a mis les tanks en position dans l'université” (El País, 18 novembre 2001). »

“LES PLUS IMPORTANTES MOBILISATIONS DE JEUNES DEPUIS LA CHUTE DU FRANQUISME” (LA PRESSE ESPAGNOLE)

Toute la presse espagnole a noté que les grèves et manifestations des 7, 14 novembre et 1^{er} décembre ont été *“les plus importantes mobilisations de jeunes depuis la chute du franquisme”*.

Grèves et manifestations qui ont été réalisées dans l'unité, non seulement de tous les secteurs universitaires, mais des deux confédérations ouvrières UGT et CCOO, sur l'exigence du retrait de la LOU. Les camarades racontent :

“Le 7 novembre, les syndicats ouvriers Union générale des travailleurs (UGT) et Commissions ouvrières (CCOO), avec l'appui des associations étudiantes, ont convoqué une première journée de grève pour le retrait de la LOU. Cette journée a été suivie par 90 % des étudiants et des professeurs dans toutes les villes du pays. A Séville, ils étaient 45 000 à manifester, 40 000 à Madrid, 25 000 à Barcelone, 15 000 à Valence... Les assemblées générales d'étudiants, décidant la grève et la manifestation, se sont multipliées et, en Galice ou en Andalousie, elles ont appelé à la grève reconductible (...). Le 14 novembre, la deuxième journée de grève convoquée par les associations étudiantes et appuyées par les syndicats

ouvriers a été suivie à 100 % dans les universités.”

Mais, comme dans le monde entier, les jeunes et les travailleurs ont été confrontés au principal obstacle à la satisfaction de leurs aspirations, à ce sans quoi l'impérialisme seul ne pourrait parvenir à appliquer ses plans : la politique des appareils :

« Au Pays basque, où les organisations nationalistes, qui disent défendre les droits du peuple basque, se sont opposées à la mobilisation, la qualifiant de “centraliste”, et où les syndicats n'ont pas appelé à manifester, à la différence du 7 novembre, des milliers d'étudiants des trois campus universitaires publics sont toutefois sortis dans la rue : à Bilbao, plus de 10 000 étudiants et enseignants ont manifesté. Les comités de l'IRJ, travaillant avec des camarades des Jeunesses socialistes d'Euskadi (Pays basque), ont aidé à impulser cette mobilisation.

En Catalogne, en revanche, les organisations syndicales et étudiantes, cédant aux pressions régionalistes, ont organisé la grève le 13 novembre au lieu du 14. Malgré le choix de cette date distincte de celle retenue pour le reste de l'Etat espagnol, près de 100 000 personnes ont manifesté le 13 à Barcelone et des milliers d'autres dans le reste de la Catalogne et aux îles Baléares (...). Avec divers arguments, les députés du Parti socialiste (PSOE), de la “Gauche unie” et les nationalistes demandent le retrait de la loi. Mais certains, comme le PSOE, aimeraient négocier la modification de certains points ; d'autres, comme les nationalistes, voudraient remplacer cette loi par des lois élaborées par chaque région autonome. »

LA JEUNESSE CONFRONTÉE À LA POLITIQUE DES APPAREILS ET AUX DIFFÉRENTES VARIÉTÉS DE “CENTRISME RÉACTIONNAIRE”

Les jeunes sont non seulement confrontés aux “appareils”, au sens traditionnel du terme, mais, et c'est particulièrement vrai dans la jeunesse et les universités, à toutes les variétés de centrisme réactionnaire, qui, sous l'étendard de la “lutte

contre la mondialisation” et de la “lutte contre la marchandisation de l'éducation”, sont les agents directs de la privatisation.

C'est ainsi que le groupe ATTAC de l'université de Gand (Belgique), commentant les projets de l'Union européenne de privatisation de l'Université, notamment le plan European Credit Transfer System (ECTS) issu du colloque européen de Bologne, déclare :

« A première vue, le projet “d'Europe de la connaissance” semble très attractif, et la Déclaration de Bologne aura sans doute de bons résultats, mais il reste quelques points obscurs. »

Quels sont ces “points obscurs”, selon ATTAC ?

“Nous sommes scandalisés du manque de démocratie qui caractérise cette réforme, car ni les étudiants ni les enseignants n'ont participé à l'élaboration de cette déclaration.”

Il s'agit donc que les enseignants et les étudiants soient “plus associés” aux plans destructeurs de l'Union européenne ou des institutions internationales. Tout le monde doit être “partie prenante”... d'un processus qui tend à la privatisation totale de l'Université.

COMMENCER À CONSTRUIRE L'OUTIL INDÉPENDANT DONT ONT BESOIN LES ÉTUDIANTS...

Combattant dans la grève pour les assemblées générales souveraines et les comités de grève sur le mot d'ordre : “Grève totale jusqu'au retrait de la loi”, les camarades de l'IRJ en Espagne ont commencé à soumettre à la discussion la proposition suivante :

“Il est nécessaire de commencer à organiser un outil indépendant et unitaire pour les étudiants, un syndicat démocratique et indépendant des étudiants, qui permette de donner une continuité aux expériences antérieures de lutte et afin que le mouvement étudiant ne parte pas à chaque fois de zéro.”

Cette question de l'aide à la construction d'organisations indépendantes de la jeunesse combattant pour la défense du droit à l'instruction, contre la privatisation de l'Université, pour la reconquête d'une Université publique, est posée, sous des formes diverses, dans le monde entier.

En France, par exemple, les militants de l'IRJ ont commencé à regrouper pour la construction d'un vrai syndicat étudiant, alors que les appareils de la "gauche plurielle" ont depuis longtemps transformé l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) en un rouage de l'administration dans le cadre des "conseils de gestion".

Du Togo à l'Ukraine, la question de la construction de vrais syndicats étudiants — sous des formes différentes, parfois, selon les nations — est posée.

Au Brésil, en revanche, où existe encore un vrai syndicat étudiant, la question posée aux jeunes révolutionnaires est de défendre l'existence même de cette organisation, l'UNE, contre tous ceux qui, de l'extérieur ou de l'intérieur, veulent la transformer en un instrument d'accompagnement des plans du FMI et de la Banque mondiale, qui exigent le démantèlement de l'Université au Brésil.

Le combat indispensable pour de vrais syndicats étudiants est, pour les militants de la IV^e Internationale, un des aspects importants de l'aide à la construction de l'IRJ dans les universités.

POUR L'INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE !

Depuis le 11 septembre, c'est tout de suite que l'impérialisme veut faire passer en force ses plans de destruction, de décomposition généralisée, de "guerre totale" et permanente, dans laquelle la jeunesse est en première ligne.

Ces conditions nouvelles posent avec encore plus d'acuité, pour les militants de la IV^e Internationale, la question du combat pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse, c'est-à-dire la construction d'organisations indépendantes de la jeunesse.

C'est la question qui est posée à partir du regroupement politique autour des délégués jeunes à la conférence de Berlin, à travers la préparation de la conférence de l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse à Madrid, en octobre 2002.

C'est une question importante du Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale, qui devra trouver dans sa discussion les formes pour s'adresser à la jeunesse du monde entier, pour l'aider à s'organiser, car elle n'a rien à perdre dans ce vieux monde.

Dominique Vincenot

Pourquoi, aujourd'hui, une campagne de calomnies contre la IV^e Internationale ?

Par Jean-Pierre RAFFI

Une haineuse campagne de calomnies est engagée depuis des mois contre la IV^e Internationale. Une campagne qui, chaque jour, s'enfle de nouvelles déclarations, de nouveaux articles dans la grande presse. Un tombereau d'immondices est déversé sur notre parti. Les faux, les trucages, les mensonges le disputent aux prétendues "révélations".

La IV^e Internationale, sa section française en particulier, se voient tour à tour accusées de liens occultes avec la CIA, avec les nazis pendant la guerre, de pratiquer l'entrisme dans toutes sortes d'organisations sans être trop regardantes sur leur nature de classe, de faire usage de faux et de manipulation... Le livre d'un dénommé Serge Raffy, *Jospin, secret de famille*, prétend révéler au monde "l'histoire de l'OCI et de ses liaisons dangereuses avec la CIA", assurant que

"le parrainage de l'OCI par les syndicalistes américains est un secret de polichinelle (...). De nombreux militants de l'OCI eurent le sentiment d'être, sans le savoir, les indicateurs de la CIA dans sa lutte acharnée qu'elle a menée parallèlement contre le communisme."

Par la plume de l'un de ses dirigeants, Christian Piquet, le "Secrétariat unifié" pabliste, lui aussi, s'est joint à la curée, reprochant aux calomniateurs de ne pas savoir distinguer entre les "bons" trotskystes (Piquet et ses amis) et « *l'OCI, (qui) représente un phénomène particulier au sein de la mouvance "trotskyste", une conception manipulatrice et affairiste de la politique* ».

On notera qu'aucune protestation, aucune rectification, d'aucune organisation du SU, n'est venue depuis effacer ce qui restera sur eux comme une tache indélébile.

Il est chaque jour plus évident que cette campagne n'a rien de conjoncturel et ne

se limite pas à la seule section française. Partout, des "informateurs" complaisants se chargent de répandre la calomnie.

D'anciens temps reviennent brusquement à la surface. Les falsificateurs, les calomniateurs d'aujourd'hui ont eu, en effet, d'illustres et sinistres prédécesseurs. Les falsificateurs, les calomniateurs d'hier obéissaient aux ordres de Staline. Ils accompagnaient de leur plume servile le pogrome auquel le "Petit Père des peuples" se livrait non seulement contre les trotskystes, mais contre tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, se réclamaient de près ou de loin d'une position de classe indépendante. Leurs émules d'aujourd'hui prennent leurs ordres de nouveaux maîtres. Leurs méthodes restent les mêmes. Leurs objectifs aussi.

Rappelons ce que Victor Serge écrivait à ce propos dans *Mémoires d'un révolutionnaire* :

"Il y a quelque part dans Mein Kampf vingt lignes d'un parfait cynisme sur l'utilité de la calomnie employée avec force. Les nouvelles méthodes totalitaires de domination de l'esprit des masses reprennent les procédés de la grande publicité commerciale en y ajoutant, sur un fond irrationnel, une violence forcée. Le défi à l'intelligence l'humilie et préfigure sa défaite. L'affirmation énorme et inattendue surprend l'homme moyen, qui ne conçoit pas que l'on puisse mentir ainsi. La brutalité l'intimide et rachète en quelque sorte l'imposture ; l'homme moyen, défaillant sous le choc, est tenté de dire qu'après tout cette frénésie doit avoir une justification supérieure dépassant son entendement.

Le succès de ces techniques n'est évidemment possible qu'en des époques troublées et à la condition que les minorités courageuses incarnant le sens critique soient bien bâillonnées ou réduites à l'impuissance par la raison d'Etat et le manque de ressources matérielles. En aucun cas, il ne s'agit de convaincre ; il s'agit en définitive de tuer. Une des fins poursuivies par le déchaînement d'insanités des procès de Moscou fut de rendre la discussion impossible entre communistes officiels et communistes d'opposition. Le totalitarisme n'a pas d'ennemi plus dangereux que le sens critique ; il s'acharne à l'exterminer. Les clameurs emportent l'objectif raisonnable et, s'il

persiste, une civière emporte l'objecteur vers la morgue" (Victor Serge, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Seuil, 1951, pages 368-369).

Pourquoi, aujourd'hui, cette nouvelle campagne calomniatrice contre la IV^e Internationale ? *La Lettre de La Vérité*, lettre hebdomadaire éditée par le Courant communiste internationaliste (CCI), section française de la IV^e Internationale (n° 180, du 12 juin dernier), avance une première explication :

« Le président américain, Bush, est en train de faire une tournée en Europe. Il a indiqué qu'il entendait bien convaincre tous ses partenaires européens du bien-fondé de la politique américaine en ce qui concerne sa nouvelle doctrine militaire (le projet de défense antimissiles). La réorientation de la politique américaine, qui s'affirme aussi bien en Palestine, au Maghreb, en Afrique, que sur l'ensemble du continent américain, en Asie comme en Europe, est simple : imposer partout, maintenant, la Pax americana, ouvrir partout la voie aux multinationales américaines.

A quelques mois de la mise en place de l'euro, la pression s'accroît sur tous les gouvernements de l'Union européenne. Il y a quelques années, nous expliquions que la seule fonction de l'euro était de faire baisser le "coût du travail", d'en faire la seule variable d'ajustement. Aujourd'hui, ils le reconnaissent eux-mêmes sans fard.

Pour pouvoir imposer cette politique brutale, qui se heurte aux plus grandes résistances en Europe, il faut tenter d'interdire toute expression indépendante.

- *La IV^e Internationale et ses sections combattent le traité de Maastricht. Sa politique consiste à soutenir tout pas en avant sérieux dans la lutte pour briser ce cadre. La IV^e Internationale appuie et appuiera tout groupement, toute initiative qui va dans le sens de la remise en cause des exigences de l'Union européenne.*

- *Avancer dans la mise en œuvre des plans de l'Union européenne exige, pour les gouvernements aux ordres, d'intégrer les organisations syndicales. La IV^e Internationale a inscrit dans son programme la lutte politique pour l'indépendance*

des organisations syndicales à l'égard des Etats, des partis et des gouvernements. Il s'agit, pour la IV^e Internationale, d'une question fondamentale, principale. La classe ouvrière n'existe qu'au travers des institutions qu'elle a bâties dans sa lutte de classe. Les syndicats, comme les régimes de Sécurité sociale, les mutuelles, sont des institutions produits de la lutte de classe, de la lutte cristallisée. Sur chaque institution ouvrière, ce qui intègre les syndicats, on peut inscrire des milliers d'heures de grèves, de manifestations, de combats, de morts, de licenciés, de vies brisées pour que ces conquêtes deviennent conquêtes de la classe ouvrière. Aujourd'hui, la survie de l'impérialisme décomposé se traduit dans une offensive pour remettre en cause l'existence de la classe comme classe.

Et cela prend la forme de la destruction de ses institutions et de ses organisations. En conséquence, la IV^e Internationale, qui combat pour la République universelle des conseils ouvriers, ne saurait mener son action sans se préoccuper du fait que la seule classe capable de faire progresser l'humanité, de la faire sortir de l'impasse dans laquelle l'entraîne le régime capitaliste, se préserve contre l'offensive de destruction dont elle est l'objet.

Le premier pas du combat émancipateur, c'est aider la classe ouvrière à défendre ce qui la constitue comme classe. C'est pourquoi la défense de l'indépendance des syndicats est une question stratégique. Sans nul doute, les journalistes appointés ont du mal à comprendre (en admettant qu'ils le veuillent) ces questions, qui relèvent de la lutte de classe. En revanche, la volonté de préserver les organisations est largement partagée par les militants et responsables qui, quelles que soient leurs appréciations sur l'orientation à mettre en œuvre, n'acceptent pas la disparition pure et simple des organisations forgées par les travailleurs eux-mêmes. Est-ce pour cela qu'ils

essaient de faire taire la IV^e Internationale ? »

La guerre "totale" déclenchée par Bush au lendemain des tragiques événements du 11 septembre a donné depuis une brutale accélération à toute cette politique dirigée contre la classe ouvrière, les peuples et leurs organisations (on lira par ailleurs, dans ce numéro, l'analyse que nous faisons de ce tournant et de ses conséquences). La campagne de calomnies contre la IV^e Internationale est, elle aussi, entrée dans une nouvelle phase. Les plumitifs aux ordres redoublent de bassesse, se croyant assurés d'une impunité garantie par des maîtres puissants.

C'est ainsi qu'en novembre dernier sortait en France un livre de plus alimentant la calomnie. Celui-là est signé par le directeur du *Monde*, M. Edwy Plenel. Il a pour titre : *Secrets de jeunesse*. Les médias l'ont aussitôt encensé. La kyrielle de "commentateurs" et autres "experts" es-politique (du type de M. Bernard-Henri Lévy, "philosophe", grand habitué des salons télévisés et des antichambres gouvernementales) y a trouvé un orfèvre en matière de calomnie et de provocation antitrotskyste.

Nous reproduisons ici la lettre ouverte à MM. Lévy et Plenel, publiée dans le journal du Parti des travailleurs (n° 513, 14 novembre 2001).

On notera qu'à la date où nous publions ces lignes, plus d'un mois après la publication de cette lettre, nulle réponse ne nous est parvenue de nos "courageux" calomniateurs. On peut douter qu'elle vienne jamais. "Courage"... point trop n'en faut.

Jean-Pierre Raffi

Lettre ouverte à MM. Lévy et Plenel

Messieurs, il est du droit de chacun, en démocratie, de professer les opinions qui sont les siennes. Nul ne saurait donc contester votre droit à afficher ouvertement votre commune détestation du courant trotskyste dont je suis l'un des responsables et, au-delà — je le montrerai —, du mouvement ouvrier.

Cela autorise-t-il pour autant tous les procédés ? Est-on encore dans le domaine de l'expression des idées lorsqu'on ment, calomnie et falsifie des faits pourtant indiscutables ?

Vous vous êtes, l'un et l'autre, abaissés à ces procédés à l'encontre de mon camarade Pierre Lambert.

Je veux ici, publiquement, dévoiler le mécanisme par lequel vous, M. Plenel, combinez un mensonge par omission avec un mensonge pur et simple, et une honteuse calomnie, pour tenter de porter atteinte à l'honneur du militant ouvrier Pierre Lambert.

Je veux montrer comment vous, M. Lévy, n'hésitez pas à reprendre à votre compte cette fabrication et, vous hissant sur les épaules dudit Plenel, à franchir un cran dans l'ignominie.

En voici les preuves, appuyées sur les faits. Osez les démentir.

• PREMIER ACTE : OÙ EDWY PLENEL MENT PAR OMISSION

Dans votre livre *Secrets de jeunesse*, vous écrivez (pages 222-223) :

« Le trotskysme français a aussi sa part d'ombre, son mauvais souvenir, son secret de famille : l'attitude d'une partie des siens sous l'Occupation (...). Le 28 août 1940 (...), Henri Molinier (...) soumettait, sous le pseudonyme de "Testu", un texte à la discussion de ses cama-

rades, dont le titre, "Que faire ?", était explicite, faute d'être original. Originale, sa réponse l'était, hélas : ne pas hésiter à faire de l'entrisme dans les organisations fascistes qui vont dominer le pays occupé (...). Henri Molinier ne se contenta pas de cette réflexion, il la mit en pratique, adhérant en 1941 au parti fasciste de l'ancien socialiste Marcel Déat, le Rassemblement national populaire. »

Passons sur l'idée répandue par les staliens, et reprise aujourd'hui par vous, sur "la part d'ombre" du trotskysme pendant la guerre. *L'Humanité*, à l'époque, parlait plus ouvertement des "hitléro-trotskyistes"...

C'est un fait qu'après la défaite de 1940, des militants ouvriers de toutes tendances et de toutes origines ont connu des errements et, pour certains d'entre eux, ont cru possible de se fourvoyer en "travaillant" au sein d'organisations qui collaboraient avec les nazis. Vous signalez d'ailleurs le cas de Jean Rous :

« Il commença fort mal (...). Dès juillet-août 1940, il prit des contacts pour créer un parti qui, bien que non autorisé, évoluait dans une semi-légalité au tout début de l'Occupation. "Ni pro-anglais, ni pro-allemand, mais pro-français", proclamait ce mouvement national révolutionnaire (...). Heureusement pour lui, Jean Rous finit par se ressaisir au bout d'un an : en 1941, il prit le chemin de la résistance gaulliste » (page 224).

Vous dites vrai, Plenel, concernant Jean Rous.

Mais pourquoi omettre la suite de l'histoire concernant Molinier ? Au détour d'une phrase, vous signalez qu' "*Henri Molinier sera tué par un obus allemand en 1944*" (page 221). Mais qu'a-t-il fait entre 1941 et 1944 ? Le lecteur n'en saura rien. Dans quelles circonstances a-t-il été tué ? Vous n'en dites rien non plus ! Vous instillez insidieusement auprès du lecteur une impression de malaise, renforcée par l'affirmation selon laquelle, dans le groupe trotskyste auquel appartenait Molinier,

“on chercherait en vain la trace d'une résistance trotskyste sous l'Occupation”.

Honte à vous, Plenel, de falsifier ainsi des faits que vous êtes pourtant bien placé pour connaître !

En effet, la LCR, à laquelle vous avez appartenu, et dont vous parlez avec une certaine tendresse, a édité en 1981, aux éditions La Brèche, un recueil de quatre volumes intitulé *Les Congrès de la IV^e Internationale*.

Voici comment l'organisation à laquelle vous avez appartenu évoque la mémoire d'Henri Molinier, dans le deuxième volume de ce recueil, sous la signature de Rodolphe Prager :

« En France, c'est dès 1939-1940, sous le gouvernement Daladier, que cinq membres du POI, dont des dirigeants comme Stève, Rigaudias et Baufrère, puis dix militants du groupe Frank-Molinier, dont Margne et Boussel-Lambert, sont emprisonnés et condamnés à de lourdes peines. Plus de 150 trotskystes français furent emprisonnés ou déportés sous l'Occupation. Trente-cinq à quarante sont morts, fusillés comme Jean Meichler, Marc Bourhis, Henri Lebacher et André Thiolon, assassinés comme Robert Cruau et Marcel Hic, principal dirigeant du mouvement, ou tués pendant les combats de la “libération”, comme Henri Molinier, l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche » (page 22).

Dans le même ouvrage (page 284), la photo d'Henri Molinier figure parmi les clichés représentant des militants trotskystes tombés dans la lutte contre le nazisme. Page 471, la notice biographique d'Henri Molinier le présente comme

“l'un des fondateurs de l'Opposition trotskyste en France, homme de confiance de Trotsky, dirigeant trotskyste avant la guerre et sous l'Occupation, responsable militaire du PCI en 1944. Tué par un obus allemand à Paris en août 1944.”

Oui, c'est un fait : Henri Molinier, qui s'était fourvoyé en 1940-1941, s'est repris et s'est engagé dans le combat, pour lequel il a sacrifié sa vie. Tels sont les faits établis par tous, y compris, répétons-le, par les adversaires politiques de notre courant. Tels sont les faits indiscutables.

Qui êtes-vous, M. Plenel, pour salir la mémoire d'Henri Molinier ?

Qui êtes-vous pour inventer que lorsque les trotskystes français s'unifièrent pour former une seule organisation (le PCI) en février 1944, ils le firent, dites-vous *“sans Henri Molinier”*, car *“la nouvelle organisation refusa d'endosser son aventure entriste au sein du RNP du collaborateur Marcel Déat, et par conséquent, lui ferma sa porte”* (page 230) ?

Où êtes-vous allé chercher cette *“information”* ? Elle ne figure nulle part dans les documents officiels publiés par le recueil déjà cité, édité à La Brèche. D'ailleurs, on voit mal qu'Henri Molinier, écarté selon vous de toute appartenance au PCI en mars 1944, puisse être tombé en août 1944 sous les obus allemands comme *“responsable militaire du PCI”*, selon la formule de Rodolphe Prager !

Quels qu'aient été ses errements et ses erreurs, Henri Molinier est mort en militant ouvrier, en combattant de la IV^e Internationale, et c'est à ce titre que la IV^e Internationale, tous courants confondus, jusqu'à la crise de 1950-1953, lui a toujours rendu hommage. C'est à ce titre que tous les courants issus de la crise de la IV^e Internationale, quels que soient leurs désaccords, y compris celui dont vous vous réclamez, Plenel, lui ont toujours rendu hommage.

Directeur de la rédaction du *Monde*, vous ne sauriez être soupçonné, Plenel, d'imposer gratuitement semblables distorsions aux faits. Il ne s'agit pas de votre part d'une quelconque fantaisie. L'objectif est d'aboutir à une minable démonstration, dont je parlerai plus loin. Il ne fait pas de doute que, pour vous, cette fin justifie tous les moyens. Aux yeux d'honnêtes citoyens, rien ne saurait justifier, en revanche, que l'on calomnie ainsi la mémoire du militant Henri Molinier, qui n'est plus là pour pouvoir se défendre.

Vous n'avez pas le droit de salir la mémoire de ceux qui sont tombés pour la liberté, la démocratie, le mouvement ouvrier.

• DEUXIÈME ACTE : OÙ PLENEL MENT

Page 230 de votre livre, vous écrivez :

“Pendant la guerre, il (Pierre Boussel-Lambert — NDLR) avait été très proche du grand frère Molinier, sans doute son meilleur allié. On ne sait s'ils pensaient pareillement, mais on peut le supposer. On peut même penser qu'Henri Molinier, son aîné d'un peu plus de vingt ans, fut alors le mentor de Pierre Lambert.”

Permettez-moi d'exprimer mon admiration pour l'impayable jésuitisme de votre style. Vous méritez vraiment d'être le directeur de la rédaction du *Monde*.

Vous n'affirmez pas, vous suggérez, vous insinuez.

Pierre Boussel était *“très proche”* d'Henri Molinier, et même, *“sans doute”*, — ah ! qu'il est beau, ce *“sans doute”* — son *“meilleur allié”*.

“On ne sait s'ils pensaient pareillement” : si vous ne savez pas, taisez-vous.

“Mais on peut le supposer” : ça, c'est vrai, on peut toujours tout supposer. Pour notre part, nous n'avons pas besoin de *“supposer”* quoi que ce soit pour affirmer, M. Plenel, que vous êtes franchement et délibérément une vraie canaille.

Car enfin, la vérité est connue, les textes sont disponibles. Oui, Pierre Boussel-Lambert appartenait au même groupe qu'Henri Molinier. Mais précisément, sur l'attitude à adopter après la défaite de juin 1940, non seulement ils ne pensaient pas pareillement, mais même, ils s'opposaient ouvertement.

Rêvons un instant.

Supposons que le souci de vérité vous ait, ne serait-ce qu'effleuré, M. Plenel. Vous seriez allé aux sources. Vous auriez, par exemple, consulté les bulletins intérieurs du CCI de cette période, car ces bulletins sont disponibles, publiquement.

Comment Henri Molinier, dans son texte d'août 1940, justifiait-il son orientation ? Il écrivait :

« Le fascisme d'après-guerre devra s'efforcer de planifier dans un sens économique progressif. Bien entendu, tout cela ne sera pas socialiste et nous ne crions pas “Vive le fascisme !”. Nous savons que le fascisme, né de l'échec de la révolution d'Octobre à l'échelle russe et européenne, remplit la tâche historique de prolonger le capitalisme, mais qu'il ne peut le faire qu'en l'élevant à un stade plus évolué. »

Répondant au texte de Molinier *“Que faire ?”*, Pierre Boussel-Lambert écrit sous le pseudonyme de Lejeune, dans un bulletin intérieur de novembre 1940 :

“D'une part, la violence de la lutte qui ira s'accroissant dans les mois qui viennent entraînera une énorme destruction des forces productives (...). L'Allemagne victorieuse (...) ferait de l'Europe une source de ravitaillement en matières premières, ce qui veut dire, nous en avons la préfiguration en France, la destruction des industries nationales. Où sont les caractères progressistes là-dedans ? (...) La victoire du fascisme n'aura lieu que sur les ruines de la civilisation (...). Hors de la révolution prolétarienne, il n'y a que le retour à la barbarie, dans cette époque où les conditions économiques sont plus que mûres pour la réalisation du socialisme.”

Fin 1940, dans un autre bulletin intérieur du CCI, Pierre Boussel-Lambert écrit :

“De cette analyse succincte, on peut dégager avec une certaine netteté ce que va être le développement de la situation dans les prochains mois. L'Amérique va entrer en guerre aux côtés de l'Angleterre (...). La guerre va s'étendre. Le monde entier y sera embarqué (...). Marx, dans je ne sais plus quel livre, démontrait la fatalité de la révolution prolétarienne, concluant que l'humanité ne peut mourir et qu'elle y arriverait inéluctablement. Le problème n'est rien de moins que le socialisme ou le retour à la barbarie.”

Molinier et Boussel-Lambert *“pensaient pareillement”*, M. Plenel ? Vous êtes un menteur. D'autant que cette polémique entre les deux s'est poursuivie, dans de nombreux textes de bulletins intérieurs, dans les premiers mois de 1941. Cette polémique, j'y reviendrai plus loin,

a débouché, durant cette période, sur une orientation pratique bien différente. Ce n'est qu'après l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS, et aussi en rapport avec la polémique au sein de son organisation, qu'Henri Molinier, au milieu de l'année 1941, va renoncer à son orientation.

Les faits sont les faits : vous mentez, M. Plenel. La position de Pierre Lambert en 1940-1941 est connue, elle ne souffre d'aucune équivoque vis-à-vis de l'attitude à adopter par rapport à la collaboration et à la participation à des partis du type de celui de Déat.

• TROISIÈME ACTE : OÙ PLENEL CALOMNIE

A la lecture de votre laborieuse démonstration, le lecteur, nécessairement, s'interroge : tout cela, dans quel but ? La réponse, la voici :

« De fait, conformément à la ligne "Testu", l'entrisme de l'un au sein du RNP de Déat eut pour pendant l'entrisme de l'autre au sein de la CGT clandestine » (page 230).

C'est le bouquet ! Passons sur le fait, cela a été démontré plus haut, que Pierre Lambert s'est toujours opposé à la "ligne Testu" (c'est-à-dire de Molinier). C'est un fait que Pierre Lambert, comme d'autres de toutes tendances, a participé dès 1941 à la reconstruction de syndicats illégaux sous la dictature de l'occupation nazie. Et vous osez, Plenel, mettre cela sur le même plan que l'appartenance au RNP de Déat !

Ce n'est pas seulement une calomnie contre Pierre Lambert. C'est une insulte à la mémoire de tous ceux, de toutes origines politiques — communistes, socialistes, sociaux-démocrates, réformistes, trotskystes, anarchistes, chrétiens, etc. —, qui, non sans courage (et nombreux furent ceux qui le payèrent de leur vie), refusèrent la Charte du travail et jetèrent les bases d'une renaissance du mouvement syndical.

Oser mettre sur le même plan le RNP de Déat et la CGT clandestine : c'est la

haine du mouvement ouvrier qui s'exprime sous votre plume.

• QUATRIÈME ACTE : OÙ BERNARD-HENRI LÉVY INTERVIENT

Le Figaro (9 novembre 2001) publie la note de lecture enthousiaste du "livre" de Plenel signée Bernard-Henri Lévy. Vous y distinguez, M. Lévy,

"des pages importantes sur les deux trotskysmes (le honteux et le lumineux)".

Vous y précisez que le "trotskysme honteux", c'est

"le trotskysme de Pierre Lambert, pour aller vite, avec sa manie de l'entrisme jusques et y compris dans les partis de la collaboration avec Hitler".

"Pour aller vite", comme vous dites, cela s'appelle même une exécution sommaire !

Il paraît, M. Lévy, que vous êtes un philosophe. Si tel est le cas, nous sommes très loin de la philosophie des Lumières. Nous voilà revenus à la Sainte Inquisition ! Et ne prenez pas pour excuse que vous avez fait confiance à Plenel, lequel vous aurait induit en erreur. Chacun est responsable de ce qu'il écrit.

En l'occurrence, vous avez fait ce dont, apparemment, vous êtes coutumier : dans la course effrénée à la notoriété médiatique, vous vous êtes demandé : comment faire mieux que les autres ? Comment aller plus loin encore que Plenel ? Le sujet de la commande était : lynchage médiatique contre le trotskysme en général, contre Pierre Lambert en particulier. Alors, vous hissant sur les épaules de Plenel, vous avez franchi un cran dans l'ignominie. Hélas pour vous : même en montant sur les épaules l'un de l'autre, deux individus minuscules ne feront jamais un grand personnage.

Il est tout de même extraordinaire de constater que c'est vous, les mêmes Plenel, Lévy et autres, qui encombrez les

colonnes des journaux et les plateaux de télévision avec vos sempiternelles dissertations sur la morale et l'éthique, sur le rapport entre la fin et les moyens...

Où est-elle, votre morale ? Où est-elle votre éthique ? Disparues, envolées, dès lors qu'il s'agit de sonner l'hallali contre la IV^e Internationale et, plus largement, contre le mouvement ouvrier. Dans la chasse aux sorcières antitrotskyte, tous les moyens sont bons.

Croyez-vous vraiment que tous les coups sont permis ? Croyez-vous bénéficier d'une immunité totale, sous prétexte que votre discours va avec l'air du temps et qu'il sert certains puissants, et s'achar-

ne contre ceux qui défendent les opprimés et les exploités ?

La justice est d'ores et déjà saisie. Nous irons jusqu'au bout.

Mais il est bon que, sans attendre, chacun et tous sachent à quoi s'en tenir. Vous êtes, MM. Plenel et Lévy, des canailles et des faussaires. La preuve en a été ici apportée. Osez, si vous le pouvez, apporter la preuve du contraire. Nous prenons l'engagement de publier dans notre hebdomadaire toute offre de preuve que vous fournirez à l'appui de vos écrits.

Daniel Gluckstein.
Paris, le 13 novembre 2001

Lutte des classes et mondialisation

Présentation à Madrid de l'édition espagnole par Daniel Gluckstein

A l'occasion de sa parution en langue espagnole, une réunion de présentation du livre *Lutte des classes et mondialisation*, de Daniel Gluckstein, s'est tenue, fin octobre, à Madrid.

La première édition de ce livre datant de 1999, les événements qui se sont succédé depuis le 11 septembre ont-ils confirmé ou infirmé ce qui est au centre de ce livre ?

A l'auteur d'y répondre.

Au moment où ce livre a été publié pour la première fois en France, au début de l'année 1999, on ne nous parlait que du miracle de la "nouvelle économie". Quand ce livre a été publié, il y a eu des gens, en France, pour polémiquer contre lui. Ils disaient : ce livre ne tient pas compte de la nouvelle économie, de ce qu'on appelle les nouvelles techniques de l'information et de la consommation, du téléphone portable, d'Internet et de tout ce qui était supposé ouvrir une perspective de développement sans limite du capitalisme.

On nous expliquait que la nouvelle économie ouvrait une ère illimitée de développement de l'économie mondiale, qu'aux Etats-Unis il y avait un miracle,

qui était que le chômage avait quasiment disparu et qu'apparemment, le capitalisme avait devant lui une période illimitée de développement. Et nous étions accusés de tenir un langage exagérément catastrophiste, pessimiste...

Entre mars 2000 et début septembre 2001, l'indice Nasdaq, qui est l'indice des valeurs des nouvelles technologies à New York, a perdu 75 % de sa valeur. A la suite de cet effondrement du Nasdaq, toutes les Bourses qui mesurent les valeurs des nouvelles technologies dans le monde entier se sont effondrées. Mais, à la suite de ces Bourses, qui estiment la valeur de la nouvelle technologie, les Bourses classiques comme le Dow Jones, à New York, ou le CAC 40, à Paris, etc.,

se sont à leur tour largement effondrées. C'est ainsi que ce qu'on nous avait présenté comme l'amorce d'une nouvelle ère de développement du capitalisme apparaît au contraire comme quelque chose qui précipite sa crise. Tout ce qui avait été ce gonflement spéculatif, parasitaire, de la nouvelle économie s'effondre en détruisant des valeurs considérables. Entre mars 2000 et début septembre 2001, encore une fois avant le 11 septembre, il a été détruit, sur les Bourses des principales valeurs capitalistes aux Etats-Unis, 6 600 milliards de dollars. C'est-à-dire l'équivalent de cinq fois le produit intérieur brut de la France. Si vous voulez, sous une autre forme, c'est l'équivalent du produit intérieur brut cumulé de l'Allemagne, du Japon et de la France.

Ces masses considérables de valeurs qui sont parties en fumée mettent à l'ordre du jour pour la classe capitaliste la nécessité de les retrouver. Et pour retrouver ces capitaux gigantesques qui ont été détruits, il n'y a pas d'autre choix pour la classe capitaliste que d'accentuer les conditions d'exploitation de la force de travail.

Tout ce que je viens d'expliquer, n'est pas dans ce livre, puisqu'il a été écrit bien avant. Et pourtant, c'est quand même dans le livre, parce que ce mécanisme, qui s'est déjà produit plusieurs fois, y est analysé, et on y explique qu'il va se produire à nouveau.

Je crois qu'il faut revenir à des définitions classiques. Le système capitaliste, dans lequel nous vivons, est le système de la propriété privée des moyens de production. L'accusation que nous portons contre le système capitaliste n'est pas d'être excessivement libéral. Notre objectif n'est pas de "l'humaniser" ou d'y introduire un peu plus de réglementation. L'accusation qui est portée dans ce livre peut être résumée de la manière suivante : la mondialisation n'est que la forme que prend aujourd'hui, dans des conditions sur lesquelles je reviendrai, un système social historiquement condamné, le système qui plonge ses racines dans la propriété privée des moyens de production.

Ce système a été un facteur de progrès pour l'humanité à un certain stade de son

histoire, aux XVIII^e et XIX^e siècles. Il a été un facteur de progrès, parce que, en dépit des conditions terribles d'exploitation de la force de travail, il permettait le développement des forces productives. Mais, pour des raisons qui ont été analysées en son temps par Marx, le système capitaliste lui-même est arrivé, à un certain stade de son développement, à des conditions qui ne lui permettaient plus de développer les forces productives. Et — c'est ce qui est exposé dans ce livre — toute l'histoire du XX^e siècle est en quelque sorte l'histoire de la contradiction entre l'incapacité de ce système social de développer l'humanité et le fait de sa survie, qui ne se fait qu'au prix de crises convulsives disloquant et déchirant l'humanité tout entière.

L'histoire du capitalisme décomposé, putréfié, du XX^e siècle, c'est l'histoire d'un système qui cherche tous les moyens parasites et artificiels pour se survivre. La nouvelle économie, dont on nous a rebattu les oreilles, n'était qu'un épisode de plus ; il y avait eu avant l'économie d'armement, l'économie de la drogue, la spéculation monétaire, les guerres et beaucoup d'autres éléments, autant de volants d'entraînement parasites de l'économie. Ces phénomènes ont pris maintenant une importance majeure. Par exemple, les dizaines de milliers de milliards de dollars qui s'échangent sur les places boursières correspondent à 96 % à la spéculation pure et simple. Pour ne prendre qu'un seul chiffre, les revenus du blanchiment de l'argent de la drogue, chiffre donné officiellement dans le rapport du FMI, correspondent à deux mille milliards de dollars par an, donc une fois et demie le PIB de la France.

Cette recherche en permanence, par le système capitaliste, de plus en plus étranglé, de moyens artificiels et parasites de réaliser le profit est contradictoire à la nature même du système capitaliste, dans la mesure où le système capitaliste est fondé sur l'exploitation de la force de travail, c'est-à-dire la capacité à extorquer de la plus-value dans la production des marchandises sur la force de travail de l'ouvrier. D'un côté, le capitalisme ne se survit qu'en détruisant des masses de forces productives ; de l'autre, il ne peut survivre

qu'à condition de produire malgré tout des marchandises et d'exploiter la force de travail. Le seul moyen pour le capitalisme de surmonter cette contradiction, c'est d'accroître les conditions d'exploitation.

Ce qu'on appelle la mondialisation, et qui vient après plusieurs décennies de déréglementation dans tous les domaines, ce n'est rien d'autre que le droit que s'arroge le capitalisme, notamment le capitalisme le plus puissant, celui des Etats-Unis, d'abattre toutes les barrières qui se dressent devant son exigence d'exploitation. Ces barrières qu'il doit abattre, c'est aussi bien l'existence des droits ouvriers, des Codes du travail, des conventions collectives, des organisations ouvrières, que l'existence des nations et des Etats, qui peut faire obstacle à sa volonté de contrôler l'ensemble des conditions d'exploitation.

C'est un phénomène à la fois politique, économique et social, et on en voit, par exemple, l'expression dans la multiplication, à l'échelle mondiale, depuis dix ou quinze ans, des prétendues guerres ethniques, des guerres directement fomentées par l'impérialisme sur la base d'"ethnies", qui, souvent, vivaient parfaitement en harmonie jusque-là. Mais cette multiplication des guerres prétendument ethniques, cette dislocation des nations et des Etats, elle vise des buts politiques, des buts économiques.

Il y a un peu plus de dix ans, le président Bush, le père du président actuel, avait annoncé l'avènement d'un nouvel ordre mondial. Ce nouvel ordre mondial a consisté principalement à généraliser la déréglementation de tous les droits ouvriers. Et si vous tirez le bilan de ce qui s'est passé depuis dix ans, ce nouvel ordre mondial s'est traduit, d'une part, dans une déstabilisation accrue de l'ordre mondial et, d'autre part, par une aggravation des conditions d'existence des travailleurs, et plus généralement des masses et des peuples opprimés dans le monde entier, à commencer par la classe ouvrière américaine. Dans un chapitre de ce livre où l'on étudie la situation de la classe ouvrière américaine, on montre comment le prétendu plein emploi a été réalisé au prix d'une telle déréglementation et d'une telle dété-

rioration des conditions sociales qu'il existe une catégorie regroupant des dizaines de millions de travailleurs américains, qu'on appelle maintenant les travailleurs pauvres.

Mais ce qui est vrai pour la classe ouvrière des Etats-Unis est vrai en Europe. La politique de déréglementation imposée par l'Union européenne, en France, en Espagne, dans tous les pays, a comme conséquence de dégrader les conditions d'existence des plus larges masses. C'est vrai à l'est de l'Europe. L'espérance de vie a chuté dans les dix dernières années dans un pays comme la Russie d'une manière considérable. Mais elle a aussi chuté, dans des pays comme l'Afrique du Sud, de neuf ans. Comme elle a chuté dans la plupart des pays d'Afrique.

Donc, ce nouvel ordre mondial, qui était annoncé comme l'expression du triomphe du capitalisme après la chute du Mur de Berlin, s'est traduit en réalité par la désindustrialisation en masse, par les délocalisations, par la destruction des régimes de protection sociale, la remise en cause dans tous les pays des Codes du travail, des conventions collectives, des statuts, la remise en cause de tous les services publics à travers la politique de privatisation, la politique de blocage ou de réduction des salaires, la remise en cause et la privatisation des régimes d'instruction publique, des systèmes de santé et des hôpitaux. Et, avec cela, une remise en cause de l'existence même des organisations ouvrières, qui, dans tous les pays et à l'échelle internationale, sont placées dans une situation où l'on exige qu'elles deviennent des instruments de la politique de mondialisation.

Ces dix années de nouvel ordre mondial ont signifié la généralisation des guerres et des interventions militaires au nom de l'ONU, de l'OTAN, etc. Bien évidemment, rien de tout cela n'aurait été possible s'il n'y avait pas eu des gouvernements "de gauche" pour mettre en œuvre ces politiques. Ça a été le cas, pendant des années, en Espagne, c'est le cas aujourd'hui en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne. C'est la fonction de ces gouvernements que de faire passer cette politique de destruction.

Ce livre s'appelle *Lutte des classes et mondialisation* parce que, comme l'a dit le camarade avant moi, la mondialisation résulte et est l'expression de la lutte des classes, mais aussi parce que cette mondialisation elle-même, sa crise, parce qu'il y a une crise de ce système mondialisé, résultent de la lutte des classes. Si l'on veut comprendre la situation telle qu'elle s'est développée depuis le 11 septembre, il faut se reporter à la situation juste avant le 11 septembre.

Une heure après les attentats du 11 septembre, une conseillère du ministre britannique des Transports, une certaine M^{me} Jo Moore, a envoyé un e-mail à tous ses collaborateurs, formulé ainsi :

"C'est un très bon jour pour ressortir tout ce qu'on veut faire passer en douce."

Et le hasard a voulu que ça a été publié dans les journaux, donc cela a fait un certain scandale ; mais le scandale, c'est qu'elle l'ait écrit. Ce n'est pas qu'elle l'ait pensé, parce qu'ils l'ont tous pensé, ils l'ont tous mis en œuvre. Et lorsqu'elle dit que c'est un très bon jour pour essayer de "faire passer tout ce qu'on n'a pas pu faire passer jusqu'à présent", elle exprime la crise dans laquelle le système de la propriété privée des moyens de production était placé jusque-là.

Cette crise s'exprime sous de multiples formes avant le 11 septembre. Elle s'exprime d'abord comme crise de l'impérialisme américain lui-même. L'actuel président Bush a été élu il y a seulement neuf mois, et vous vous rappelez dans quelles conditions de crise institutionnelle il avait été élu, cette histoire incroyable des voix perdues pendant des semaines et des mois.

Pourquoi peut-on parler de crise institutionnelle ? Parce que cette crise avait un contenu. Bush ou Gore, fondamentalement, représentaient les mêmes intérêts, mais ils représentaient deux façons différentes de défendre ces intérêts. Celle de Gore était : il faut intégrer les syndicats et il faut intervenir dans le monde entier pour assurer l'ordre mondial. La formule de Bush était de dire : il faut affronter la

classe ouvrière, taper dessus, mais il faut essayer de se dégager de l'ordre mondial pour concentrer nos moyens.

Mais pourquoi y a-t-il eu cette crise institutionnelle au moment de l'élection ? Parce que la classe capitaliste américaine elle-même était divisée sur le meilleur moyen à utiliser. Intégrer les syndicats ? Clinton avait essayé, il n'y était pas arrivé. C'est pourquoi il y a la crise sur l'histoire de l'ALENA, le sommet de Seattle, etc. Mais affronter directement le mouvement ouvrier, est-ce que la bourgeoisie américaine en avait les moyens ? Elle n'en était pas sûre. Se dégager de la scène internationale, tous les capitalistes américains sont pour, à condition de pouvoir continuer à bénéficier des richesses des peuples du monde entier, à ce que les trusts pétroliers puissent aller partout. Mais est-il possible de faire cela sans intervenir ?

Trois jours avant l'attentat du 11 septembre, le *Los Angeles Times* publie un éditorial d'un journaliste américain. William Pfaff :

"Il y a une paralysie de la politique internationale de l'administration Bush. Cette administration dit qu'elle ne veut pas intervenir dans le monde, mais elle y est obligée. Comme elle ne l'a pas décidé, elle intervient de manière anarchique ou non contrôlée. Il est urgent d'unifier et de rationaliser la politique d'intervention américaine dans le monde."

Les attentats du 11 septembre sont immédiatement utilisés pour essayer de réorienter la politique de l'impérialisme. Il ne s'agit pas de réorienter seulement sur un plan militaire, il s'agit de réorienter la politique militaire, économique, politique, financière, sociale de l'impérialisme américain.

Il est clair que, dans ce qui a provoqué cette crise, il y a la résistance des travailleurs dans le monde entier. Par exemple, en France, il y a dix ans, un ministre de droite a dit : nous avons perdu vingt-cinq ans pour liquider la Sécurité sociale, à cause de la grève générale de mai 1968. Mais il y a trois mois, un ministre de "gauche" a dit : nous avons perdu dix ans pour liquider la Sécurité

sociale à cause des événements de novembre-décembre 1995. Et c'est vrai, ils ont perdu vingt-cinq ans, puis dix ans : cela fait trente-cinq ans.

Des coups très graves ont été portés contre la Sécurité sociale, mais elle n'a pas été complètement démantelée, grâce à cette résistance.

Vous pouvez faire la même remarque pour la révolution palestinienne. Cela fait plus de cinquante ans que les Palestiniens subissent un sort atroce, que leurs droits les plus élémentaires sont piétinés. Mais la deuxième Intifada, commencée il y a un an, a comme base que le peuple palestinien ne peut pas accepter de voir tous ses droits foulés aux pieds. Cette révolution palestinienne, qui s'est développée malgré l'impérialisme américain, malgré Israël, malgré l'Union européenne, malgré les directions palestiniennes pour le moins compromises, est un facteur majeur de la situation de crise qui a débouché sur le moment actuel.

Alors, le 11 septembre est un tournant dans cette situation. Bush a dit les choses très clairement : *"C'est une guerre totale."* Oui, c'est une guerre totale. Ils veulent la mener sur le plan militaire, sur le plan économique, social, dans tous les domaines. Et les autorités américaines indiquent au gouvernement français : nous avons besoin d'imposer les fonds de pension dans votre pays. Donc, vous avez le devoir de faire payer, par la classe ouvrière française, les besoins de l'impérialisme américain.

En ce sens, cette situation nouvelle du lendemain du 11 septembre résulte de ce qui est expliqué dans ce livre. C'est l'impasse du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, qui va essayer une nouvelle fuite en avant.

Une fuite en avant qui va étendre les guerres dans le monde entier. Ils sont en train de déstabiliser le Pakistan, tout le Moyen-Orient, le Nigeria. Non pas parce qu'il y a une volonté de déstabiliser en soi, car le système capitaliste préférerait un peu plus de stabilité, mais parce qu'aujourd'hui, il existe un engrenage qui fait que, pour pouvoir continuer à piller

l'ensemble des peuples et des ressources, il n'a pas d'autre choix que d'entrer dans une logique de militarisation généralisée. C'est ce que Bush a clairement annoncé au lendemain du 11 septembre. C'est ce que tous les gouvernements aux ordres disent qu'ils vont faire.

Et tous les gouvernements aux ordres et leurs supplétifs d'affirmer en chœur : il faut que les syndicats arrêtent de faire des grèves. Il va falloir faire des sacrifices sur la Sécurité sociale, sur les retraites... Il va falloir reconsidérer les libertés démocratiques.

Comment pourrait-on l'accepter ?

Ce livre a été rédigé dans une perspective : en finir avec le régime d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production. Cette perspective est celle qui met à l'ordre du jour la nécessité d'un nouvel ordre social fondé sur l'appropriation collective.

Il est évident que, dans un premier temps, cela pose une question immédiate à tout le mouvement ouvrier : est-ce qu'il faut céder à la pression, est-ce qu'il faut accompagner la politique de déréglementation ? Ou est-ce qu'il faut résister pied à pied sur chacune des revendications de la classe ouvrière ? On entend souvent des discours du type : *"Compte tenu du contexte international, il y a un certain nombre de revendications qui sont peut-être dérisoires."* Il y a donc une pression pour faire renoncer aux revendications. La situation est exactement inverse. La défense pied à pied de toutes les revendications est une question encore plus vitale aujourd'hui qu'avant le 11 septembre. C'est vrai pour les camarades américains. Une des premières mesures de Bush a été de confisquer 40 milliards au budget de protection sociale pour les affecter au budget militaire. Est-ce que le mouvement syndical doit accompagner cette mesure ? Il y a des responsables syndicaux qui disent qu'il faut l'accompagner, il y a aussi des secteurs qui disent : on ne peut pas accepter, il faut dans un même mouvement dire non à la guerre et non à la remise en cause de la Sécurité sociale et des droits ouvriers. Est-ce que ce n'est pas cela, le meilleur moyen de lutter pour la paix et pour la démocratie ?

Cette position n'est possible qu'à condition d'être indépendant du système capitaliste d'exploitation. Cela implique la défense de l'indépendance des organisations du mouvement ouvrier. Il y a une énorme pression, en ce moment, pour transformer les organisations ouvrières en ONG, et cette pression existe y compris au sein des organisations ouvrières. Les organisations ont été historiquement constituées pour défendre les intérêts particuliers des salariés, pas les intérêts généraux de la société. "L'intérêt général" où il y a égalité, cela n'existe pas. Il y a les multinationales, les gouvernements, et les travailleurs. Les ONG se constituent sur des thèmes, des sujets, qui, par définition, s'adressent à toute la société. La préservation de l'indépendance des organisations ouvrières, c'est la préservation de la démocratie. C'est d'autant plus important,

car, en période de guerre, l'Union sacrée se trouve toujours mise à l'ordre du jour.

Comme l'a dit le camarade, ce livre n'est pas un livre d'économiste ou d'écrivain, mais un livre de militant. Si j'étais un économiste ou un écrivain, j'aurais ajouté, par exemple, deux chapitres à l'édition espagnole. Un chapitre sur ce qui s'est passé de 1999 à 2001 et même un chapitre sur le 11 septembre et ses conséquences. Il se trouve que j'avais d'autres tâches, mais finalement, c'est une bonne chose. Parce que tous ceux qui vont acheter ce livre aujourd'hui pourront se dire : cela a été écrit il y a trois ans, est-ce que ça reste valable ? Est-ce que ce qui s'est passé depuis le vérifie ou non ? Chacun peut en juger. En ce sens, il contribue à une discussion nécessaire dans le mouvement ouvrier.

Lutte des classes et mondialisation

Daniel Gluckstein

**Prix : 23 euros
(150 F).**

**En vente
à la SELIO,
87, rue
du Faubourg-
Saint-Denis,
75010 Paris.**

SELIO

Notes de lecture

A propos du *Staline* de Jean-Jacques Marie

Par Lucien GAUTHIER

Une deuxième édition du livre de Jean-Jacques Marie, *Staline*, vient de paraître, la première édition, malgré un silence quasi complet de la presse, étant épuisée (1).

Le livre de Jean-Jacques Marie sur Staline, qui n'est pas une analyse générale du stalinisme, mais une véritable biographie fondée sur des documents, des faits — et notamment sur l'ouverture des archives du Kremlin, que Jean-Jacques Marie, en historien rigoureux, a soigneusement étudiées — permet ainsi d'apporter à l'étude des mécanismes de la dégénérescence de l'Etat soviétique des éclairages très précis.

Après avoir retracé la jeunesse de Staline, son engagement dans le Parti bolchevique, il consacre plusieurs chapitres à la prise du pouvoir par Staline et la couche bureaucratique confisquant et liquidant le parti de la révolution d'Octobre.

Ces chapitres sont une réponse sérieusement motivée et argumentée à ceux qui, sincèrement, se posent la question de savoir si le stalinisme ne plonge pas ses

racines dans le Parti bolchevique dirigeant la révolution d'Octobre.

En effet, le fait que Staline ait été un bolchevik et ait participé à la révolution d'Octobre embarrasse (trouble ou surprend...) nombre de ceux qui cherchent à comprendre les bases du stalinisme.

**STALINE LIQUIDE
TOUTE LA DIRECTION
BOLCHEVIQUE,
Y COMPRIS SES PROPRES PARTISANS**

Dans plusieurs chapitres, Jean-Jacques Marie montre comment Staline va d'abord éliminer Trotsky et les divers opposants qui vont se manifester. Mais ce qui doit attirer notre attention, c'est le fait que cet ouvrage, de manière très détaillée, montre comment Staline, pour assurer son pouvoir et sa domination comme expression

(1) *Staline*, Jean-Jacques Marie, éditions Fayard.
Prix : 30 euros (196,80 F).

d'une couche bureaucratique montante, doit liquider non seulement ceux qui s'opposent à sa politique, mais également ses propres partisans — ceux qui, dans la direction du Parti bolchevique, ont marché avec lui contre Trotsky, dans les diverses purges et dans la répression —, parce que, malgré tout, ils sont issus de la direction bolchevique. Il va ainsi liquider tous les dirigeants du parti, comme Zinoviev et Kamenev, puis Boukharine et d'autres. Le cas d'Ordjonikidzé est particulièrement illustratif.

Ainsi, dans un chapitre intitulé "1937", l'année de la Grande Terreur, Jean-Jacques Marie souligne l'offensive contre Ordjonikidzé, qui, dès 1903, avait adhéré au POSDR, puis élu à son comité central en 1912, dans la fraction bolchevique, occupant des postes de responsabilité, et fit partie avec Staline du groupe que dénonça Lénine à la fin de sa vie, suite aux agissements de Staline et d'Ordjonikidzé dans l'affaire géorgienne. Ce dernier, au compte de Staline, présida de 1926 à 1930 la commission centrale de contrôle, qui organisa l'exclusion des opposants.

C'est ainsi que, lors du comité central du 4 au 7 décembre 1936, Staline communiqua au bureau politique la copie de lettres adressées à Ordjonikidzé, dans lesquelles, sept ans plus tôt, un de ses amis critiquait la politique de Staline. Staline précisait qu'il avait fallu sept ans pour que ces lettres soient communiquées, dissimulant ainsi des activités anti-parti au bureau politique. Cette accusation vise à neutraliser Ordjonikidzé au moment où Staline lance son offensive contre Boukharine et Rykov, eux aussi vieux-bolcheviks, qui avaient marché avec Staline contre Trotsky et l'Opposition. En effet, dans ce comité central, Iejov, le rapporteur du cas Boukharine-Rykov, se lance dans une attaque systématique contre eux.

Mais, et Jean-Jacques Marie le souligne,

« une bonne partie du CC réagit avec réserve. Le 7 décembre, Boukharine se présente comme un fidèle stalinien diffamé par les "trotskystes", dont il dénonce le programme (...). Staline organise en présence du BP une confrontation entre Boukharine, Rykov, Piatakov, Koulikov et l'ancien trotskyste Sosnovski. Piatakov

débite un discours monocorde, une main devant ses yeux baissés. Ordjonikidzé lui demande : "Vos dépositions sont-elles vraiment volontaires ?" "Oui", répond Piatakov. "Absolument volontaires ?", reprend Ordjonikidzé, manifestement sceptique. Piatakov ne répond rien. A la fin de la séance, Staline, feignant l'étonnement, demande à Boukharine pourquoi les trois hommes ont tous déposé contre lui (...). (Staline) n'est pourtant pas en situation de faire prendre par le CC, dont il devine les réticences, la décision de faire liquider (Boukharine et Rykov). C'est pourquoi il défère la décision dans une déclaration ambiguë (...). A la sortie, Boukharine tente de lui rappeler ses mérites passés. Staline l'envoie promener : "Personne ne les conteste, mais Trotsky aussi en a. Personne n'a devant la révolution autant de mérites que Trotsky, entre nous soit dit." Et il répète "entre nous soit dit". La confidence est menaçante. Boukharine, invité à ne pas la rapporter, n'en comprend pas le sens : si personne n'avait autant de mérites devant la révolution que Trotsky, et si les 16 du procès d'août ont été arrêtés et fusillés pour de prétendus liens avec lui, c'est bien que les mérites devant la révolution sont devenus une charge. »

Et Jean-Jacques Marie d'ajouter :

"La promotion des Iejov, des Beria, des Jdanov, des Malenkov et de leurs semblables passe par la liquidation de la génération de 1917."

La terreur contre les vieux-bolcheviks bat son plein. Ordjonikidzé,

« hostile à la campagne désorganisatrice contre le sabotage, semble également réservé sur la liquidation des vieux-bolcheviks. Ordjonikidzé doit précisément présenter au CC un rapport et un projet de résolution sur "le sabotage dans l'industrie". Un jour, les yeux pleins de tristesse, il confie à Boukharine, dont l'appartenance est mitoyen du sien : "Il faut tenir bon." Il s'y efforce à sa manière. Avant la réunion, il envoie une commission d'enquête dans trois endroits où le NKVD dénonce du sabotage. La commission n'en découvre aucune trace. En réponse, Staline fait fusiller Papoulia, le frère d'Ordjonikidzé. Staline, se préparant à donner une essor inouï à la terreur, doit soumettre Ordjonikidzé, le briser ou l'écarter. Il ne peut accepter sa participation au CC de la fin février, qui va être décisif, s'il n'a pas l'assurance de

sa totale docilité. Il critique alors la mollesse de son projet de résolution et exige sa refonte. La discussion entre les deux hommes est vive. Quelques heures après, un détachement d'agents du NKVD investit l'appartement d'Ordjonikidzé, qui, furieux, téléphone à Staline. Celui-ci ricane : "Le NKVD peut même venir perquisitionner chez moi." La disgrâce est imminente.

Le BP, réuni dans l'après-midi du 17 février, approuve les grandes lignes de son nouveau projet de rapport, mais exige des amendements qui le durcissent encore. Ordjonikidzé en élabore une version définitive, qui désavoue ses propres tentatives de freiner la campagne sur le sabotage et les conclusions de ses trois commissions de vérification. Ce nouveau rapport et sa résolution d'application devraient mener logiquement à dénoncer les membres de ces commissions comme complices des saboteurs. Ils seront d'ailleurs plus tard presque tous arrêtés et déportés ou fusillés. C'en est trop pour Ordjonikidzé, qui se suicide à l'aube du 18 février, d'un coup de revolver.

Staline, prévenu par sa femme Zinaïda, arrive aussitôt, interrompt les lamentations de la veuve éplorée d'un vigoureux : "Tais-toi, bécasse !" et dicte le diagnostic destiné à figurer sur le communiqué officiel : "Crise cardiaque". »

A travers le cas d'Ordjonikidzé, il s'agit de toute une génération de bolcheviks qui avaient marché avec Staline. Jean-Jacques Marie précise :

"Ordjonikidzé était dans une impasse ; partisan convaincu de Staline, mais réticent devant ses excès, il n'avait pas d'alternative à proposer et ne pouvait pas s'opposer à lui (...). Avec la mort d'Ordjonikidzé disparaît le dernier membre du BP capable d'exprimer un désaccord avec Staline, d'élever une objection, de discuter ses décisions."

LA CONSTITUTION DE LA CASTE BUREAUCRATIQUE

Staline, en dénonçant et organisant la répression contre les "traîtres", les trotskystes ou les complices des trotskystes, visait en réalité toute la génération du

Parti bolchevique d'octobre 1917, y compris ceux qui étaient dans sa propre fraction. Léon Trotsky, dans *Bolchevisme et stalinisme*, écrivait :

"L'épuration actuelle trace entre le bolchevisme et le stalinisme non pas un simple trait de sang, mais tout un fleuve de sang. L'extermination de toute la vieille génération des bolcheviks, d'une partie importante de la génération intermédiaire qui avait participé à la guerre civile et aussi de la partie de la jeunesse qui avait repris le plus au sérieux les traditions bolcheviques démontre l'incompatibilité non seulement politique, mais aussi directement physique du stalinisme et du bolchevisme."

Staline expliquait à cette époque :

"Il y a chez nous des dizaines de milliers de gens capables et talentueux. Il faut seulement les connaître et les promouvoir à temps pour qu'ils ne piétinent pas sur leurs vieilles places."

Une intense campagne va frapper à tous les niveaux le Parti bolchevique. En 1937, plus de 100 000 communistes seront exclus du parti, dont 76 000 dans les six derniers mois de l'année 1937. Les procès et les purges se multiplient.

Au comité central de janvier 1938, Kaganovitch affirme que 100 000 nouveaux dirigeants ont été récemment promus.

"Une nouvelle génération sans lien avec le passé révolutionnaire était enfin promise. Staline prépare une pause (...). La terreur ayant atteint son but, Staline veut inaugurer une ère de stabilité relative",

écrit Jean-Jacques Marie.

Dans *La Révolution trahie*, Trotsky précise :

"Il serait naïf de croire que Staline, inconnu des masses, sortit tout à coup des coulisses armé d'un plan stratégique tout fait. Non. Avant qu'il n'ait lui-même entrevu sa voie, la bureaucratie l'avait choisi. Il lui donnait toutes les garanties désirables : le prestige d'un vieux-bolchevik, un caractère ferme, un esprit étroit, une liaison indissoluble avec les bureaux, seule source de son influence personnelle. Staline fut au début surpris lui-même de son succès. C'était l'approba-

tion unanime d'une nouvelle couche dirigeante qui cherchait à s'affranchir des vieux principes comme du contrôle des masses, et qui avait besoin d'un arbitre sûr dans ses affaires intérieures. Figure de second plan pour les masses et la révolution, Staline se révéla le chef incontesté de la bureaucratie thermidorienne, le premier d'entre les thermidoriens."

Mais, pour assurer la domination de la caste bureaucratique, Staline a dû liquider l'ensemble de la vieille garde, y compris sa fraction stalinienne. Il ne s'agissait pas, répétons-le, de "divergences politiques" ou "d'idéologie", mais de forces matérielles et sociales. Jean-Jacques Marie souligne ainsi :

"La purge n'a pas seulement ouvert la voie à une nouvelle génération politique, elle a accompagné et amplifié de haut en bas de la société les bouleversements engendrés par l'industrialisation et la collectivisation."

La nouvelle génération qui accède au pouvoir grâce à Staline se constitue comme couche socialement privilégiée.

La réforme militaire de 1934, par exemple, aboutit à une augmentation salariale moyenne de 240 % pour un chef de section, 263 % pour un commandant de compagnie, 300 % pour un commandant de régiment, 337 % pour un commandant de division et 364 % pour un commandant de corps d'armée. Et dans le même temps, un nouveau livret de travail est mis en place chez les ouvriers pour sanctionner leurs fautes, leurs retards, leur absentéisme.

En 1939, le Parti communiste russe a 1 589 000 adhérents. Seuls 0,3 % d'entre eux, c'est-à-dire 5 000 environ, ont adhéré avant 1917 et 1 %, soit 16 000, ont adhéré en 1917. Il reste 10 % des adhérents des années 1918 à 1920. La nouvelle génération de cadres du PC de Staline

"bénéficie de la redistribution des richesses sociales, séquestrées par le vol et le pillage légaux. Les promus se répartissent ainsi tout ou partie du patrimoine des condamnés au titre de l'article 58 du Code pénal, qui prévoit en règle générale la confiscation de leurs biens et leur transmission à leur dénonciateur ou aux officiers et agents du NKVD (...). Les promus ont pour Staline la même reconnaissance,

mais décuplée, qu'avait eue la noblesse d'Empire pour Napoléon (...). La noblesse d'Empire gagnait ses titres et ses terres sur les champs de bataille, les nouveaux élus soviétiques ne doivent à peu près rien à eux-mêmes et tout à Staline. Ils doivent donc en faire un peu plus que les barons impériaux dans l'adoration."

En ce sens, Staline ne va pas "modifier" la couche dirigeante du Parti bolchevique, il va le liquider comme parti à travers la fusion avec l'appareil d'Etat, constituant une couche bureaucratique privilégiée, socialement et politiquement distincte de la classe ouvrière, et qui va fonder son pouvoir sur l'usurpation de la révolution d'Octobre et utiliser, pour se masquer comme couche bureaucratique, des oripeaux du Parti bolchevique et de la révolution d'Octobre pour la défense de ses propres intérêts politiques et sociaux en contradiction avec la révolution d'octobre 1917.

Et Jean-Jacques Marie d'écrire :

"Le XVIII^e Congrès, en mars 1939, sanctionne l'avènement de cette nouvelle nomenklatura, à laquelle Staline offre une promotion fulgurante. En éliminant plusieurs couches de vieux cadres et militants, il a suscité une immense aspiration vers le haut. Des jeunes, jusqu'alors au bas de l'échelle sociale, occupent des dizaines de milliers de postes libérés à tous les échelons par les purges massives, sans compter les milliers de postes que Staline a créés (...).

C'est alors que commence la carrière politique de Kossyguine, Brejnev, Souslov, Ustinov, Gromyko, qui dirigeront le pays jusqu'aux années 1980."

De cette couche, naîtront leurs successeurs, les Andropov, Gorbatchev, puis Eltsine.

Un des mérites du livre de Jean-Jacques Marie est de retracer la montée de cette couche bureaucratique autour de la biographie de Staline, qui en est à la fois l'expression et l'artisan. Le livre de Jean-Jacques Marie est un ouvrage passionnant, qui, à travers l'histoire d'un individu, éclaire une partie fondamentale de l'histoire mondiale du XX^e siècle, aux conséquences qui perdurent encore aujourd'hui.

Lucien Gauthier

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

**Revue éditée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

Imprimerie ROTINFED 2000 Paris



ISSN 0294-359X